



2^{ème} REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE DE LANOUAILLE

Rapport de Présentation

Révision prescrite par délibération du Conseil Municipal le 19 mai 2015

Carte communale mise à l'enquête publique du 28 novembre 2016 au 28 décembre 2016

Carte communale approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 6 avril 2017



Bureau d'études de la
Chambre d'agriculture Dordogne
Boulevard des Saveurs - Cré@Vallée Nord -
Coulounieix Chamiers – 24060 PERIGUEUX CEDEX 9
Tél. : 05 53 45 47 84
urbanae@dordogne.chambagri.fr

SOMMAIRE

1	PREAMBULE.....	5
1.1	Présentation de la commune de Lanouaille.....	5
1.2	Le bilan de la carte communale (évolution des constructions et consommation d'espace).....	7
1.3	Les objectifs de la révision de la Carte Communale.....	10
2	INTRODUCTION.....	11
2.1	Le cadre réglementaire.....	11
2.1.1	La loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain).....	11
2.1.2	L'évolution législative des lois Grenelle I et II et de la loi ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové).....	11
2.1.3	La loi sur l'eau et les milieux aquatiques.....	12
2.1.4	La loi sur l'archéologie préventive.....	13
2.1.5	Les objectifs généraux du cadre réglementaire.....	13
2.2	La procédure et le dossier de Carte Communale.....	14
2.2.1	Les modalités de révision d'une Carte Communale.....	14
2.2.2	Contenu de la carte communale.....	15
3	Le Cadre territorial.....	18
3.1	L'intercommunalité.....	18
3.2	Le SDAGE Adour Garonne 2016-2021.....	21
3.2.1	Le SDAGE.....	21
3.2.2	LE SAGE Isle Dronne.....	23
3.3	Le Programme d'Intérêt Général (PIG).....	25
4	LES HABITANTS.....	26
4.1	DEMOGRAPHIE : EVOLUTION DE LA POPULATION.....	26
4.2	UN VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION.....	27
5	ECONOMIE ET ACTIVITES.....	28
5.1	L'économie agricole.....	28
5.1.1	Les productions et la SAU (Surface Agricole Utile).....	29

5.1.2	Localisation des exploitations et des bâtiments d'élevages	31
5.1.3	Les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)	36
5.1.4	Les signes officiels de qualité	39
5.2	Autres activités économiques, les commerces et les services	40
6	ANALYSE URBAINE ET HABITAT	42
6.1	Implantation du bâti	42
6.2	Architecture et patrimoine	44
6.3	Les logements	47
7	EQUIPEMENTS PUBLICS ET RESEAUX	50
7.1	Eau potable et défense incendie	50
7.2	Assainissement des eaux usées	53
7.3	Autres réseaux	53
8	CIRCULATION, TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	55
8.1	Le réseau routier	55
8.2	Le réseau de transports en commun	57
8.3	Le aires de covoiturage	59
9	LES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNE DE LANOUAILLE	60
9.1	Le Projet Communal	60
9.2	Les prévisions de développement	61
10	CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE DE LANOUAILLE	65
10.1	Topographie	65
10.2	Pédologie	65
10.3	Hydrographie	70
11	ANALYSE PAYSAGERE	72
	Les ensembles paysagers	72
12	MILIEUX NATURELS	77
12.1	Les zones sensibles	77
	Les zones humides	79
12.2	Les boisements	81
12.3	La trame verte et bleue (TVB)	83
12.4	Les enjeux	86
13	RISQUES ET NUISANCES	87

13.1	Risques recensés.....	87
13.2	Sécurité routière	93
13.3	Nuisances sonores	94
13.4	Recensement des sites et sols pollués	94
14	EXPLICATION DES CHOIX RETENUS	97
	Historique du projet et de la première analyse des enjeux environnementaux	130
	Le nouveau périmètre retenu	132
	Flore, faune et milieux naturels.....	133
	Le paysage : enjeux et recommandations proposées.....	136
	Code rural et forestier.....	137
15	SYNTHESE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTES	139
16	IMPACT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE.....	141
16.1	Incidences du projet sur l'environnement	141
16.1.1	Pollution des eaux de surface et souterraines.....	141
16.1.2	Incidences du projet sur Natura 2000.....	142
16.1.3	La consommation d'espace (effet d'emprise) et impact sur l'espace naturel et les réservoirs de biodiversité.....	143
16.2	Incidence du projet de développement de Lanouaille sur l'espace agricole	145
16.2.1	Impacts directs sur l'espace agricole.....	145
16.2.2	Impacts indirects sur l'espace agricole.....	145
16.3	Incidence du projet de développement de Lanouaille sur l'architecture et les paysages	146
17	AUTRES IMPACTS EVENTUELS LIES AUX RISQUES ET NUISANCES.....	147
	Annexes.....	148

nombreux commerces.

1.2 Le bilan de la carte communale (évolution des constructions et consommation d'espace)

Secteurs	Type d'assainissement	Surface constructible potentielle / zonage 2008 et 2013 (ha)	Surface consommée	Surface constructible restante
Le bourg	Collectif	19.2	2.2 7 nouveaux logements (dont un non abouti) + construction EHPAD	17
Las Fargeas	Individuel	3	0.3 2 nouveaux logements	2.7
Le Fonzaud		2.3	0.2 Projet de 2 nouveaux logements	2.1
Le Puy		2.4	0.4 2 nouveaux logements	2
Les Landisses		3	0.1 1 nouveau logement	2.9
Pauilhac		0.4	0.1 1 nouveau logement	0.3
Le Cheyroux		0.5	/	0.5
La Vergne		1.7	0.4 2 nouveaux logements	1.3
TOTAL Zones U		32.5 ha	3.7 ha dont 1.2 ha lié à la construction de l'EHPAD	28.8 ha
Le bourg	Collectif	3.2	0.5 1 nouvelle entreprise (OZEA)	2.7
Au nord des Landisses	Individuel	3.2	0.6 Projet de deux nouvelles entreprises	2.6
Carrière des Gouleys		Le potentiel de développement est difficilement quantifiable. La zone U a été dimensionnée afin de permettre les constructions et aménagements nécessaires à l'exploitation de la carrière.		
TOTAL Zones Ua		6.4 ha	1.1 ha	5.3 ha
Au nord des Landisses	/	21	/	21

TOTAL Zones Uapv		20.9 ha		20.9 ha
------------------	--	---------	--	---------

Depuis l'approbation de la première carte communale en 2008, la commune comptabilise 15 nouveaux logements dont un logement pour lequel les travaux ont été arrêtés.

Deux logements sont en projet dans le hameau Le Fonzaud.

La consommation d'espace pour ces 15 logements est de 2.5 ha, soit une moyenne de 1 700 m² environ par nouveau logement.

En terme de répartition, sept ont été construits dans le bourg avec un raccordement à l'assainissement collectif et huit dans les hameaux du Puy, Las Fargeas, Les Landisses, Pauilhac et La Vergne.

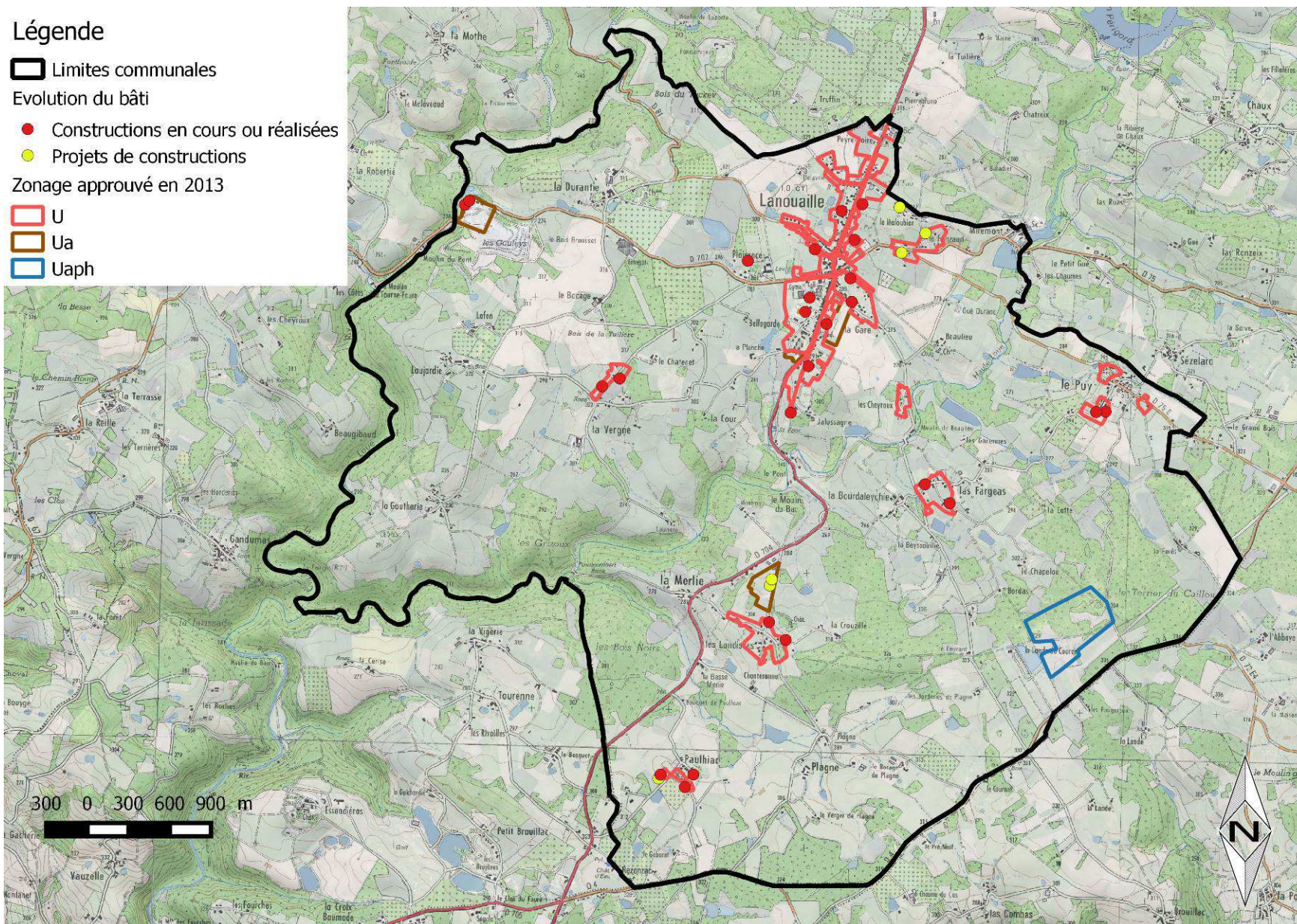
Sur une période plus longue entre 2005 et 2015, la commune comptabilise 23 nouvelles maisons sur une superficie de 4.6 ha environ, ce qui correspond à une consommation moyenne de 2 000 m² par nouveau logement.

Concernant les activités économiques, l'entreprise OZEA s'est implantée dans le bourg sur une superficie de 0.5 ha environ.

La collectivité a également accompagné la construction d'un EHPAD à proximité du collège qui est raccordé au réseau de chaleur de la chaufferie bois inaugurée en 2013.

Deux projets de constructions sont en cours (un bâtiment en lien avec la coopérative agricole Terres du Sud et un bâtiment pour une entreprise de contrôle technique) dans la zone d'activité située au nord des Landisses le long de la RD 704. Cette zone d'activité est gérée par la Communauté de Communes du Pays de Lanouaille.

Carte N° 2 : Localisation des nouvelles constructions (réalisées, en cours ou en projet) depuis une dizaine d'années



1.3 Les objectifs de la révision de la Carte Communale

Accompagner le projet d'implantation d'un commerce (Enseigne "Carrefour Contact") qui apportera une quinzaine de nouveaux emplois sur le territoire.

Permettre la création d'un lotissement porté par la municipalité.

Accompagner de nouveaux projets compatibles avec la réglementation et les objectifs de développement du territoire.

Réajuster le zonage de la Carte Communale avec les objectifs de développement.

Limiter les formes de développement linéaire de l'habitat notamment au niveau du bourg.

Prioriser le développement du bourg tout en permettant le développement ou la densification des hameaux.

2 INTRODUCTION

2.1 Le cadre réglementaire

2.1.1 La loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain)

La loi SRU n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 a créé un nouvel instrument de planification : la carte communale, achevant ainsi l'évolution des « MARNU ». La carte communale acquiert un véritable statut de document d'urbanisme et peut fixer les zones constructibles de la commune sans que la règle de la constructibilité limitée s'applique.

2.1.2 L'évolution législative des lois Grenelle I et II et de la loi ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové)

La loi de programmation du 3 août 2009 (loi Grenelle I) propose des mesures touchant les secteurs de l'énergie et du bâtiment, des transports, de la biodiversité et des milieux naturels, de la gouvernance et des risques pour l'environnement et la santé. Du point de vue de la planification urbaine, elle reprend les principaux grands objectifs de la loi SRU en des termes nouveaux. Elle vise ainsi à :

- Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles ;
- Lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie, ainsi que permettre la revitalisation des centres villes ;
- Préserver la biodiversité ;
- Assurer la gestion économe des ressources et de l'espace ;
- Créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports collectifs.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi Grenelle II) formalise les grandes orientations de la loi Grenelle I, en encourageant notamment la réflexion programmatique à l'échelle supra-communale, au travers d'une valorisation de l'outil SCOT. Elle étend par ailleurs le champ de l'évaluation environnementale (article 16). Enfin, elle réaffirme les objectifs de préservation de la ressource en eau en donnant notamment plus de moyens aux collectivités territoriales.

La loi Grenelle II comporte par ailleurs un important volet consacré à l'agriculture durable et traite également de la question de l'assainissement et des ressources en eau.

La loi ALUR

La loi n° 2014-366

En matière d'urbanisme, les objectifs poursuivis concernent l'augmentation de la production de logements et la préservation des espaces naturels et agricoles, via la poursuite de la lutte contre l'étalement urbain.

Dans cette optique, la loi ALUR fait évoluer de manière significative les compétences en matière d'urbanisme, les règles et les documents d'urbanisme.

2.1.3 La loi sur l'eau et les milieux aquatiques

La réforme de la loi sur l'eau a abouti à la promulgation de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006. Elle vise une gestion équilibrée des ressources en eau au travers de deux objectifs majeurs :

- reconquérir la qualité des eaux superficielles et souterraines en atteignant en 2015 les objectifs de bon état écologique fixés par la directive cadre européenne (DCE) du 22 décembre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004, et retrouver une meilleure adéquation entre besoins et ressources en eau dans une perspective de développement durable des activités économiques utilisatrices d'eau ;
- adapter les services publics d'eau potable et d'assainissement aux nouveaux enjeux en termes de transparence vis-à-vis des usagers, de solidarité en faveur des plus démunis et d'efficacité environnementale.

Cette loi doit en outre permettre la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides.

LE SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

La mise en place, à l'échelle des grands bassins hydrographiques, des **Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux** a été prévue par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, afin de fixer pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

La DCE du 22 décembre 2000 vise à établir un cadre pour la gestion et la production des eaux par bassin hydrographique. Elle fixe des objectifs ambitieux pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles et souterraines. La transcription dans le droit français de la DCE par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 fait du SDAGE le principal outil de mise en œuvre de la politique européenne de l'eau.

Le SDAGE fixe des objectifs pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines) du bassin. L'atteinte du « bon état » en 2015 est un des objectifs généraux, sauf exemptions ou procédures particulières dûment motivées dans le SDAGE. Les modalités d'évaluation de l'état des eaux sont adaptées aux caractéristiques des masses d'eau considérées.

Par rapport aux précédents SDAGE (approuvés en 1996), il s'agit d'un vrai saut quantitatif et qualitatif dans l'évaluation de l'état des eaux et la fixation d'objectifs.

Le SAGE

Le SAGE est un outil de planification à portée réglementaire qui est opposable à toute personne publique ou privée de manière plus ou moins forte : les décisions qui interviennent dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec le SAGE, les autres décisions doivent le prendre en compte. Ainsi, les documents d'urbanisme (Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme,...) doivent respecter les orientations du SAGE. La Commission Locale de l'Eau (CLE) est chargée de veiller au respect des décisions du SAGE notamment en formulant des avis sur les dossiers d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau.

2.1.4 La loi sur l'archéologie préventive

Depuis l'ordonnance du 20 février 2004 ratifiée par la loi du 9 décembre 2004, les règles portant sur l'archéologie préventive sont précisées au sein du code du Patrimoine, qui regroupe des dispositions du droit français concernant le patrimoine et certains services culturels.

Ce code vient notamment remplacer la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. Des obligations légales s'imposent à tout permis de construire en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques. Ces découvertes doivent être déclarées au Ministère de la Culture qui pourra mandater l'Institut National des Recherches en Archéologie Préventive (INRAP) afin de réaliser un diagnostic et des fouilles.

2.1.5 Les objectifs généraux du cadre réglementaire

Les objectifs généraux sont déclinés dans les articles L 101-1 et L 101-2 du code de l'urbanisme :

- Article L 101-1

« Le territoire Français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L 101-2 du code de l'urbanisme, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie ».

- Article L 101-2

« Dans le respect des objectifs de développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

- 1) L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
 - c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
 - e) Les besoins en matière de mobilité ;
- 2) La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
 - 3) La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibré entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
 - 4) La sécurité et de salubrité publiques ;
 - 5) La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
 - 6) La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
 - 7) La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ».

2.2 La procédure et le dossier de Carte Communale

2.2.1 Les modalités de révision d'une Carte Communale

Les modalités de révision d'une Carte Communale sont définies par les articles L163-4 à L163-7 du code de l'urbanisme, relatifs à l'élaboration de la carte communale.

- Article L163-4

« La carte communale est soumise pour avis à la chambre d'agriculture et à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ».

- Article L163-5

« La carte communale est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{ier} du code de l'environnement.

- Article L163-6

« A l'issue de l'enquête publique, la carte communale, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, est approuvée par le conseil municipal ou par délibération de l'établissement public de coopération intercommunal compétent ».

- Article L163-7

« La carte communale est transmise par le maire ou par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à l'autorité administrative compétente de l'état. Celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour l'approuver. A l'expiration de ce délai, l'autorité administrative compétente de l'Etat est réputée avoir approuvé la carte. La carte approuvée est tenue à disposition du public ».

2.2.2 Contenu de la carte communale

Selon l'article L 161-1 du code de l'urbanisme :

« La Carte Communale comprend un rapport de présentation et un ou plusieurs documents graphiques. Elle comporte en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur la liste dressée par décret du Conseil d'Etat ».

Selon l'article L 161-4 du code de l'urbanisme :

« La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles ».

Contenu du rapport de présentation de la Carte Communale

Lorsqu'une Carte Communale n'est pas soumise à évaluation environnementale, le rapport de présentation (article R 161-2 du code de l'urbanisme) :

1. Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;
2. Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 101-1 et L. 101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées et justifie, en cas de révision, les changements apportés, le cas échéant, à ces délimitations ;
3. Évalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

1^{IER} VOLET
LE CADRE TERRITORIAL
LE DIAGNOSTIC COMMUNAL
ET LES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT



3 Le Cadre territorial

3.1 L'intercommunalité

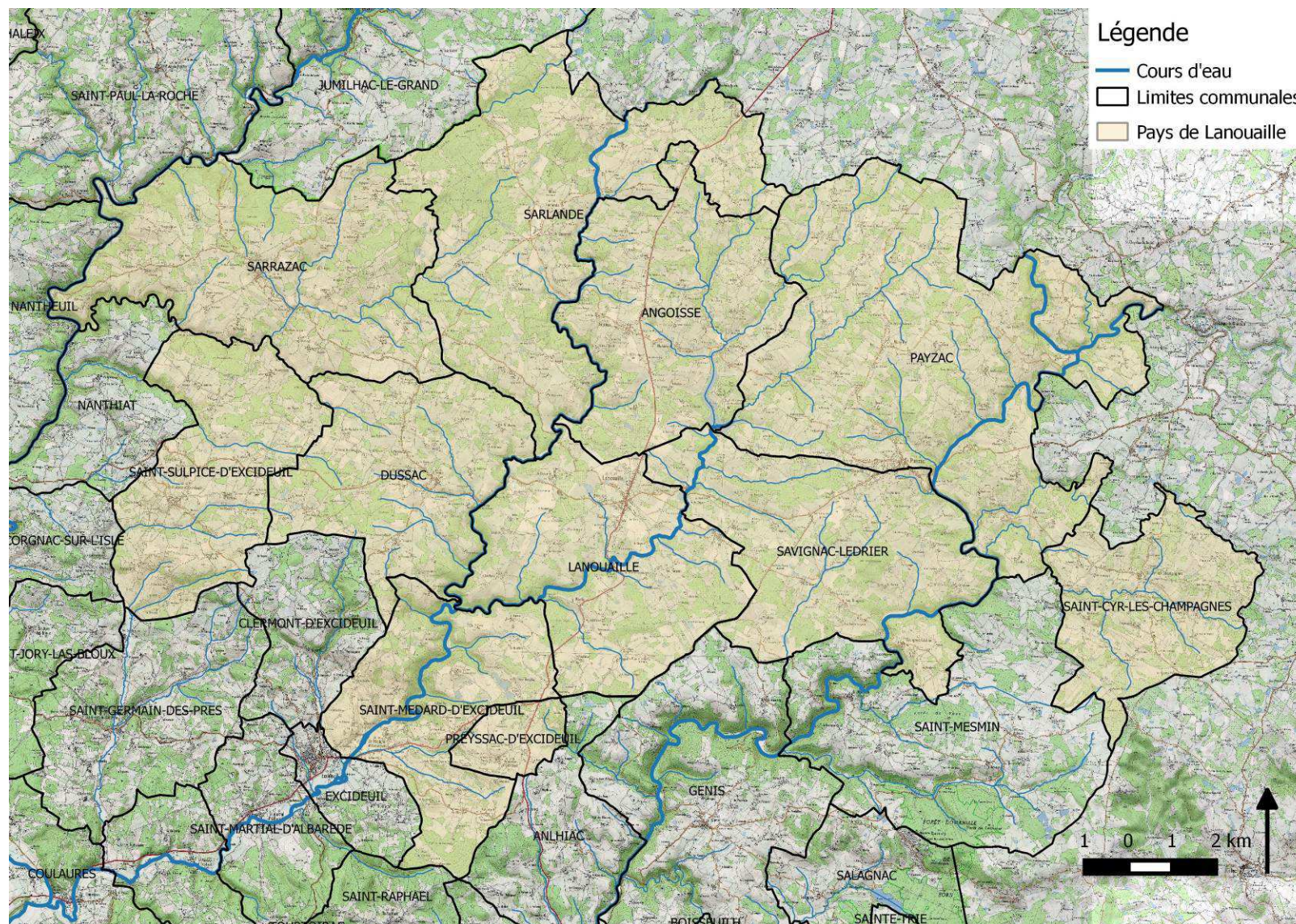
La commune de Lanouaille fait partie des 11 communes de la Communauté de Communes du Pays de Lanouaille. Située au Nord-Est de la Dordogne et à la frontière des départements de la Haute-Vienne et de la Corrèze. L'intercommunalité compte une population de près de 5 900 hab. (INSEE 2012) sur une superficie de 26 400 ha environ.

Avec son millier d'habitants (1002 hab. – INSEE 2012), la commune de Lanouaille est l'une des plus peuplées de l'intercommunalité.

En 2017, la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Lanouaille avec la Communauté de Communes Causses et Rivières est programmée.

La population de cette nouvelle intercommunalité avoisinera les 15 000 habitants.

Carte N° 3 : La Communauté de Communes du Pays de Lanouaille



Communes de l'Intercommunalité	Population (2007)	Population (2012)	Evolution de la pop.	Superficie (ha)	Densité (ha/km²)
Savignac-Lédrier	748	724	-3,2%	2 690	26,9
Angoisse	602	626	4,0%	2 313	27,1
Dussac	366	409	11,7%	2 026	20,2
Lanouaille	988	1 002	1,4%	2 378	42,1
Payzac	1 061	1 026	-3,3%	4 772	21,5
Preyssac-d'Excideuil	143	167	16,8%	338	49,4
Saint-Cyr-les-Champagnes	276	280	1,4%	1 581	17,7
Saint-Médard-d'Excideuil	615	540	-12,2%	1 835	29,4
Saint-Sulpice-d'Excideuil	324	308	-4,9%	1 972	15,6
Sarlande	417	412	-1,2%	3 474	11,9
Sarrazac	389	369	-5,1%	2 989	12,3
TOTAL	5 929	5 863	-1,1%	26 368	22,2

3.2 Le SDAGE Adour Garonne 2016-2021

3.2.1 Le SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est élaboré par le comité de bassin Adour-Garonne, en concertation avec les acteurs de l'eau. Il fixe les objectifs environnementaux à atteindre d'ici 2021.

Les grandes orientations et dispositions du SDAGE

- Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE
- Optimiser l'organisation des moyens et des acteurs (Mobiliser les acteurs, favoriser leur organisation à une bonne échelle et assurer la gestion concertée de l'eau ; optimiser l'action de l'Etat et des financeurs publics et renforcer le caractère incitatif des outils financiers ; mieux communiquer, informer et former)
- Mieux connaître pour mieux gérer (renforcer la connaissance de l'eau et des milieux aquatiques, développer la recherche, l'innovation, la prospective et partager les savoirs ; évaluer l'efficacité des politiques de l'eau)
- Développer l'analyse économique dans le SDAGE (Evaluer les enjeux économiques des programmes d'actions pour rechercher une meilleure efficacité et s'assurer de leur acceptabilité sociale)
- Concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire (partager la connaissance des enjeux environnementaux avec les acteurs de l'urbanisme ; intégrer les enjeux de l'eau dans les projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire, dans une perspective de changements globaux)
- Réduire les pollutions
- Agir sur les rejets en macropolluants et micropolluants

- Réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée (mieux connaître et communiquer pour mieux définir les stratégies d'actions dans le cadre d'une agriculture performante aux plans économique, social et environnemental ; promouvoir les bonnes pratiques respectueuses de la qualité des eaux et des milieux ; cibler les actions de lutte en fonction des risques et des enjeux)
- Préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau (des eaux brutes conformes pour la production d'eau potable : protéger les ressources superficielles et souterraines pour les besoins futurs ; améliorer la qualité des ouvrages qui captent les eaux souterraines et prévenir les risques de contamination ; une eau de qualité satisfaisante pour les loisirs nautiques, la pêche à pied et le thermalisme ; eaux de baignade et eaux destinées à l'eau potable : lutter contre la prolifération des cyanobactéries)
- Sur le littoral, préserver et reconquérir la qualité des eaux des estuaires et des lacs naturels (concilier usages économiques et restauration des milieux aquatiques ; mieux connaître et préserver les écosystèmes lacustres et littoraux afin de favoriser le bon fonctionnement et la biodiversité de ces milieux riches et diversifiés)
 - Améliorer la gestion quantitative
 - Mieux connaître et faire connaître pour mieux gérer
 - Gérer durablement la ressource en eau en intégrant le changement climatique
 - Gérer la crise
 - Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques
- Réduire l'impact des aménagements et des activités sur les milieux aquatiques (concilier le développement de la production énergétique et les objectifs environnementaux du SDAGE ; gérer et réguler les débits en aval des ouvrages ; limiter les impacts des vidanges de retenues et assurer un transport suffisant des sédiments ; préserver et gérer les sédiments pour améliorer le fonctionnement des milieux aquatiques ; identifier les territoires concernés par une forte densité de petits plans d'eau et réduire les impacts cumulés des plans d'eau)
- Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau, la continuité écologique et le littoral (gérer durablement les cours d'eau en respectant la dynamique fluviale, les équilibres écologiques et les fonctions naturelles ; préserver, restaurer la continuité écologique ; prendre en

compte les têtes de bassins versants et préserver celles en bon état ; intégrer la gestion piscicole et halieutique dans la gestion globale des cours d'eau, des plans d'eau et des zones estuariennes littorales)

- Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau (les milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux du bassin Adour-Garonne ; préserver et restaurer les poissons grands migrateurs amphihalins, leurs habitats fonctionnels et la continuité écologique ; stopper la dégradation anthropique des zones humides et intégrer leur préservation dans les politiques publiques ; préservation des habitats fréquentés par les espèces remarquables menacées ou quasi-menacées du bassin)
- Réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation (réduire la vulnérabilité et les aléas en combinant protection de l'existant et maîtrise de l'aménagement et de l'occupation des sols)

3.2.2 LE SAGE Isle Dronne

Etat d'avancement : Élaboration

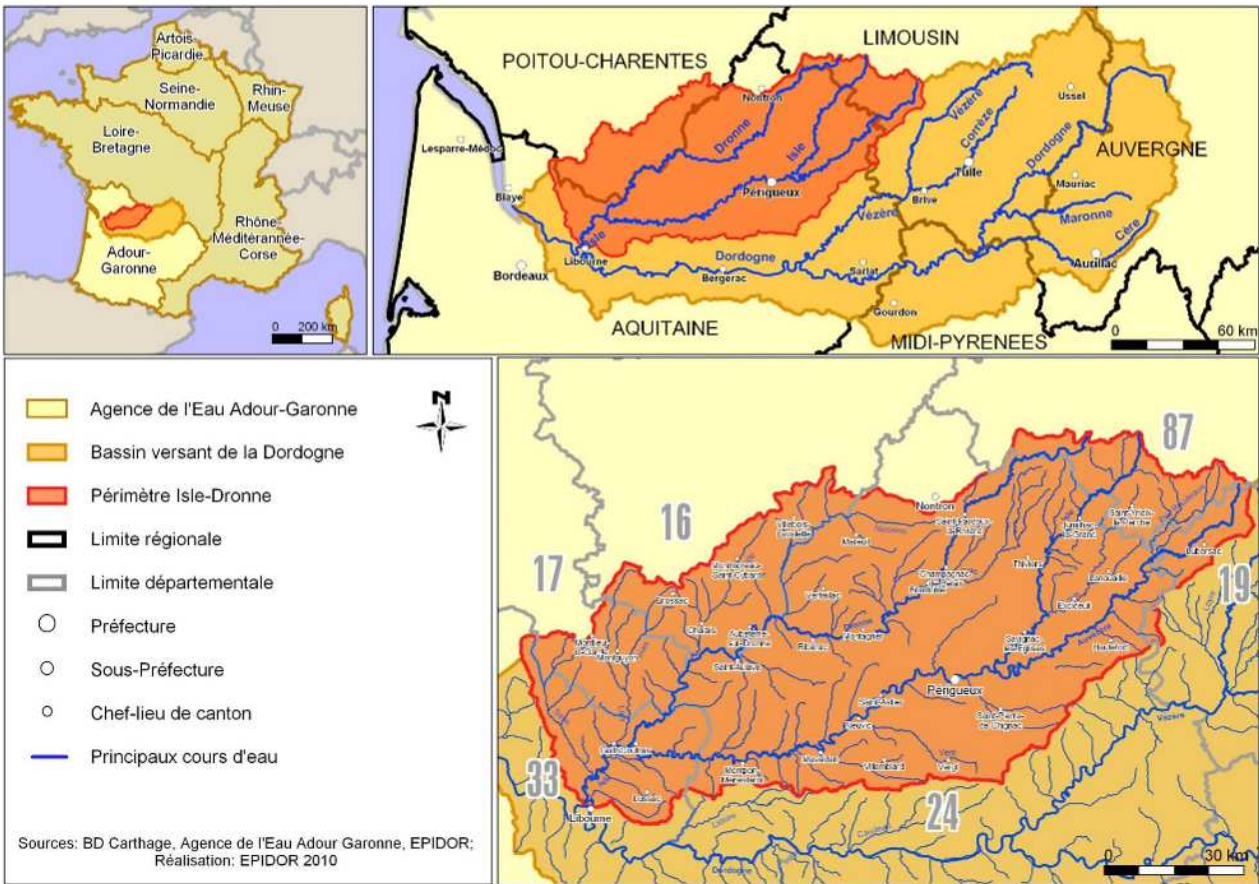
Les rivières du bassin versant Isle Dronne sont riches d'un point de vue écologique et sociale, contribuent au développement économique du bassin et sont le support de nombreux usages tels que les loisirs nautiques, la baignade, la pêche, l'alimentation en eau potable, l'irrigation ...

Depuis plusieurs années, les élus du bassin ont pris conscience de la nécessité d'agir pour concilier usages et respect de la vie aquatique avec la mise en œuvre, depuis 2005, d'un Plan de Gestion des Etiages (PGE).

Aujourd'hui, ils souhaitent aller plus loin avec la mise en œuvre d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) qui permettra de donner un cadre pour la gestion de l'eau, adapté au bassin Isle-Dronne.

Les enjeux du territoire :

- Réduction du risque d'inondation
- Amélioration de la gestion des étiages
- Amélioration de la qualité des eaux
- Préservation du patrimoine naturel et des milieux aquatiques
- Valorisation touristique des vallées de l'Isle et de la Dronne



Carte N° 4 : Le SAGE Isle Dronne

3.3 Le Programme d'Intérêt Général (PIG)

Le territoire est concerné par le PIG départemental logement habitat indigne.

Sur tout le territoire départemental, hors opérations déjà en place, ce programme d'intérêt général engagé sur une période de quatre ans (depuis janvier 2015) prévoit l'expertise de 680 logements au titre de la non-décence, de 140 logements pour le contrôle des mises aux normes et la réhabilitation de 56 logements fortement dégradés ou non décents.

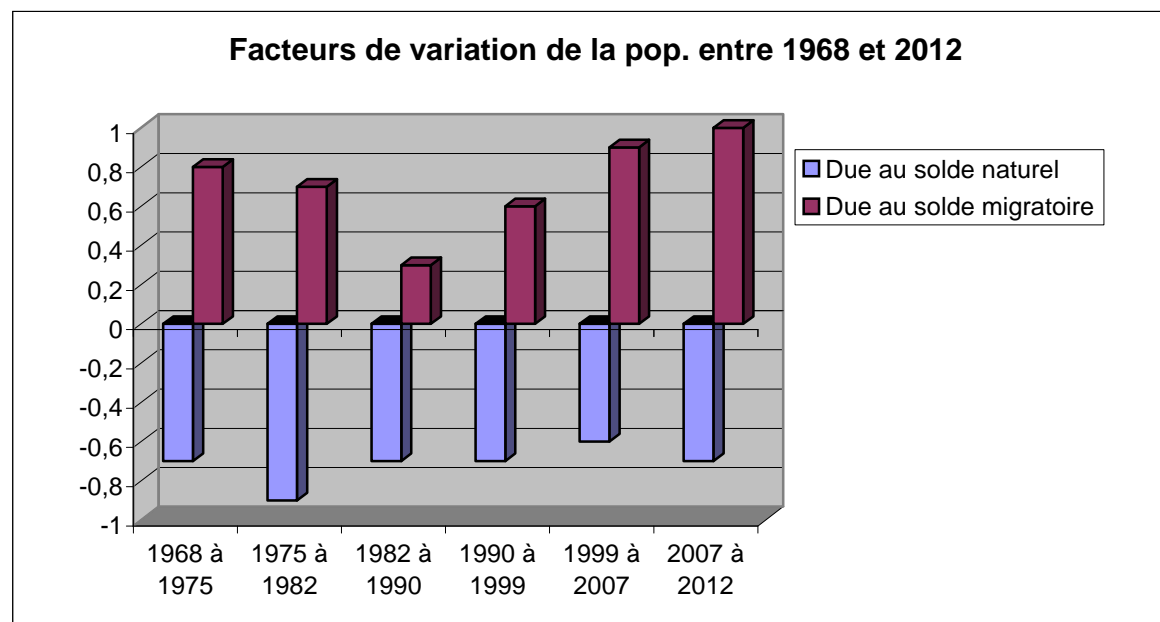
4 LES HABITANTS

4.1 DEMOGRAPHIE : EVOLUTION DE LA POPULATION

Evolution de la population								
	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2015
Population sans doubles comptes	1 025	1 026	1 006	976	966	988	1 002	1 026

Source INSEE : RP 1968 à 1999 dénombremments, RP 2006 RP 2012 et RP 2015 exploitations principales

Après avoir connu une diminution de près de 6 % entre 1975 et 1999, le nombre d'habitants en 2012 est supérieur à celui de 1990 (+ 3 %).



Depuis 2012, la population est en nette augmentation et atteint son niveau de 1975.

Le solde naturel (différence des décès par rapport aux naissances) est resté négatif depuis plus de quarante ans.

Le solde migratoire après avoir connu une diminution entre 1968 et 1990, affiche une croissance de 0.7 points entre les décennies 1982-90 et 2007-2012 ce qui a permis une augmentation de la population.

4.2 UN VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

Indice de jeunesse en 2012 :

	Commune de Lanouaille	Communauté de Communes du Pays de Lanouaille	Département de la Dordogne
De 0 à 19 ans / 60 ans et +	0.46 (0.52 en 2007)	0.46	0.61 (0.67 en 2007)

Un indice de jeunesse particulièrement bas par rapport au département de la Dordogne mais identique à celui de la Communauté de Communes.

Ce chiffre reste néanmoins à relativiser du fait de la présence d'une maison de retraite (E.H.P.A.D.) située dans le bourg de Lanouaille et d'une capacité de 80 places.

Compte tenu du vieillissement de la population, un des enjeux majeurs pour la pérennité des services et commerces de la commune est de continuer à accueillir une population nouvelle.

5 ECONOMIE ET ACTIVITES

L'économie de la commune de Lanouaille repose pour une part importante sur l'activité agricole, mais Lanouaille bénéficie également de la présence de nombreuses entreprises ainsi que de commerces et de services tels que son collège ou son EHPAD, qui lui confère un rôle **de pôle de service rural pour elle-même et les communes environnantes.**

5.1 L'économie agricole

Le diagnostic agricole a été réalisé suivant une démarche itérative avec les élus de la commune qui s'est basée sur plusieurs réunions de travail, une recherche bibliographique et une validation sur le terrain.

Le recueil de données

Un recueil de données et études existantes concernant le territoire : aptitude des terres du département établie par l'INRA de Bordeaux (J.H. Durand), le RGA (Recensement Général Agricole) de 2010.

Une réunion de travail avec la commission urbanisme sur les activités économiques du territoire, dont l'activité agricole.

Un travail de concertation

Réalisation d'un atelier de travail spécifique sur l'activité agricole de la commune, à laquelle étaient conviés des agriculteurs de la commune et des membres de la commission urbanisme (date de l'atelier : le 7 octobre 2015).

Objectif : établir un diagnostic agricole complet et précis. Identifier les projets agricoles et repérer les espaces à fort potentiel agronomique. Cette rencontre a également permis d'avoir des informations sur les espaces forestiers.

Un travail de validation des données recueillies

Un travail de terrain du bureau d'étude a permis de vérifier et ajuster les éléments recueillis (les 21 et 29 janvier 2016).

L'ensemble des données recueillies et des analyses réalisées a ensuite été validé par la commission urbanisme.

5.1.1 Les productions et la SAU (Surface Agricole Utile)

Les productions agricoles sur la commune de Lanouaille, sont principalement orientées vers l'élevage de bovins viande (en production de broutards majoritairement), l'arboriculture et le maraîchage.

La commune est associée à la production de pommes, avec notamment « la maison de la pomme d'or » qui a été inaugurée en 2000.

Néanmoins aujourd'hui, le constat est qu'il reste relativement peu (une quarantaine d'ha) de plantations de pommiers sur la commune, alors qu'il y a une vingtaine d'années elles s'étendaient sur 200 ha environ.

Lanouaille est aujourd'hui un territoire bio engagé (Label régional) avec 12 % de ses surfaces cultivées en agriculture biologique.

D'après le RGA (Recensement Général Agricole), le nombre d'exploitants connaît une forte baisse entre 1988 et 2010 en perdant 20 de ses 51 agriculteurs.

Sur les 38 exploitations recensées en 2010, 22 sont de « petites exploitations » avec une SAU moyenne de 12.5 ha et 16 sont dans la catégorie des « moyennes à grandes exploitations » avec une SAU moyenne de 63.38 ha (chiffre comparable à la moyenne départementale).

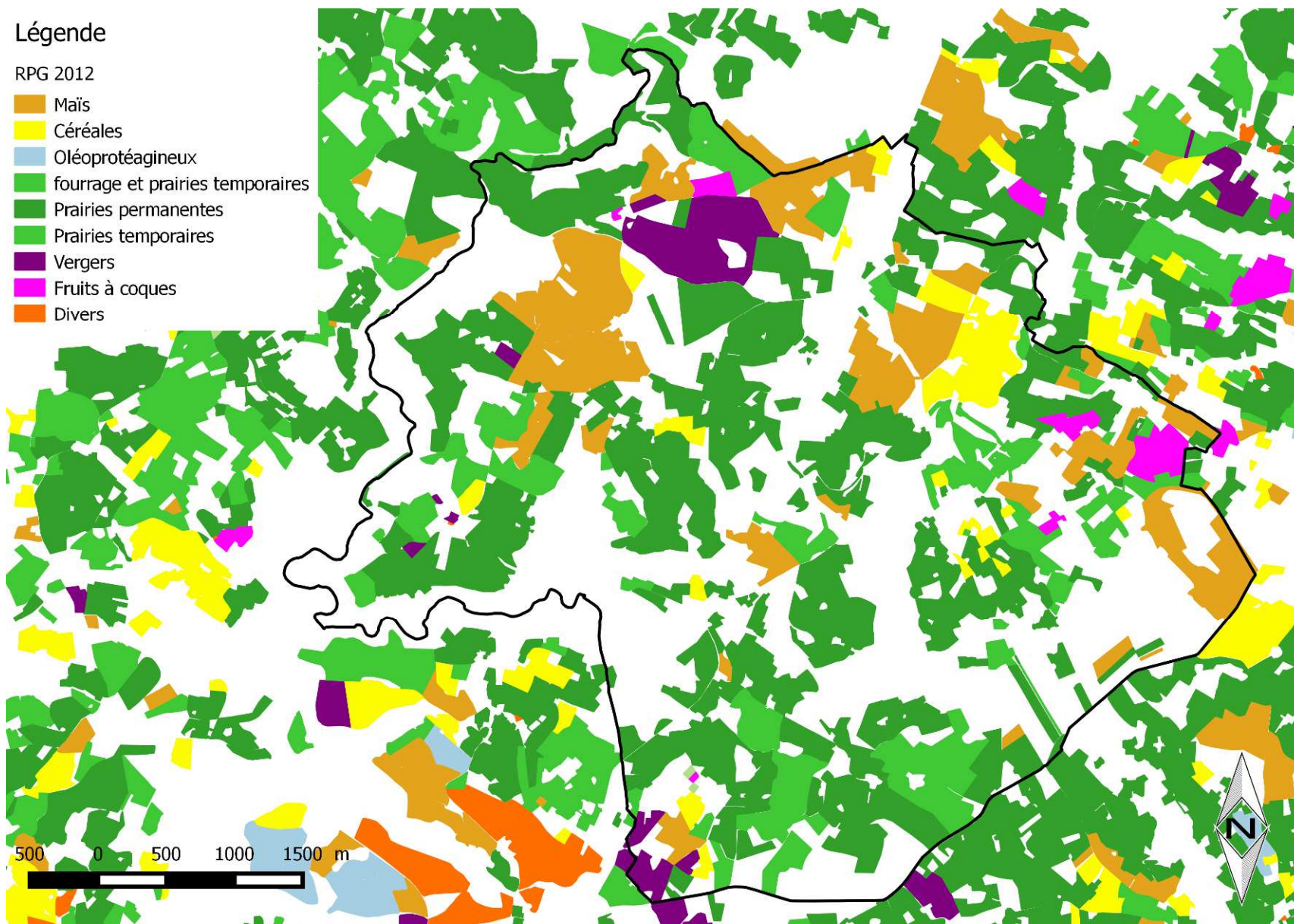
La commune comptabilise environ 1 270 ha de SAU (cf. déclaration PAC de 2012), dont plus des 2/3 qui sont en prairies (cf. carte n° 5 ci-après).

Cartes N° 5 – Les différentes productions végétaales à Lanouaille (source RPG 2012)

Légende

RPG 2012

- Maïs
- Céréales
- Oléoprotéagineux
- fourrage et prairies temporaires
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Vergers
- Fruits à coques
- Divers



5.1.2 Localisation des exploitations et des bâtiments d'élevages

Le diagnostic agricole réalisé en concertation avec un groupe d'agriculteurs en octobre 2015 a permis de recenser 26 sièges d'exploitations sur la commune de Lanouaille et 2 exploitations dont le siège est hors commune.

Deux activités de centre équestre sont installées ou en cours d'installation.

Le centre équestre situé à Pauilhac a un projet de diversification dans l'accueil touristique.

La commune possède également deux élevages canins.

Concernant les retraités agricoles, les anciens sièges d'exploitation d'élevage ont été répertoriés afin de pouvoir identifier les stabulations ou bâtiments d'élevage qui peuvent retrouver un usage agricole.

Description et localisation des différentes exploitations du territoire :

Siège d'exploitation sur la commune de Lanouaille	
Lieu-dit et N° d'exploitation sur la carte ci-après	Description sommaire des productions et des projets éventuels
Le Bocage de la Plagne - N° 1	Elevage de vaches allaitantes et production de pommes en agriculture biologique Arrêt de l'élevage de canards
Plagne - N° 3	Elevage de vaches allaitantes
Paulilhac - N° 5	Activité récente de centre équestre (rodéo) Projet de diversification (accueil touristique)
Rezonzac - N° 7	Production de pommes Projet d'installation dans le cadre familial Le projet porterait sur un élevage de vaches allaitantes en production de veaux de lait et un élevage de canards. Stabulation hors commune (Saint Médard d'Excideuil)
Borderies de Plagne - N° 8	Elevage d'ovins en plein air
Le Courant - N° 9	Elevage de vaches allaitantes
Au sud de Bessouillie - N° 10	Elevage de vaches allaitantes Production de veaux de boucherie 233 places – 2 bâtiments identifiés Canards PAG 8 000 places – 1 nouveau bâtiment qui date de 2013 ICPE (installation Classée pour la Protection de l'Environnement)
Le Chapelou - N° 11	Elevage de vaches allaitantes et d'ovins
La Bourdaleychie - N° 13	Projet de centre équestre avec pensions pour chevaux
Las Fargeas - N° 14	Elevage d'ovins Pluriactivité.
Las Fargeas - N° 15	Production de lait de chèvres en agriculture biologique et transformation fromagère
Le Puy - N° 16	Elevage de vaches allaitantes
Le Puy et La Durantie - N° 17	Arrêt de l'élevage Vergers de pommiers, poiriers et noyers avec un bâtiment de séchage et de stockage
Le Maloubier et Miremont - N° 19	Elevage de bovins viande (broutards) Noyers sur la commune de Savignac Ledrier

Le Maloubier - N° 20	Atelier de découpe de canards. Projet de construction d'un bâtiment pour la production de canards PAG (Prêts A Gaver)
Jalussagne - N° 21	Elevage de bovins viande
Delayrie - N° 22	Maraîchage bio. 7 ha en bio, dont 1 ha de maraîchage, le reste en prairie. Projet de conversion en bio de l'ensemble de l'exploitation. Ces terres ont été en vergers, puis en céréales. Secteur où il y a eu les premières plantations de pommiers
La Durantie - N° 23	Elevage de bovins viande. Exploitation classée ICPE Engraissement de taurillons et production de veaux de boucherie
La Durantie - N° 24	Elevage de vaches allaitantes Production de noix
Plaisance - N° 25	Elevage d'ovins Verger de châtaigniers et de noyers
La Vergne - N° 26	Elevage de vaches allaitantes Production de quelques cochons Pluriactivité
Le Bocage - N° 27	Production de céréales
Lafon - N° 28	Elevage de vaches allaitantes Verger de pommiers
La Gautherie - N° 29	Elevage d'ovins Maraîchage en agriculture biologique Verger de pommiers et de noyers en agriculture biologique
Au sud de Lavergne - N° 31	Elevage de chiens – ICPE Race Bouviers Bernois et Bassets
Le Pont - N° 32	Elevage d'Ovins

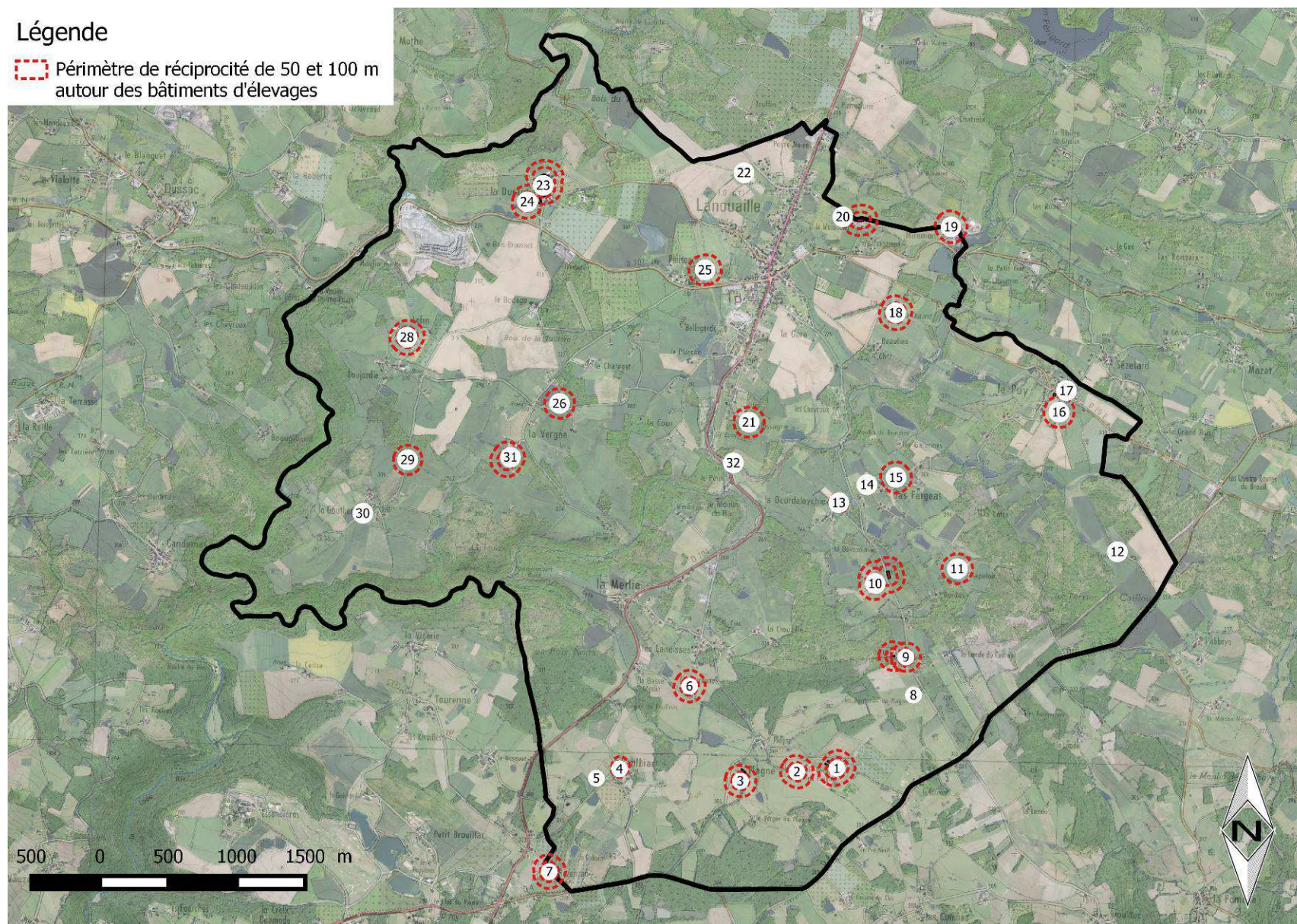
Siège d'exploitation hors commune	
Commune et N° d'exploitation sur la carte ci-après	Description sommaire des productions et des projets éventuels
Siège d'exploitation à Génis - N° 2	Production d'œufs Location de terres secteur de La Plagne
Siège d'exploitation à Saint Sulpice d'Excideuil - N° 4	Elevage de vaches allaitantes Terres secteur de Pauillac

Retraités agricoles	
Lieu-dit et N° d'exploitation sur la carte ci-après	
La Forêt - N° 12	Arrêt de l'élevage et les terres sont louées Identification de la stabulation qui peut être reprise pour l'activité agricole
Au sud de Chanteranne - N° 6	Idem
Gué Durand - N° 18	Ancien élevage de chiens Les terres sont vendues Identification de la stabulation qui peut être reprise pour l'activité agricole
La Gautherie - N° 30	Maintien d'une petite activité d'élevage Etable entravée avec quelques animaux

Carte N° 6 – Carte de localisation des sites d'exploitation

Légende

 Périmètre de réciprocité de 50 et 100 m autour des bâtiments d'élevages



5.1.3 Les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)

Liste des établissements répertoriés ICPE sur la commune de Lanouaille (source : Porter à Connaissance)

Etablissement	Régime et productions	Lieu-dit	Numéro d'exploitation (voir plan ci-avant)
<i>Bersat Daniel</i>	<i>Arrêt de l'activité en 2011</i>		
Chabrol Philippe	Déclaration Arrêt de l'activité d'élevage de canards. Production de bovins viandes.	Le Bocage de la Plagne	1
<i>Cheyrou Alain</i>	<i>Retraité agricole - Arrêt de l'activité d'élevage de chiens</i>	<i>Le Gué Durand</i>	18
<i>Deschamps Jean-Patrice</i>	<i>Arrêt de l'activité</i>		
EARL Family FLAM	Déclaration Elevage de bovins viandes, de veaux de lait de boucherie et de canards PAG (prêt à gaver)	Au sud de La Bourdaleychie	10
GAEC Gibiat et Fils	Déclaration Engraissement de taurillons et élevage de veaux de boucherie	La Durantie	23
Galvagnon Jean-luc	Déclaration Elevage de bovins viandes.	Lafon	28
Isasca Françoise	Autorisation Elevage de chiens	Haras de la Vergne	31
Leclerc Julien	Déclaration. Actuellement arrêt de l'élevage. Projet de reprise de l'exploitation dans le cadre familial (élevage de canards PAG).	Rezonzac	7

Réglementairement autour des bâtiments d'élevages des établissements classés ICPE, un périmètre de réciprocité de 100 m s'applique. Pour les autres élevages qui sont soumis au RSD (Règlement Sanitaire Départemental), la réglementation est de 50 m autour des bâtiments d'élevage.

Les parcelles recevant des effluents d'élevages ont été répertoriés (cf. carte N° 7 ci-après).

Cadre réglementaire relatif à l'activité agricole

L'épandage d'effluents d'élevage sur les parcelles est encadré par une réglementation selon laquelle l'épandage doit se faire : à une distance minimale des habitations (entre 0 et 100 mètres), selon la nature des déjections animales apportées aux champs (fumiers, lisiers, compost), selon la pratique utilisée par l'éleveur (enfouissement ou non, délai d'enfouissement, de 12 h ou 24 h, et enfin le nombre maximum d'animaux présents simultanément sur l'exploitation.

C'est ce critère et la nature des effluents (lisiers ou fumiers) qui déterminent le régime réglementaire de l'exploitation : Règlement Sanitaire Départemental (RSD) ou Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La réglementation prévoit pour les seuls élevages ICPE soumis à autorisation l'application du principe de réciprocité : toute nouvelle construction de « tiers » doit tenir compte du plan d'épandage des éleveurs et s'ériger à distance suffisante des parcelles recevant des effluents d'élevage.

Pour les autres, l'arrivée d'habitations nouvelles à proximité de ces parcelles les contraint à restreindre leur plan d'épandage, et par conséquent leur activité agricole. Afin de ne pas pénaliser l'activité des entreprises agricoles et laisser une marge de manœuvre au développement des exploitations agricoles, la Chambre d'Agriculture de la Dordogne recommande d'éloigner les zones constructibles de 100 mètres de toutes surfaces recevant des effluents d'élevage.

En ce qui concerne les bâtiments d'élevage, la réglementation qui s'applique impose que toutes les exploitations possédant des animaux sur la commune soient soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD) du 13 février 1998 ; les bâtiments d'élevage sur aire paillée ne peuvent pas s'implanter à moins de 50 mètres de logements de tiers.

Les élevages de porcs et de veaux sur lisier de même que les palmipèdes gras en gavage sur lisier ne peuvent être implantés à moins de 100 mètres des locaux habités.

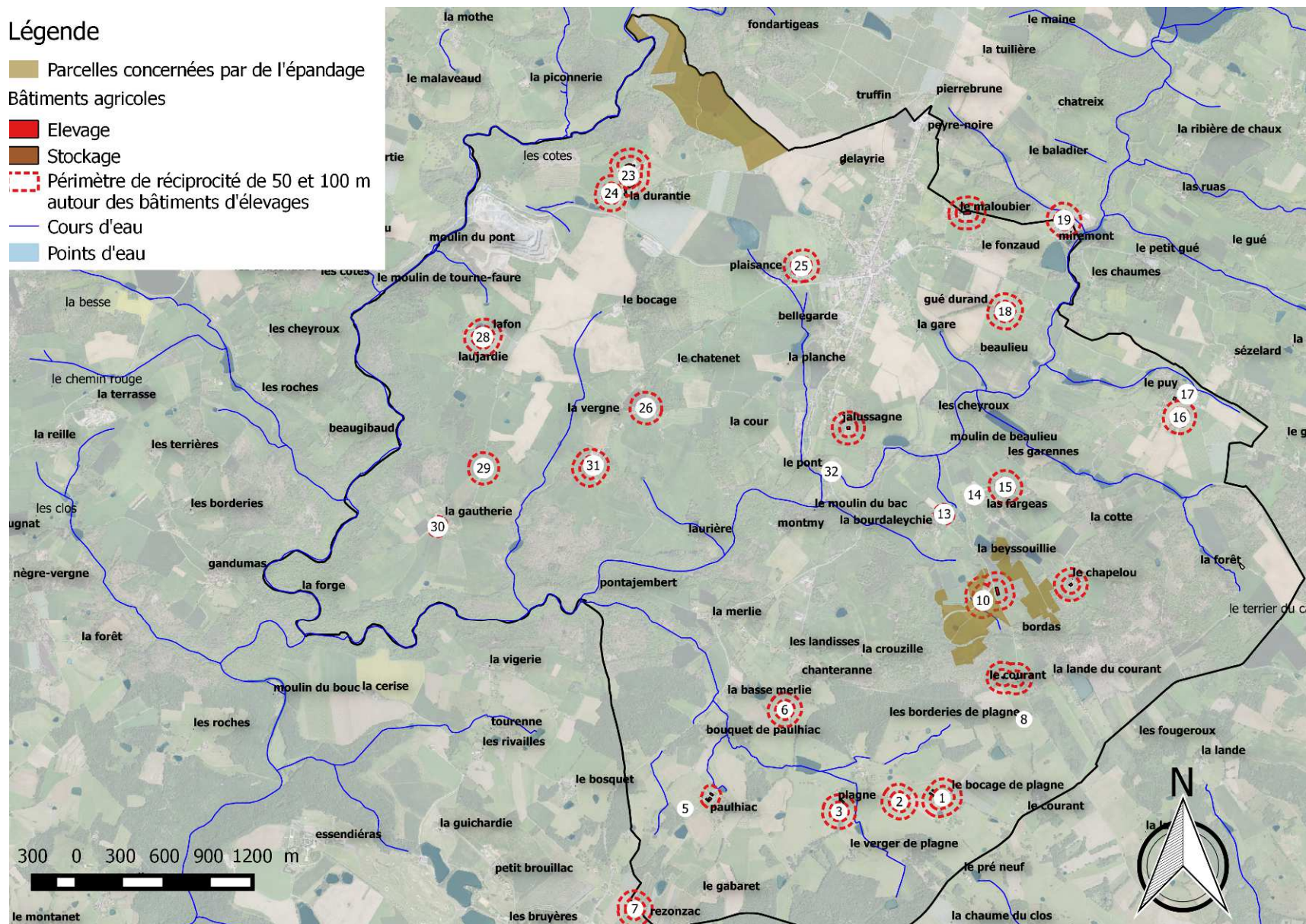
Le principe de réciprocité (article L111-3 du Code rural) implique que la même distance réglementaire s'applique aux implantations de logements de tiers par rapport aux bâtiments d'élevage préexistants. Afin de protéger ces bâtiments des problèmes de voisinages, de permettre leur création (si projet) et leur développement, un périmètre de 100 mètres est systématiquement appliqué (doctrine départementale).

Les espaces agricoles ne doivent pas être segmentés, ceci afin de ne pas compromettre les flux de circulation (des troupeaux mais aussi des engins agricoles) et de préserver le potentiel de production de cette activité.

Carte N° 7 – Localisation des espaces recevant des effluents d'élevages

Légende

- Parcelles concernées par de l'épandage
- Bâtiments agricoles
- Elevage
- Stockage
- Périmètre de réciprocity de 50 et 100 m autour des bâtiments d'élevages
- Cours d'eau
- Points d'eau



5.1.4 Les signes officiels de qualité

La commune est concernée par 26 signes officiels de qualité et d'origine :

IGP Agneau du Périgord (IG/17/01)	IGP Périgord Dordogne blanc
IGP Agneau du Limousin (IG/11/95)	IGP Périgord Dordogne primeur ou nouveau blanc
IGP Atlantique blanc	IGP Périgord Dordogne primeur ou nouveau rosé
IGP Atlantique primeur ou nouveau blanc	IGP Périgord Dordogne primeur ou nouveau rouge
IGP Atlantique primeur ou nouveau rosé	IGP Périgord Dordogne rosé
IGP Atlantique primeur ou nouveau rouge	IGP Périgord Dordogne rouge
IGP Atlantique rosé	IGP Périgord primeur ou nouveau blanc
IGP Atlantique rouge	IGP Périgord primeur ou nouveau rosé
IGP Canard à foie gras du sud-ouest (Chalosse, Gascogne, Gers, Landes, Périgord, Quercy (IG/06/95)	IGP Périgord rosé
IGP Jambon de Bayonne (IG/01/95)	IGP Périgord rouge
AOC - AOP - Noix du Périgord	AOC - AOP Pomme du Limousin
IGP Périgord primeur ou nouveau rouge	IGP Porc du Limousin (IG/40/94)
IGP Périgord blanc	IGP Veau du Limousin (IG/39/94)

5.2 Autres activités économiques, les commerces et les services

La commune comptabilise une vingtaine d'entreprises sur son territoire, des commerces diversifiés et de nombreux services (gendarmerie, centre de secours, collège, halle des sports, écoles maternelle et élémentaire, ...).

Les commerces, hôtel et restauration		Les artisans et autres entreprises	
Alimentation générale (supérette Casino)	1	Menuiserie	1
Boucherie-charcuterie	1	Electricité	2
Boulangeries - pâtisseries	2	Fermeture-stores	1
Electroménager : vente et dépannage	1	Paysagiste	1
Boutique à la ferme	1	Maçonnerie	3
Produits agricoles et de jardinage	1	Plomberie et chauffage	3
Cafés - restaurants	3	Platerie - peinture	1
Matériel agricole	2	Fibre optique – station-service	1
Motos-cycles	1	Garages automobiles	2
		Salon de coiffure	1
		Charpente et couverture	2
		Architecte	1
		Scierie	1
		Carrière granulats	1

Services liés à la santé

Groupe médical avec 3 médecins généralistes	1
Pharmacie	1
Cabinet de kinésithérapeutes (3 kinésithérapeutes)	1
Orthophoniste	1
Podologue - pédicure	1
Cabinet d'infirmières (4 infirmières)	1

Les autres services publics et privés

Un collège	120 élèves
Poste	1
Gendarmerie	1
Médiathèque intercommunale	1
Un E.H.P.A.D.	80 lits permanents et 2 temporaires
Banque	1
Ambulance-taxi	1
Assistantes maternelles	5
Une école maternelle et une école élémentaire	67 élèves

La commune a un projet d'implantation d'une maison médicale sur un terrain communal à proximité de l'EHPAD et du Collège.

6 ANALYSE URBAINE ET HABITAT

6.1 Implantation du bâti

Le bourg de Lanouaille s'est développé de façon linéaire de part et d'autre du principal axe routier qu'est la RD 704.

En terme de répartition, près des 2/3 environ de la population se situe dans le bourg.

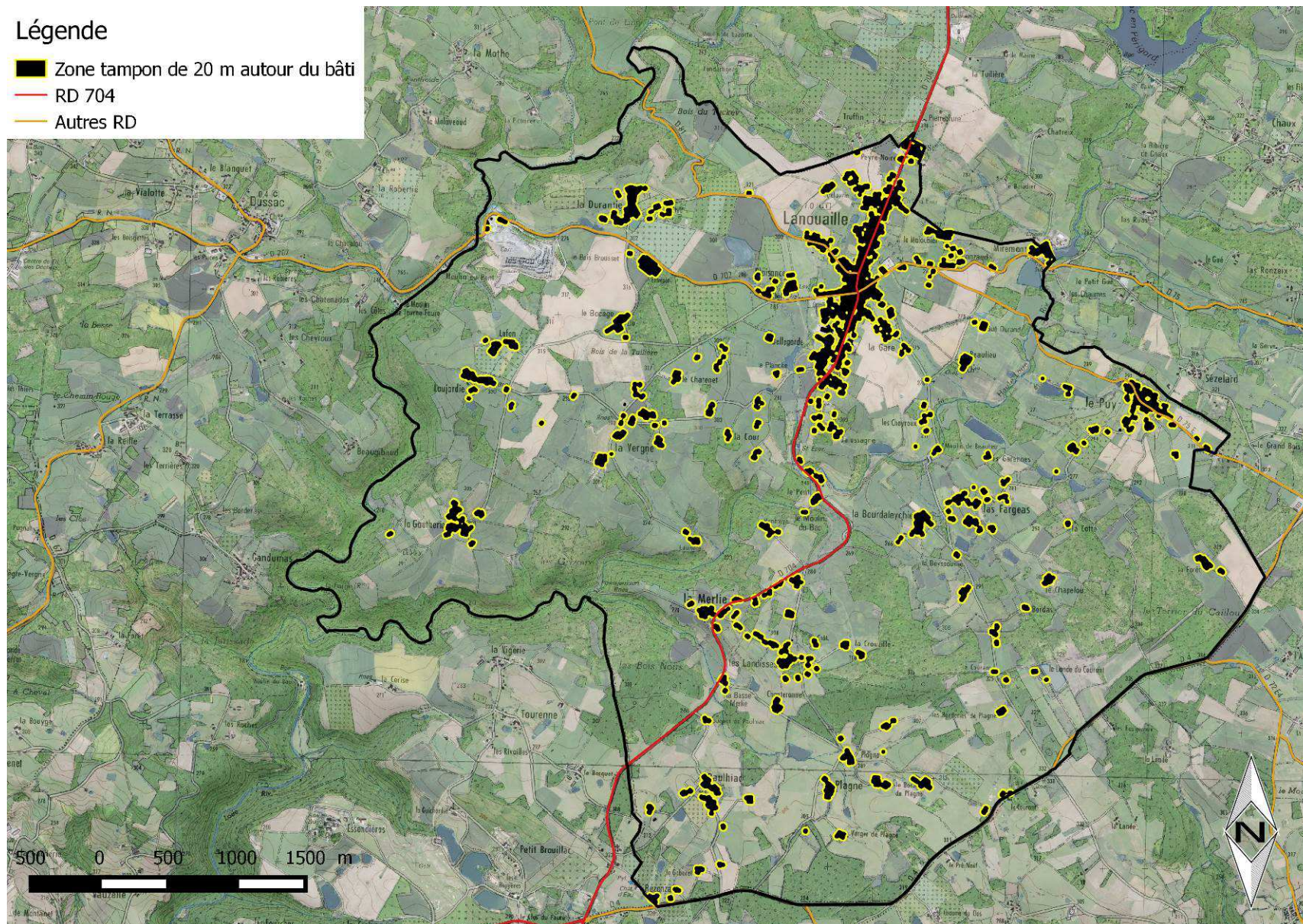
Les principaux hameaux de la commune sont : Le Puy, Las Fargeas, Le Fonzaud, La Bourdaleychie, Les Landisses, Pauilhac, La Gautherie, Laujardie et La Durantie.

L'habitat historique diffus très présent sur le territoire atteste d'une activité agricole importante.

Carte N° 8 : Organisation urbaine et dispersion du bâti en 2015

Légende

- Zone tampon de 20 m autour du bâti
- RD 704
- Autres RD



6.2 Architecture et patrimoine

Le patrimoine architectural

La commune ne possède pas de monuments ou sites protégés.

Il n'en demeure pas moins la présence d'un patrimoine bâti abondant sur le territoire.

De nombreuses fermes ont été construites en schiste local, avec des toitures pentues, typiques d'un habitat limousin.

Un travail réalisé avec la commission urbanisme a permis de recenser le patrimoine suivant :

- Le bourg : il recèle quelques belles maisons du XIX^e siècle attestant d'un passé bourgeois. L'église néo-gothique (XIX^e) rebâtie sur des bases Moyen Age avec clocher-porche à 3 étages et clochetons renferme un chemin de croix en fonte et des vitraux intéressants.
- Plagne : présence d'anciennes douves. L'ensemble du hameau est de caractère.
- La Durantie : Château du Maréchal Bugeaud (19^{ième} siècle)
- Plaisance : maison de maître (il s'agissait de la ferme expérimentale du Maréchal Bugeaud)
- Beaulieu : maison bourgeoise avec des bases très anciennes d'un château.
- Les Landisses : petite maison bourgeoise
- La gare : ancienne gare
- Au Puy : bâti ancien dont granges de caractère. Schiste et ardoise.
- Laujardie : maisons d'ouvrier du 19^{ième} siècle.
- La Gautherie : bâti ancien typique.
- Miremont : ancienne forge avec une cheminée cylindrique d'une trentaine de mètres de hauteur. L'ensemble du bâti à Miremont est typique de la région.

Archéologie : Zones Sensibles (Cf. carte n° 9 ci-après et annexe 3)

Quatre zones archéologiques sont identifiées sur la commune :

- Le Bourg : l'Eglise Saint Pierre Es Lien et la place du comice
- Le Château de Beaulieu
- Le Château de Plagne
- Le Bois du Tuckey

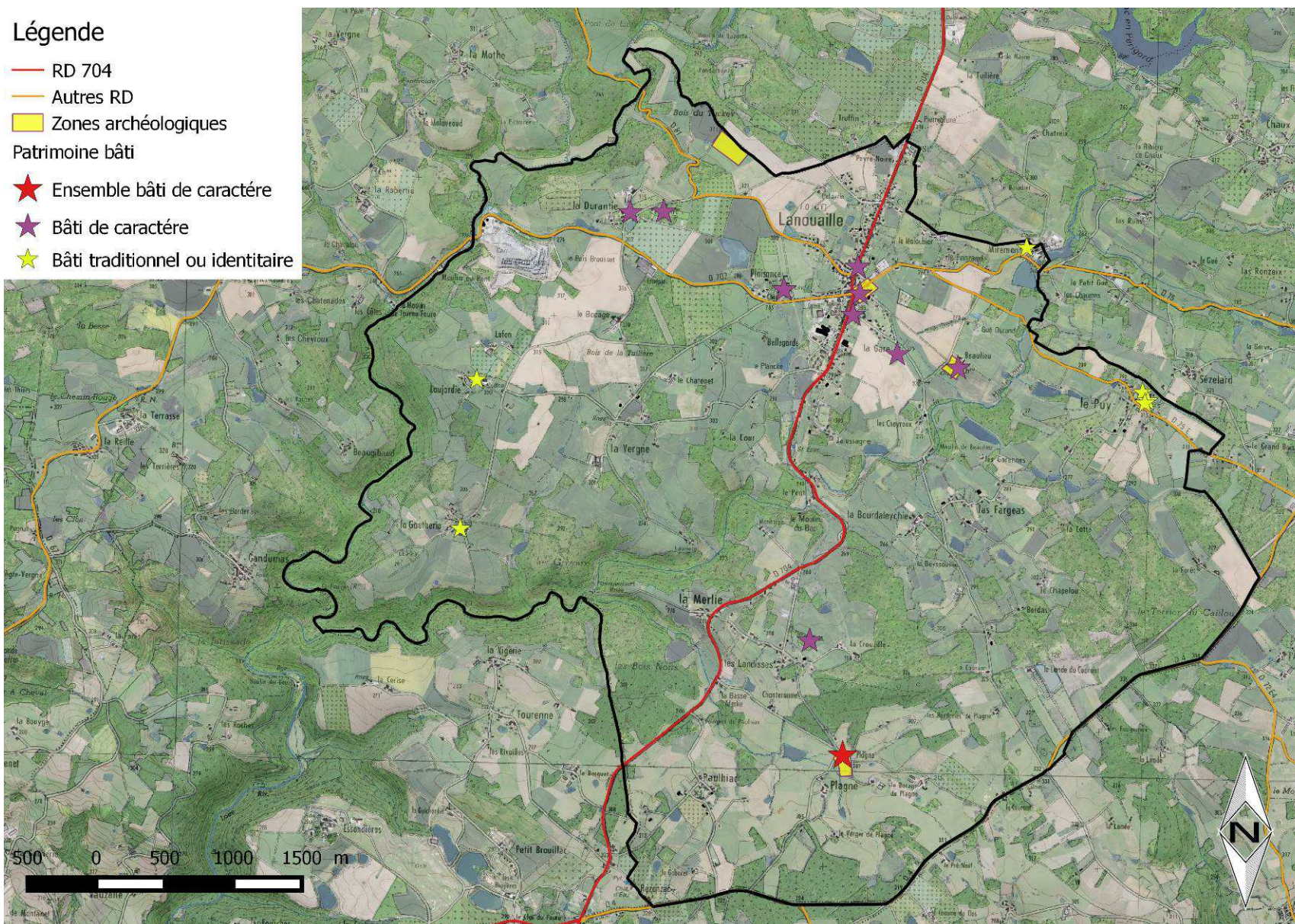
La DRAC informe que des vestiges ont été signalés anciennement sans précisions permettant leur localisation : vestiges néolithiques à « La Tuilerie » et un prieuré médiéval à Pauilhac. Risques de découvertes fortuites.

"Conformément aux dispositions de l'article L. 522-5 du Code du Patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies en annexes sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation."
(Source, PAC, Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service régional de l'archéologie).

Carte N° 9 : Le patrimoine architectural et archéologique

Légende

- RD 704
- Autres RD
- Zones archéologiques
- Patrimoine bâti**
- ★ Ensemble bâti de caractère
- ★ Bâti de caractère
- ★ Bâti traditionnel ou identitaire



6.3 Les logements

Evolution des logements entre 1968 et 2012

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012
Ensemble	464	470	523	540	535	560	602
Résidences principales	367	395	407	414	433	450	467
Résidences secondaires et logements occasionnels	44	32	77	74	60	72	62
Logements vacants	53	43	39	52	42	38	74

Source : Insee

Entre 1999 et 2012, l'ensemble des logements a augmenté de 29.7 % soit un rythme d'évolution de + 3 logements par an. Cette évolution vient essentiellement au profit des résidences principales.

Parc des logements en 2012

Type de logement (%)	Commune de Lanouaille	Communauté de Communes du Pays de Lanouaille	Département de la Dordogne
Résidences principales	77.4 (pour 80.3 % en 2007)	67.8	76.5 (pour 77.2 % en 2007)
Résidences secondaires	10.3 (pour 12.9 % en 2007)	21.4	13.9 (pour 14.8 % en 2007)
Logements vacants	12.2 (pour 6.8 % en 2007)	10.8	9.5 (pour 8 % en 2007)

Une proportion de résidences secondaires nettement inférieure à celle de la Communauté de Communes et du département de la Dordogne.

Une proportion de logements vacants importante et supérieure à celle de la Communauté de Communes comme à celle du département.

La commission urbanisme a identifié en 2015, près d'une cinquantaine de logements vacants sur l'ensemble de la commune, dont près de la moitié se situant dans le bourg.

Une OPAH-RR (Opération programmée d'amélioration de l'habitat de revitalisation rurale) conduite par l'intercommunalité est en cours. Le travail d'identification précise de l'ensemble des logements vacants de la commune pourra être utilisé pour permettre une sensibilisation et l'accompagnement des propriétaires concernés.

La commune est concernée par le Programme d'Intérêt Général départemental logement habitat indigne.

Résidence principale selon la période d'achèvement (avant 2010)

Période d'achèvement	Commune de Lanouaille	Communauté de Communes du Pays de Lanouaille	Département de la Dordogne
Avant 1946	38.6 %	49.1 %	34.4 %
De 1946 à 1990	47.2 %	36.8 %	44.2 %
De 1990 à 2009	14.2 %	14.1 %	21.4 %

Une proportion de logements anciens nettement inférieure à la Communauté de Communes mais supérieure à la moyenne départementale.

Près de la moitié des résidences principales sur le territoire communal ont été construites entre 1946 et 1990.

Depuis 1990 la dynamique de développement des constructions pour des résidences principales est comparable à la Communauté de Communes mais est nettement moins importante qu'en moyenne sur le département.

Part du locatif dans les résidences principales : 23.2% en 2012 (pour 16.6 % pour la Communauté de Communes).

Ce pourcentage correspond à 108 logements dont 30 logements HLM.

La proportion de logements loués est plus importante qu'en moyenne sur l'ensemble de la Communauté de Communes mais la commission urbanisme constate que la commune ne répond pas aujourd'hui à toutes les demandes d'où la nécessité d'augmenter le parc locatif.

La demande concerne notamment des personnes seules ou des couples. Il s'agit généralement d'une population jeune pour laquelle le prix du loyer doit se situer en dessous de 450 € mensuel.

Une réflexion devra être menée entre le besoin exprimé pour des logements locatifs et la proportion relativement importante de logements vacants notamment dans le bourg.

Ce travail pourra être mené lors de l'élaboration d'un PLUi avec la nouvelle intercommunalité à partir de 2017.

7 EQUIPEMENTS PUBLICS ET RESEAUX

7.1 Eau potable et défense incendie

Eau potable

Le service de distribution de l'eau potable est assuré par SIAEP DE PAYZAC-SAVIGNAC-LEDRIER.

Il gère une population de plus de 6 000 habitants sur 10 communes.

La société Sogedo a la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service.

Le syndicat garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages.

Origine de l'eau :

Réseau alimenté par une prise d'eau dans l'Auvézère.

Bilan de la qualité de l'eau :

Qualité bactériologique conforme aux normes. Traces de pesticide (esa metolachlore) très en dessous de la norme (0.1 micro g/l) par substance individuelle (cf. contrôles sanitaires de l'ARS pour l'année 2015 en annexe 5)

Défense incendie

La défense incendie est assurée dans les secteurs suivants :

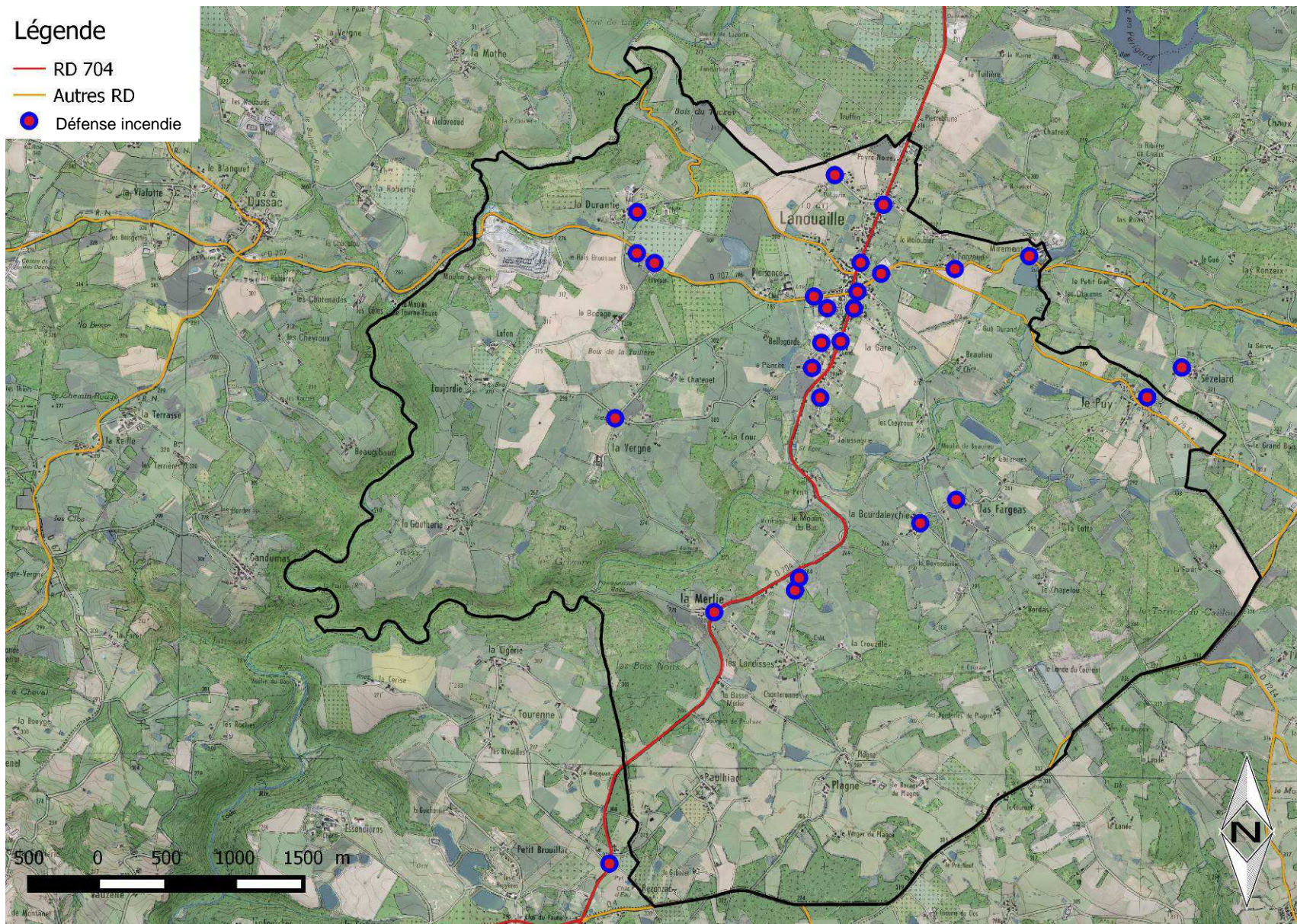
- Le bourg : 12 hydrants
- Le Fonzaud : 1 hydrant
- Miremont : 1 hydrant
- Le Puy : 1 hydrant
- Las Fargeas : 1 hydrant
- La Bourdaleychie : 1 hydrant
- La Merlie : 1 hydrant
- La ZAE au Nord des Landisses : 2 hydrants
- La Vergne : 1 hydrant
- La Durantie : 1 hydrant
- L'entreprise de stockage de charbon de bois au sud de la Durantie : 2 hydrants

Les hameaux de La Gautherie, Laujardie, Les Landisses et Pauilhac ne bénéficient pas de protection satisfaisante contre l'incendie (cf. carte ci-après).

Carte N° 10 : Localisation des hydrants pour la protection incendie

Légende

- RD 704
- Autres RD
- Défense incendie



7.2 Assainissement des eaux usées

Le bourg de Lanouaille dispose d'un réseau d'assainissement collectif (cf. annexe 4)

Nombre d'abonnés au service d'assainissement collectif : 280 abonnés actifs.

Capacité nominale : 1 000 équivalents habitants.

Type de station : filtre planté de roseaux.

Milieu récepteur : un petit cours d'eau qui prend sa source à Plaisance et se jette dans la Haute Loue à environ 500 m de la STEP.

Qualité : rejets conformes arrêté préfectoral du 17/05/2013.

Le reste de la commune est en assainissement individuel.

7.3 Autres réseaux

Réseau de gestion des eaux pluviales

Le bourg de Lanouaille possède un réseau de gestion des eaux pluviales (cf. annexe 4).

Electricité

La commune fait partie du syndicat intercommunal d'électrification de la Dordogne.

Les zones urbaines ont été définies en fonction des réseaux électriques existants.

Les règles de financement du SDE 24 applicables sur l'ensemble du territoire de la Dordogne, pour les extensions de réseaux nécessaires à la desserte des unités foncières ouvertes à la construction, sont les suivantes¹ :

- Distance inférieure à 30 m : il s'agit d'un simple branchement qui doit être sollicité directement auprès des services du concessionnaire, ERDF, et dont les coûts sont à la charge du demandeur.
- Distance inférieure à 100 m : prise en charge par le SDE24 de la totalité de la longueur réellement construite de l'extension, quelle que soit la longueur construite.
- Distance supérieure à 100 m : prise en charge par le SDE24 des premiers 100 m de réseau construit, la différence entre la longueur réellement construite et 100 m, étant à la charge de la commune.

Gaz

Il n'existe pas de réseau de gaz sur la commune de Lanouaille.

Couverture numérique

En Dordogne, le taux de couverture ADSL est de moins de 70 %, néanmoins la commune de Lanouaille est globalement bien couverte par le réseau et notamment le bourg. Il existe cependant quelques zones blanches telle qu'au LD le Pont.

¹ Selon la distance au réseau mesurée en ligne droite, de l'angle de la parcelle toujours située en domaine public et la plus proche du réseau public basse tension.

8 CIRCULATION, TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS

8.1 Le réseau routier

La commune de Lanouaille est traversée selon l'axe Nord Sud par la **RD 704, route classée à grande circulation** (environ 5 000 véhicules/jours) permettant de relier directement Limoges à Sarlat.

Le Bourg de Lanouaille est également au carrefour des RD 8, 707 et 75.

La RD 707 est aussi classée route à grande circulation (source PAC).

La limite Sud-Est de la commune est marquée par le passage de la RD4 (cf. carte ci-après).

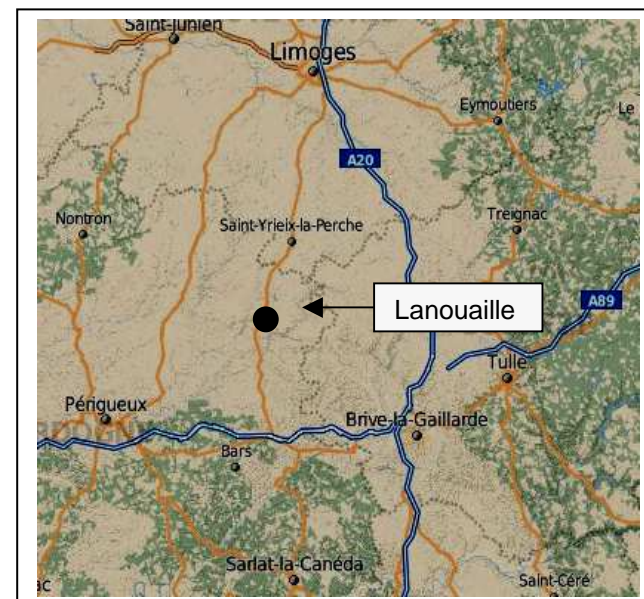
La commune se situe à égale distance de Brive-La-Gaillarde, Limoges et Périgueux et il faut une heure environ de trajet par la route pour atteindre ces 3 pôles urbains.

Le bassin d'emploi le plus proche et le plus facile d'accès pour les habitants de la commune est à Saint Yrieix la Perche.

Précision réglementaire sur les routes classées à grande circulation :

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites sur une bande de 75 m de part et d'autre de l'axe de la route concernée.

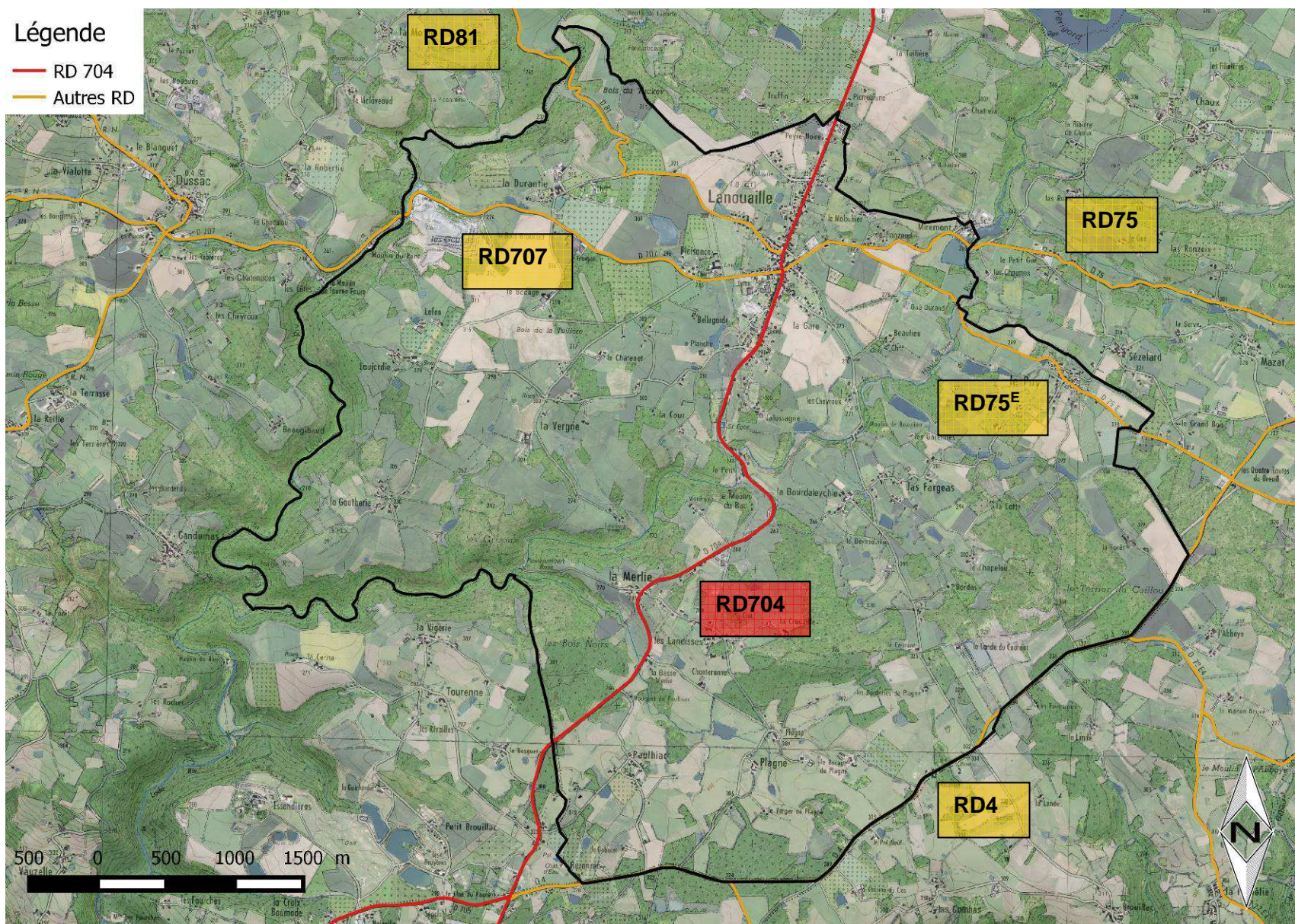
Cette interdiction ne s'applique pas aux constructions et installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole, aux réseaux d'intérêt public. Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes.



Carte N° 11 : Les routes

Légende

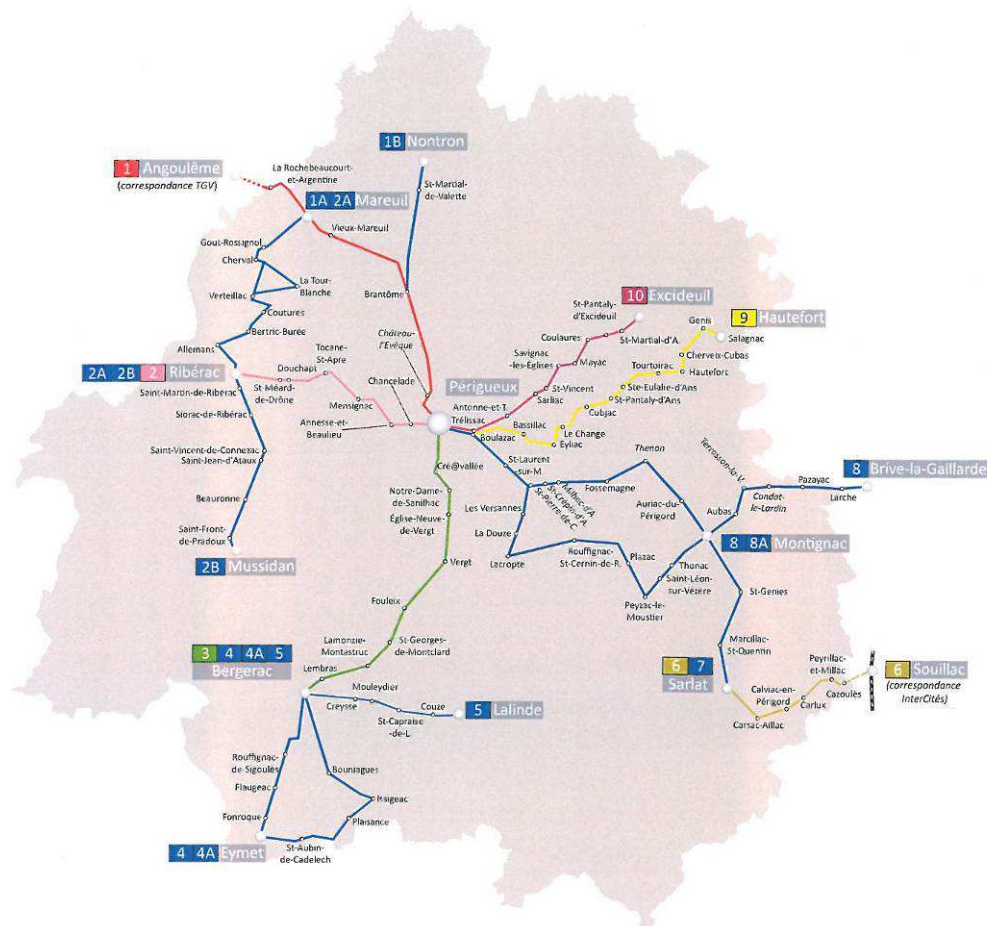
- RD 704
- Autres RD



Les lignes de bus départementales (transPérigord) ne vont pas jusqu'à la commune de Lanouaille.



Les arrêts les plus proches se situent à Excideuil (11 km au sud-ouest via la RD 704) ou Hautefort (18 km au sud via la RD 704).



8.3 Le aires de covoiturage

A ce jour, la commune de Lanouaille ne dispose pas d'aire de covoiturage. Cependant, dans la réflexion conduite par le Conseil départemental sur la mise en place d'une plate-forme départementale d'aires de covoiturage, la commune de Lanouaille a été identifiée dans les propositions d'emplacement (cf. Vivre en Périgord – mars 2015).

9 LES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNE DE LANOUAILLE

9.1 Le Projet Communal

Le projet communal présente quatre points majeurs :

- **Dynamiser le développement communal, pour continuer à répondre à l'enjeu démographique et en renforçant le potentiel de développement du bourg**

L'ouverture de nouveaux terrains constructibles participe à une stratégie volontariste en matière d'accueil d'une nouvelle population.

- **Affirmer le rôle de la commune en tant que pôle secondaire**, en termes d'emplois, de services et d'offre commerciale, pour les communes alentours.
- **Diversifier l'offre en terrains à bâtir, en permettant le développement des hameaux**, pour faire face à la diversité des demandes en terrains à bâtir et ainsi attirer de nouvelles populations.
- **Permettre le développement ou l'implantation d'activités économiques et commerciales.**
- **Accompagner un projet d'implantation de panneaux photovoltaïques au sol** à La Lande du Courant.

9.2 Les prévisions de développement

Avec une population de 1 020 habitants en 2015 (source mairie), le projet de développement de la commune de Lanouaille s'appuie sur la volonté de s'approcher de 1 080 habitants à l'horizon 2026.

Cette prévision de développement de 6 nouveaux habitants par an est supérieure au rythme connu depuis 2007 (4 nouveaux habitants / an) et se justifie par la volonté communale de renouveler sa population en dynamique de vieillissement.

La commune souhaite également affirmer son rôle de pôle secondaire, au niveau de ses emplois, de ses services et de ses commerces, pour les communes alentours.

L'accompagnement du projet d'implantation d'un carrefour contact répond entièrement à cet objectif.

La superficie moyenne retenue pour la création de nouveaux logements est de 1 500 m², ce qui correspond à une réduction de 25 % par rapport à la consommation moyenne connue entre 2005 et 2015.

Le taux d'occupation moyen par logement est estimé à 2 à l'horizon 2026. Compte tenu du vieillissement de la population et du phénomène de desserrement des ménages, le nombre de logements nécessaires pour le seul maintien de la population sera de 34 nouveaux logements (sur la base des chiffres INSEE 2012).

La collectivité prévoit la réhabilitation de 6 à 10 logements actuellement vacants sur son territoire.

Evaluation des tendances d'évolution de la population et des résidences principales à l'horizon 2026

	Projection à l'horizon 2026			
	Réhabilitations ²	Constructions ³	Superficie nécessaire (ha)	Population nouvelle ⁴ (hab.)
Hypothèse basse	6	40	40 x 1 500 m² = 6 ha	Augmentation de 24 habitants environ
Hypothèse moyenne	8	46	46 x 1 500 m ² = 6.9 ha	Augmentation de 40 habitants environ
Hypothèse haute	10	52	52 x 1 500 m² = 7.8 ha	Augmentation de 56 habitants environ

² Volonté de diminuer de 10 à 15 % le nombre de logements vacants.

³ En tenant compte du phénomène de desserrement des ménages et en considérant que 34 nouveaux logements sont nécessaires pour le seul maintien de la population.

⁴ Sur la base de 1 080 habitants en 2015.

Ces estimations sont établies sur la base :

- d'une superficie moyenne des terrains à bâtir de 1 500 m².
- d'une taille moyenne des ménages fixée à 2 personnes par foyer.
- d'une rétention foncière de 1.5.

Sur 10 ans et suivant l'hypothèse de développement, la surface nécessaire pour répondre aux objectifs d'augmentation de la population de la commune de Lanouaille, **devra se situer entre 9 ha et 11.7 ha.**

L'hypothèse retenue pour la commune de Lanouaille **se situe entre l'hypothèse moyenne et l'hypothèse haute de développement.**

S'agissant de l'accompagnement du développement économique et des équipements du territoire, l'évolution du zonage tiendra compte des projets en cours et en attentes.

2^{ème} VOLET

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



10 CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE DE LANOUAILLE

10.1 Topographie

Le relief de la commune est assez contrasté avec un dénivelé maximal de 144 m entre le point le plus haut et le point le plus bas de la commune.

Le relief s'organise autour des deux principaux cours d'eau que sont la Haute Loue et la Loue.

Point bas : 198 m

Point haut : 342 m

10.2 Pédologie

Selon la carte des aptitudes des terres du département établie par l'INRA de Bordeaux (J.H. Durand), le territoire de la commune de Lanouaille est constitué de 3 systèmes (cf. carte N° 12 ci-après) qui sont :

- le système des cristallins schisteux sur près des $\frac{3}{4}$ du territoire
- le système des Glacis de vallée : vallée de la Haute Loue et vallée de La Loue
- le système des sables du Périgord sur deux îlots au sud-est de la commune.

Le système des cristallins schisteux

Ce système s'est formé sur les roches schisteuses du Nord du Périgord. Les paysages morphologiques formés sur ces roches sont monotones et les lignes horizontales des surfaces d'érosion s'opposent aux versants abrupts des gorges des rivières ; cependant, des filons de quartz ou de serpentines qui parcourent ces roches viennent rompre la monotonie des paysages, formant des escarpements trop peu étendus pour modifier l'allure générale des plateaux et des vallées où ça et là peuvent apparaître des méandres forcés.

Aussi bien sous prairie que sous forêt, les sols formés sont des sols bruns acides, plus rarement des sols bruns de faible profondeur. Ils peuvent être hydromorphes car la roche sous-jacente est imperméable et généralement peu profonde. Leur texture est moyenne ou fine et le pH le plus souvent acide mais sans exagération. La matière organique est peu abondante sauf dans un profil exceptionnellement hydromorphe où elle atteint 21,7.

Aptitudes agronomiques

La faible épaisseur de terre utilisable et l'hydromorphie sont les facteurs limitants de ces terrains. Il faut y ajouter la présence de filons de quartz qui gêneraient les labours. La prairie naturelle ou cultivée pour l'élevage de bovins est certainement la spéculation la plus facile à mettre en œuvre. Drainées, ces terres pourraient être destinées aux cultures vivrières ou, peut-être, aux cultures industrielles. La forêt y est à sa place.

Génie civil

Les terrains non drainés sont peu stables mais la roche sous-jacente, peu profonde, est facile à atteindre. L'hydromorphie et l'acidité les rend agressifs envers les métaux et le ciment, les matériaux plastiques sont à conseiller.

Le système des Glacis de vallée

Ce système présente deux faciès : le faciès des terrains cristallins qui concerne Lanouaille et le faciès des terrains tertiaires.

Faciès des terrains cristallins :

Les pentes abruptes des versants des vallées du cristallin sont couvertes par des dépôts peu épais d'arènes formant des sols bruns ou lessivés, acides, généralement tronqués par l'érosion.

Aptitudes agronomiques

Leur mise en valeur ne peut être envisagée que par la forêt de châtaigniers qui, en raison de la pente des terrains, sera difficile à exploiter.

Génie civil

Sensibles à l'érosion, les sols de ce faciès sont sujets à la reptation en raison de la présence d'eau au contact des arènes et de la roche sous-jacente. Des glissements de terrain peuvent se produire. Une certaine agressivité chimique peut se manifester envers les métaux lorsque le pH est inférieur à 5.

Le système des sables du Périgord

Ce système, le plus étendu du département, groupe les sols qui se sont formés sur les sables et argiles du Périgord, les terrains du Pliocène et ceux du Sidérolithique qui, par leur faciès, ne se distinguent pas des précédents. Les terrains formés sur les grès de Liorac sont compris dans le système.

Les sables du Périgord constituent une énorme masse de sédiments continentaux de chaque côté de la vallée de l'Isle en aval de Mussidan, la Double au Nord et le Landais au Sud. Ils se sont déposés en bordure des lacs et lagunes tertiaires du bordelais en strates régulières, en lits entrecroisés (deltas, cônes et déjection) ou en masses confuses.

Ces déblais, galets et graviers pliocènes, ont raviné l'Oligocène et les sables et argiles remaniés du Tertiaire, et se sont accumulés en vastes poches. Ce matériel friable ne résiste pas au ruissellement et l'érosion y a été active. Vers l'Ouest du Landais, ces terrains siliceux se chargent en calcaire. Des eaux chargées de silice peuvent les cimenter en grès et les eaux chargées de fer peuvent y faire apparaître des alios.

Ces terrains s'étendent encore sur une grande partie du Périgord et les accidents topographiques apparaissent lorsqu'un banc de calcaire dur s'intercale dans ces terrains.

Le Pliocène est constitué de dépôts, de cailloutis et d'argile provenant de la décomposition presque sur place des roches sous-jacentes, généralement cristallines. Il a pu être transporté sur des terrains sédimentaires voisins. Ces terrains sont très proches des sables et argiles du Périgord, ce qui a permis de les grouper dans un même système.

Les sols formés sont des sols bruns, des sols bruns acides, des sols lessivés acides à pseudogley, des sols podzoliques et des podzols. Dans ces derniers cas, les argiles entraînées par lessivage latéral peuvent s'accumuler dans les bas-fonds, où se forment des

étangs bordés de sols hydromorphes divers. La réaction est acide ou très acide, exceptionnellement neutre. Les matières organiques ne sont abondantes qu'en bordure des étangs. La texture est généralement grossière ou moyenne en surface, très rarement fine. En profondeur, la texture peut rester grossière ou moyenne mais, le plus souvent, il apparaît des horizons d'argile vers 50 cm. Cette argile n'est pas illuviale en général, elle correspond à une discontinuité lithologique due à une phase sédimentaire plus fine que la suivante. Plusieurs phases sédimentaires peuvent ainsi apparaître dans le profil, dont les horizons peuvent contenir des cailloux ou galets roulés de quartz soulignant ces discontinuités. L'argile de ces terrains est de la montmorillonite, ce qui confirme son origine sédimentaire.

Aptitudes agronomiques

Dans l'ensemble, la forêt à papeterie serait à sa place. Grâce à la construction de petits barrages, des petits lacs collinaires devraient permettre l'irrigation des terrains voisins et les cultures vivrières (dont celle des asperges). La zone humide des bords des étangs peut être cultivée sans irrigation. La vigne est ici marginale. Le tabac y est possible et la culture des fraisiers sous plastique est largement pratiquée. La prairie à pâturage y est possible. La culture du châtaignier y est conseillée et celle de certains arbres fruitiers y est possible.

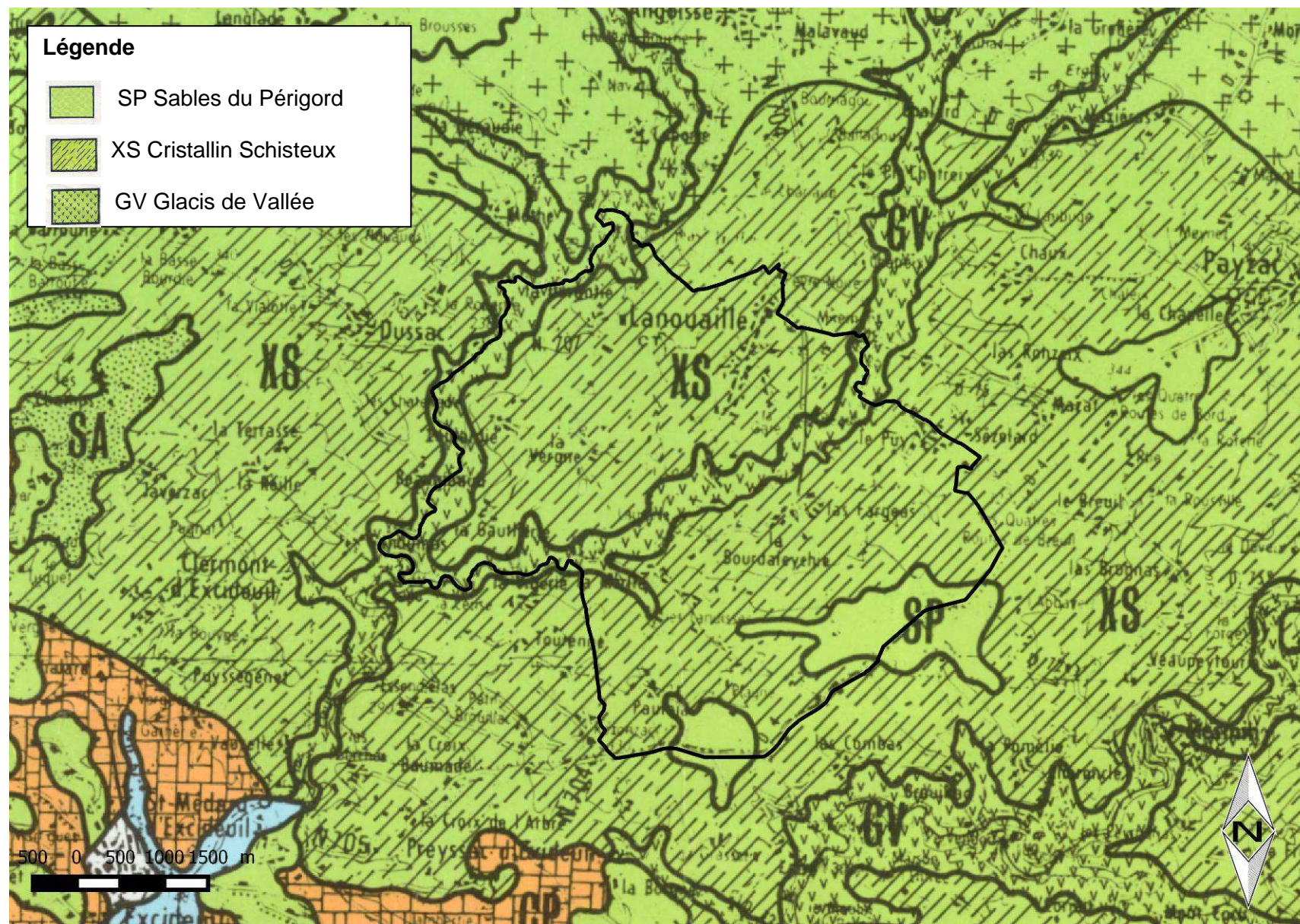
Des zones de loisirs autour des étangs peuvent être aménagées et la chasse peut y être pratiquée.

Génie civil

Les terrains sont stables si l'argile n'est pas proche de la surface, sinon sa nature gonflante favorise la reptation et les glissements de terrains. Ils ne sont agressifs que s'ils sont très acides et, dans ce cas, l'utilisation de matériaux inertes et souples est recommandée.

Enfin ces terrains ont un intérêt hydrologique important : ils peuvent stocker l'eau météorique et ne la restituer que lentement, protégeant les terrains de l'aval du ruissellement mais rendant parfois nécessaire un drainage.

Carte N° 12 : Aptitude des terres (source DURAND - INRA)



10.3 Hydrographie

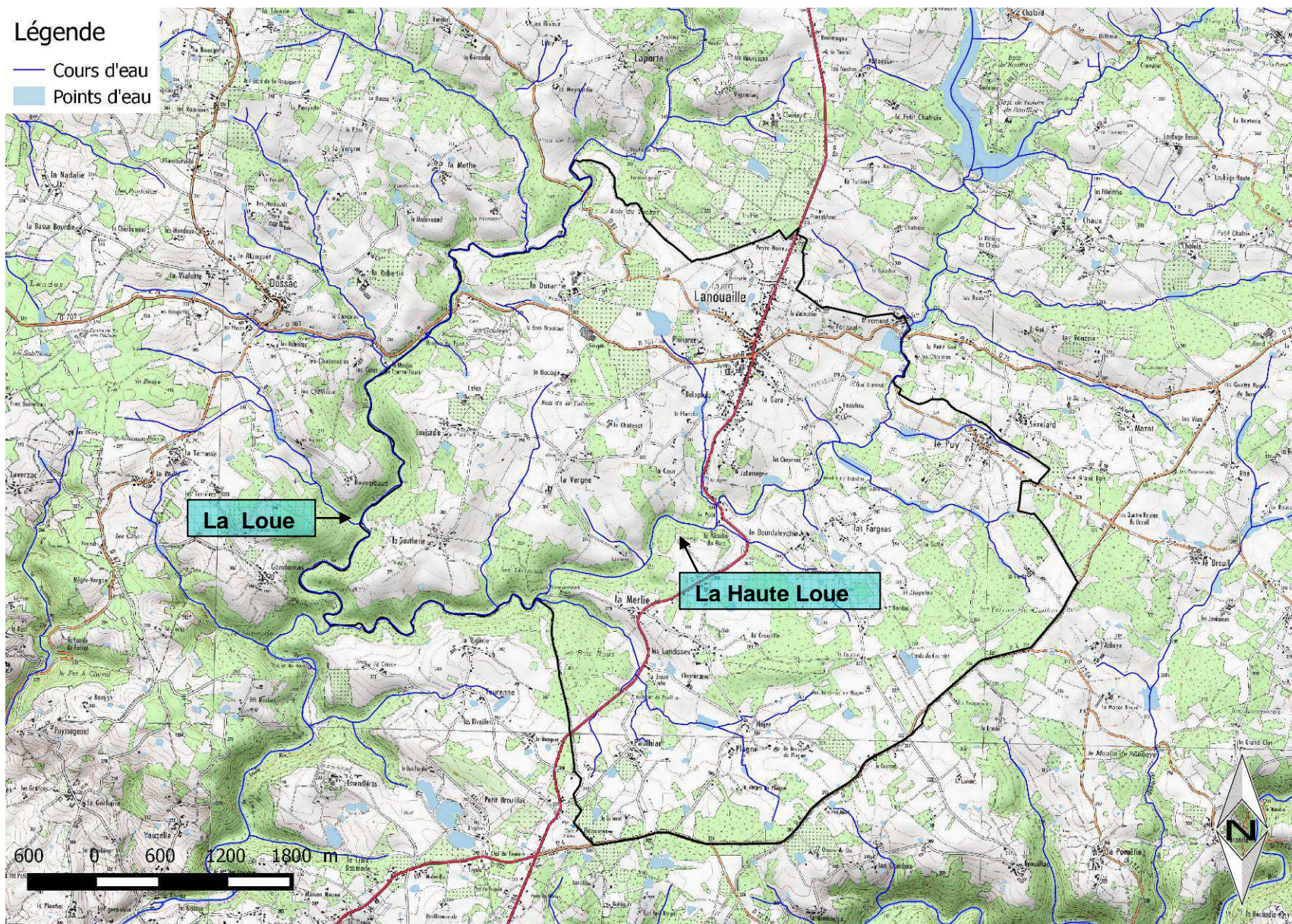
De nombreux cours d'eau sillonnent le territoire communal, les principaux sont :

- la Haute Loue qui traverse le territoire du Nord-Est au Sud-Ouest
- la Loue qui marque la limite Ouest de la commune.

La Haute Loue se jette dans la Loue au point le plus bas de la commune vers la Forge.

Cette dernière est un affluent de l'Isle qu'elle rejoint à Coulaures.

Carte N° 13 : Le réseau hydrographique (source IGN)



11 ANALYSE PAYSAGERE

Les ensembles paysagers

Les paysages de la commune de Lanouaille sont caractéristiques des **paysages pastoraux** et ils peuvent être **découpés en 3 sous-entités paysagères qui sont les suivantes :**

1 – Les espaces agricoles et forestiers

Ces espaces sont caractérisés par une grande ouverture, une morphologie doucement vallonnée et une ligne d'horizon bien visible. L'occupation du sol se partage entre la polyculture, l'élevage bovin et les vergers.

La forêt est exclusivement présente dans les pentes.



Crédit photos : Urban'ae

2 – Les fonds de vallées

Le relief est entrecoupé de vallées encaissées dans lesquelles les vues sont restreintes. Ces pentes assez abruptes cachent en leur creux des rivières, telles que la Loue et la Haute-Loue.

Les rives sont bordées d'une ripisylve riche en espèces hydrophiles (peupliers, saules,...).

Les roches imperméables (schistes et gneiss) sont la cause de la présence de nombreuses rivières encaissées, entrecoupant ce plateau vallonné.

L'imperméabilité des sols combinée à un climat assez humide induit la présence d'un réseau d'étangs qui s'égrènent en chapelet sur tout le territoire communal.

la nature des sols (acide) favorise les prairies naturelles et les minéraux présents dans la roche-mère sont propices à la sylviculture.



Crédit photo : Urban'ae

3 – Les paysages urbains

Le bourg de Lanouaille vient marquer d'une présence humaine des espaces à dominante agricole.

La présence dense d'habitations est organisée autour de la mairie et de l'église et le long des axes de circulation.



Crédit photos : Urban'ae

Les lisières des espaces bâtis et non bâtis sont à dominante végétale (bosquets, arbres en alignement, prairies,)



Crédit photos : Urban'ae



L'habitat est généralement flanqué sur les plateaux quelquefois en rive des vallées.

Les murs sont en schiste avec parfois des appareillages en granit, en calcaire mais aussi en bois pour les baies. L'enduit de parement est utilisé quand les moyens le permettaient. La pente des toitures est majoritairement couverte de tuiles plates.



Crédit photos : Urban'ae

Depuis l'espace bâti, nous pouvons noter des points de vue paysagers remarquables notamment à Pauilhac, Les Landisses, La Gautherie et Laujardie.

12 MILIEUX NATURELS

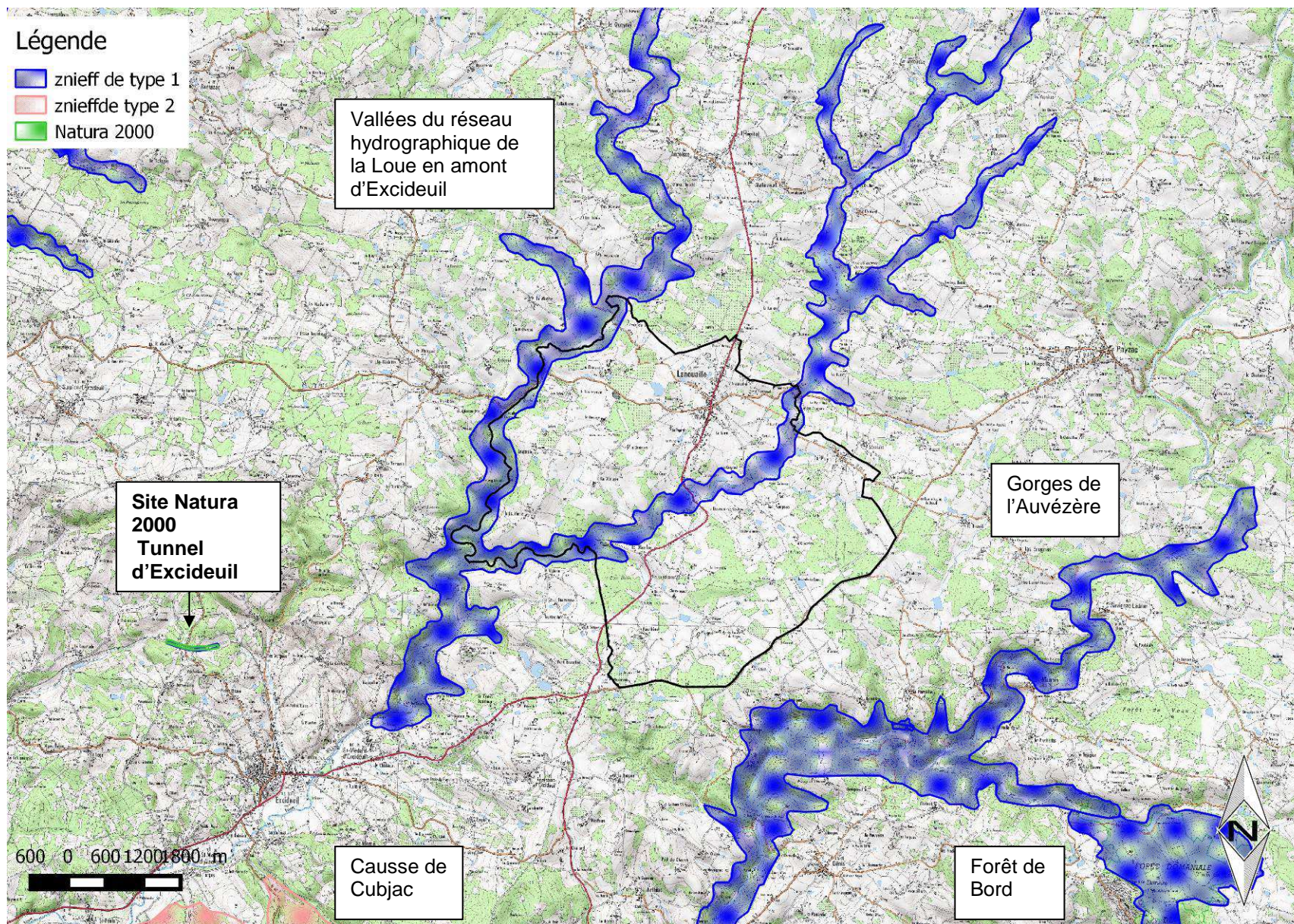
12.1 Les zones sensibles

La commune de Lanouaille est concernée par une ZNIEFF de type 1, il s'agit des vallées du réseau hydrographique de la Loue en amont d'Excideuil (cf. annexe 2).

Le site Natura 2000 le plus proche se situe sur les communes de Saint Germain des Prés et Clermont d'Excideuil à 4.2 km à l'Ouest des limites communales.

(cf. carte N° 14 ci-après).

Carte N° 14 – Le patrimoine naturel (source DIREN aquitaine)



Les zones humides

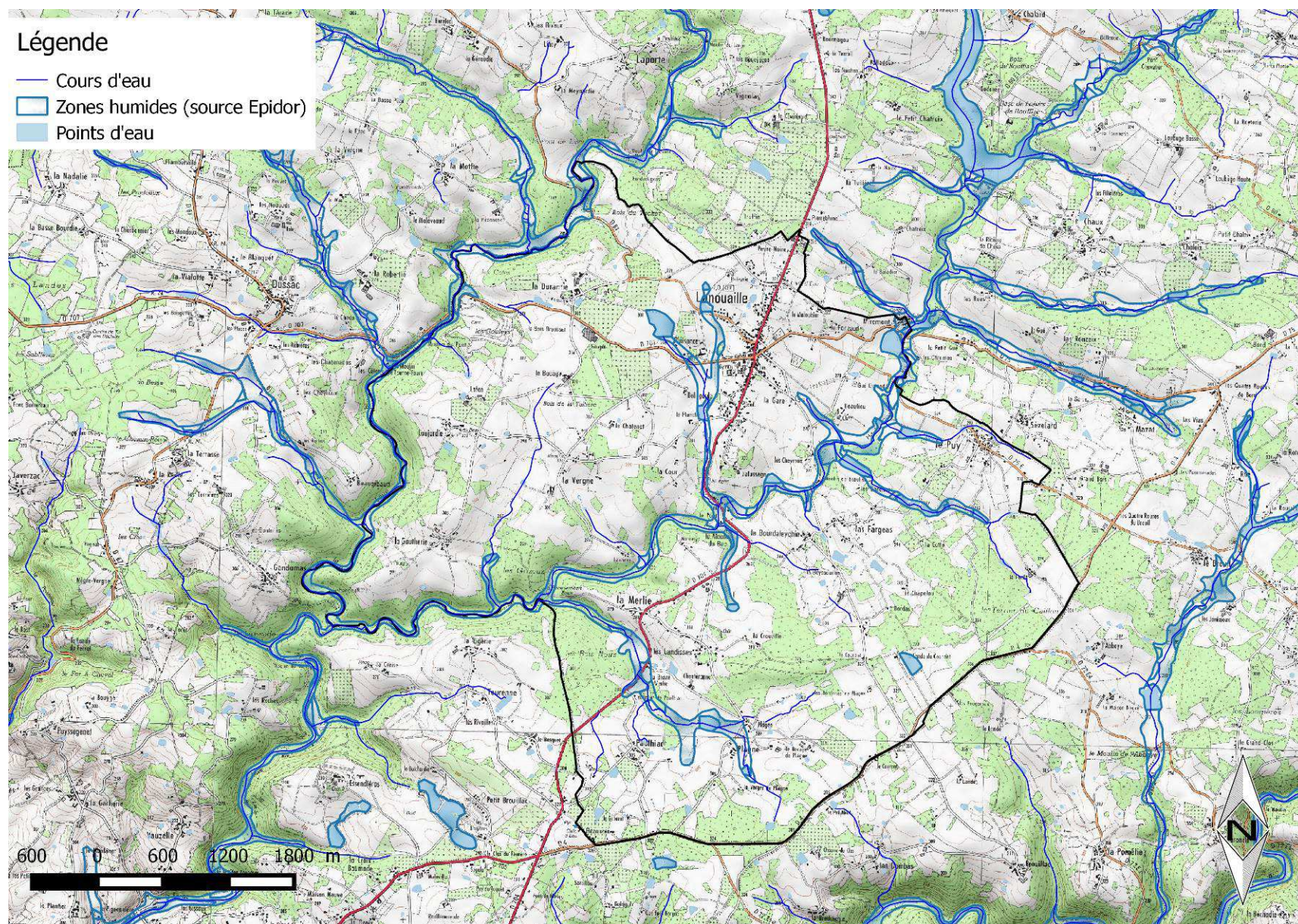
« *La préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général.* » Loi sur le développement des territoires ruraux 2005.

Sur la commune, les zones humides se localisent essentiellement dans les vallées de la Haute Loue et de la Loue. Elles couvrent 177.8 hectares (source Epidor). Il s'agit essentiellement de boisements humides, de prairies humides et de plans d'eau.

Le tableau ci-dessous présente les différents types de zones humides et les surfaces qu'ils occupent (source Epidor).

Nature des zones humides	Superficie (hectares)
Plans d'eau (étangs, gravières...)	26.5
Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiaies	/
Prairies humides	60.2
Boisements humides	70.1
Plantations d'arbres en zone humide	7.2
Zones humides cultivées	10.3
Total	3.5

Carte N° 15 – Carte des zones humides – source Epidor



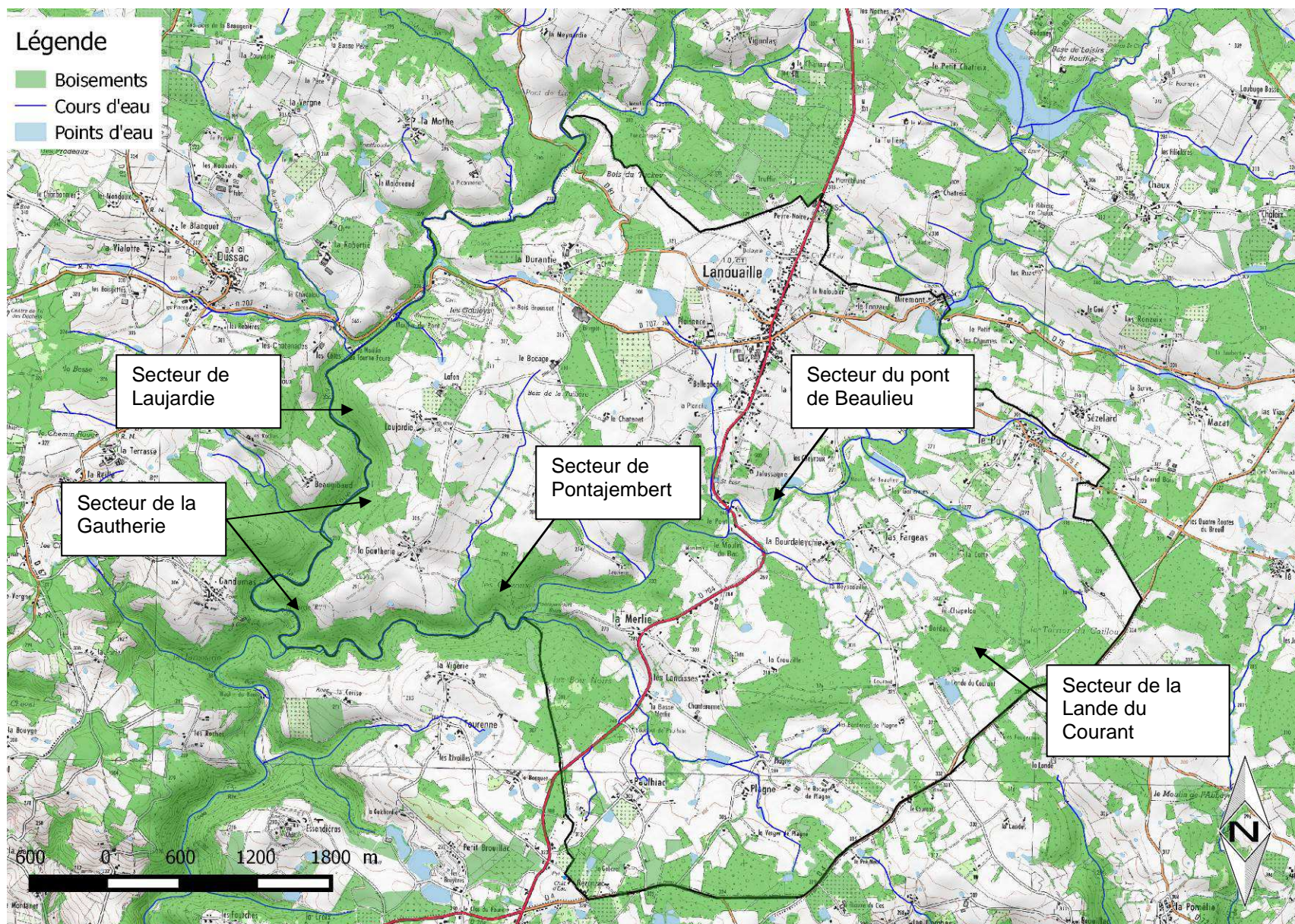
12.2 Les boisements

Ils représentent plus de 30 % de la superficie communale. Ils sont essentiellement présents sous forme de cordons boisés sur les espaces les plus pentus.

Les secteurs les plus intéressants sur le territoire au niveau de la qualité de leurs boisements sont (voir carte N° 16 ci-après) :

- Le secteur de la Lande de Courant. Ce secteur est notamment très prisé par les chasseurs du territoire.
- Le secteur de Pontajembert avec une dominante de châtaigniers.
- Le secteur du Pont de Beaulieu. Dominante de feuillus.
- Le secteur de La Gautherie et de Laujardie. Présence de sentiers PDI-PDR dans ce secteur. Dominante de feuillus.

Carte N° 16 – Les Boisements (source IGN)



12.3 La trame verte et bleue (TVB)

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est un nouveau schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles (biodiversité, réseaux écologiques, habitats naturels) et visant le bon état écologique de l'eau imposé par la directive cadre sur l'eau.

Le SRCE, relève que la commune de Lanouaille est concernée **par les corridors des systèmes bocagers avec des réservoirs de biodiversité composés de boisements de feuillus et forêts mixtes** (voir carte N° 17 ci-après).

A l'échelle de la commune, la trame bleue concerne les deux principaux cours d'eau que sont la Haute Loue et la Loue ainsi que les zones humides qui y sont liées.

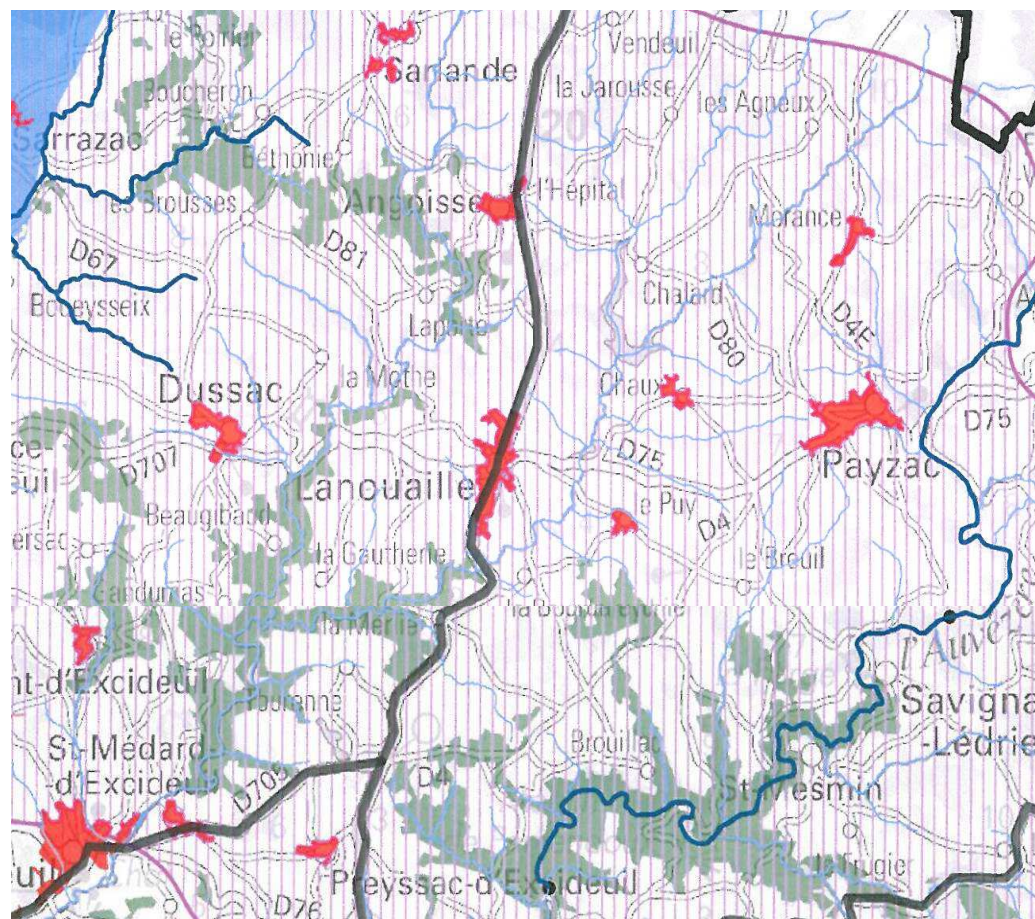
S'agissant de la trame verte, elle correspond aux cordons boisés sur les parties les plus pentues de la commune. Pour les réservoirs de biodiversité deux secteurs présentent le plus d'intérêt, il s'agit du secteur de la Lande de Courant et du secteur de Pontajembert (voir carte N° 18 ci-après).

Plus globalement, l'ensemble des haies de la commune qui caractérisent le système bocager mérite d'être préservées pour leurs qualités en terme de biodiversité et paysagère.



Crédit photo : Urban'ae

Carte N° 17 – TVB Lanouaille (source planches 19 et 27 du SRCE Aquitaine)



TRAME VERTE ET BLEUE REGIONALE

Réservoirs de biodiversité ☐ dont obligatoires

- Multi sous-trames
- Boisements de feuillus et forêts mixtes
- Boisements de conifères et milieux associés
- Systèmes bocagers
- Milieux humides
- Pelouses sèches
- Landes
- Landes à caractère temporaire (tempête Klaus)
- Pelouses et prairies de piémont et d'altitude
- Plaines agricoles à enjeu de biodiversité
- Milieux côtiers : dunaires et rocheux
- Milieux rocheux d'altitude
- Enjeu spécifique chiroptères

Concerne Lanouaille

Corridors

- Multi sous-trames
- Boisements de feuillus et forêts mixtes
- Boisements de conifères et milieux associés
- Systèmes bocagers
- Milieux humides
- Pelouses sèches
- Landes

Concerne Lanouaille

Cours d'eau

- Cours d'eau de la Trame Bleue

ELEMENTS FRAGMENTANTS

Infrastructures linéaires de transport

- Autoroutes ou type "autoroutier"
- Liaisons principales et Liaisons régionales >5000v/j
- Ligne à Grande Vitesse (LGV)
- Voies ferrées électrifiées

Obstacles sur les cours d'eau de la Trame bleue

-

AUTRES ELEMENTS

- Zones urbanisées > 5 ha
- Autres cours d'eau (hors Trame bleue)
- Limites de la région
- Limites des départements

Carte N° 18 – Les TVB à l'échelle locale

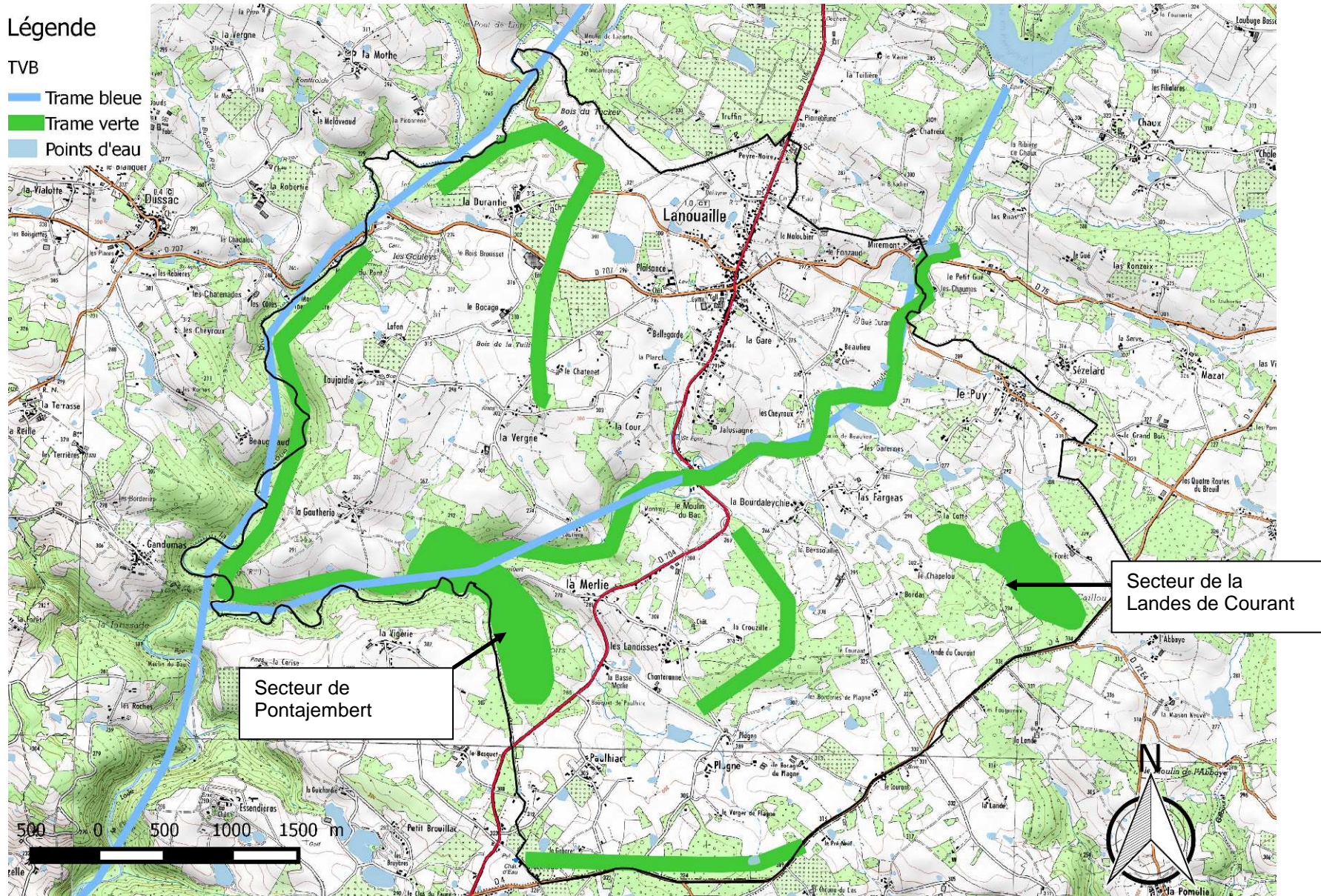
Légende

TVB

Trame bleue

Trame verte

Points d'eau



12.4 Les enjeux

Pour la commune de Lanouaille, les principaux enjeux environnementaux sont :

- La préservation des zones humides (trame bleue)
- Le maintien de la continuité écologique par le maintien des boisements et des haies (système bocager).

13 RISQUES ET NUISANCES

13.1 Risques recensés

Inondation

La commune n'est pas concernée par ce risque.

Mouvement de terrain

La commune n'est pas concernée par ce risque.

Sécheresse

La commune n'est pas concernée par ce risque.

Risque termites

La totalité du territoire du département de la Dordogne est considérée comme une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

« Toute transaction immobilière portant sur le foncier bâti devra être accompagnée d'un état parasitaire établi depuis moins de 3 mois à la date de signature de l'acte authentique ».

Phénomènes souterrains

Nom de la cavité	Type de cavité
Grotte de Miremont	naturelle

Source : brgm

Risque sismique

La commune est soumise à un risque sismique très faible.

Risques sismiques Dordogne 24 (source : www.risques-sismiques.fr)

Zone de sismicité du territoire français en vigueur au 1er Mai 2011
Carte d'aléa sismique du département de la Dordogne (24) Périgueux

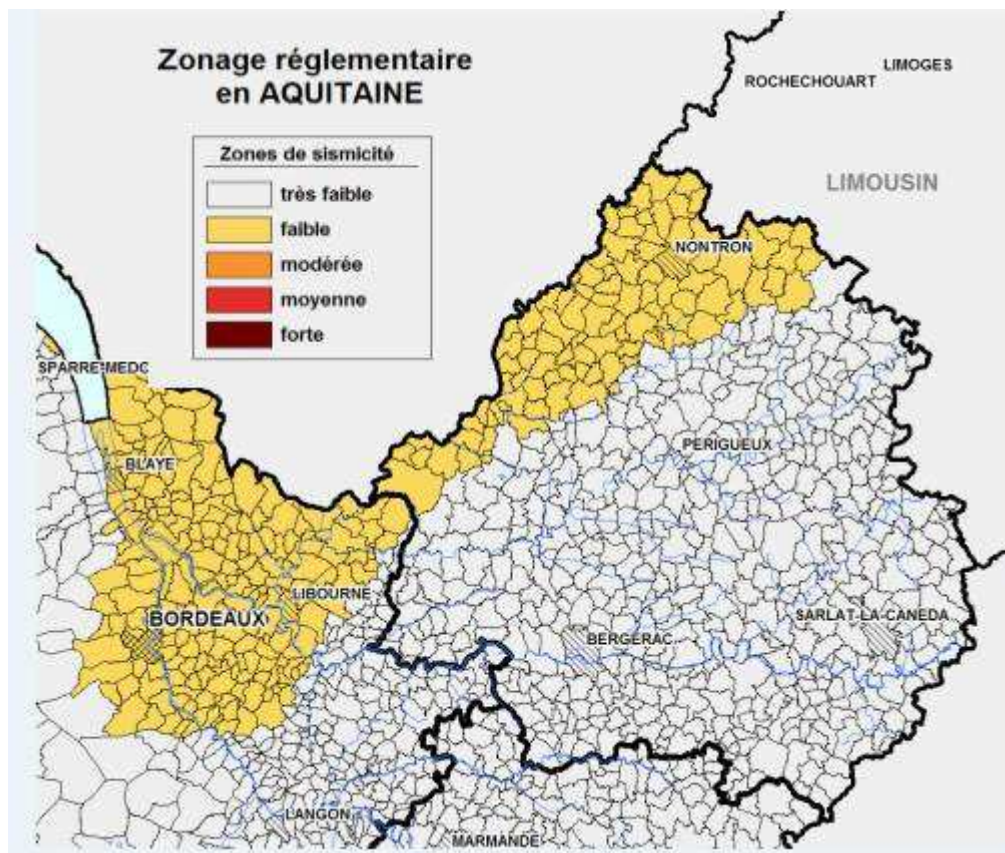
Dordogne (24) : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

— les cantons de Bussière-Badil, Mareuil, Nontron, Saint-Pardoux-la-Rivière, Verteillac : zone de sismicité faible ;
— les communes d'Allemans, Bourg-du-Bost, Cantillac, Celles, Chaleix, Champagnac-de-Belair, Chapdeuil, La Chapelle-Montmoreau, Chassaignes, Chenaud, Comberanche-et-Epeluche, La Coquille, Creyssac, Festalemps, La Gonterie-Boulouneix, Grand-Brassac, Parcoul, Paussac-et-Saint-Vivien, Petit-Bersac, Ponteyraud, Puymangou, Quinsac, Ribérac, La Roche-Chalais, Saint-Antoine-Cumond, Saint-Aulaye, Saint-Jory-de-Chalais, Saint-Julien-de-Bourdeilles, Saint-Just, Saint-Martin-de-Fressengeas, Saint-Pancrace, Saint-Paul-la-Roche, Saint-Pierre-de-Frugie, Saint-Priest-les-Fougères, Saint-Privat-des-Prés, Saint-Vincent-Jalmoutiers, Villars, Villeteureix : zone de sismicité faible.

Pour l'application des mesures de prévention du risque sismique aux bâtiments, équipements et installations de la classe dite "à risque normal", le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante :

- 1° Zone de sismicité 1 (très faible)
- 2° Zone de sismicité 2 (faible)
- 3° Zone de sismicité 3 (modérée)
- 4° Zone de sismicité 4 (moyenne)
- 5° Zone de sismicité 5 (forte)

Carte N° 19 – Carte du risque sismique en Dordogne



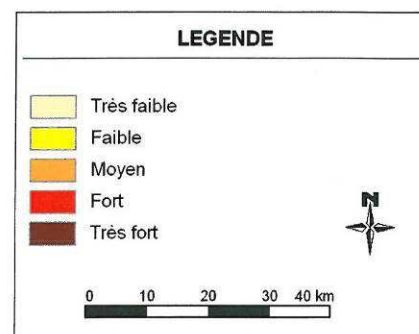
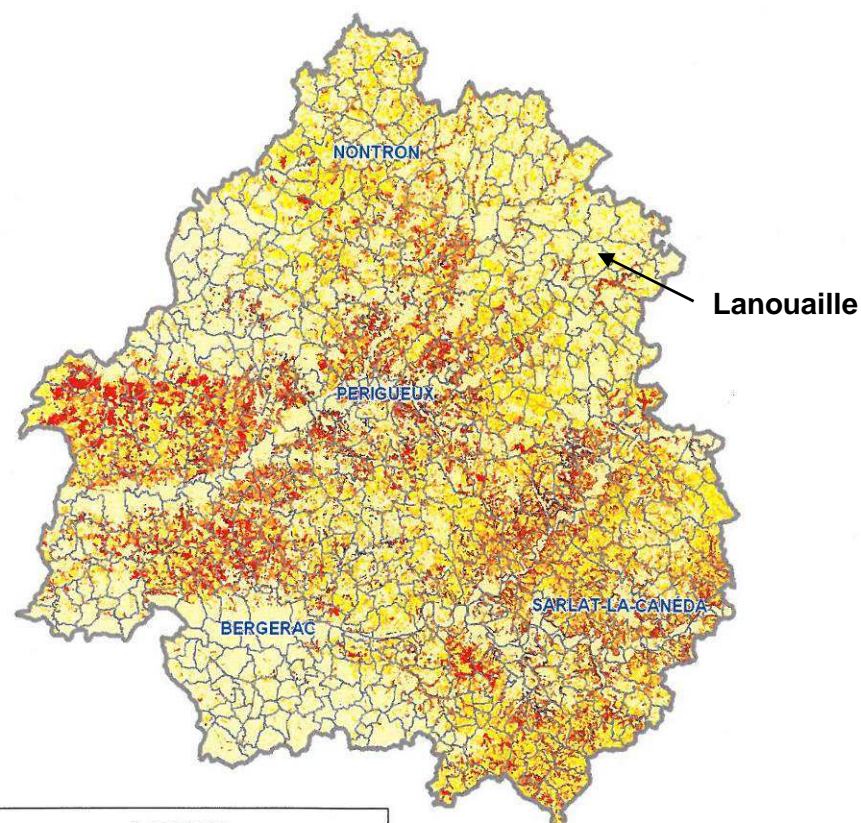
Risque incendie de forêt

La commune de Lanouaille est concernée par des aléas faibles à moyens suivant les parties du territoire. Les surfaces brûlées sur la commune entre 2001 et 2007 sont de 5 à 10 ha (cf. cartes ci-après et annexe 6).

Carte N° 20a – Alea feu de forêt Dordogne



Alea feu de forêt

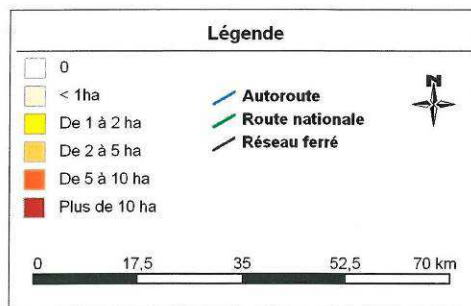
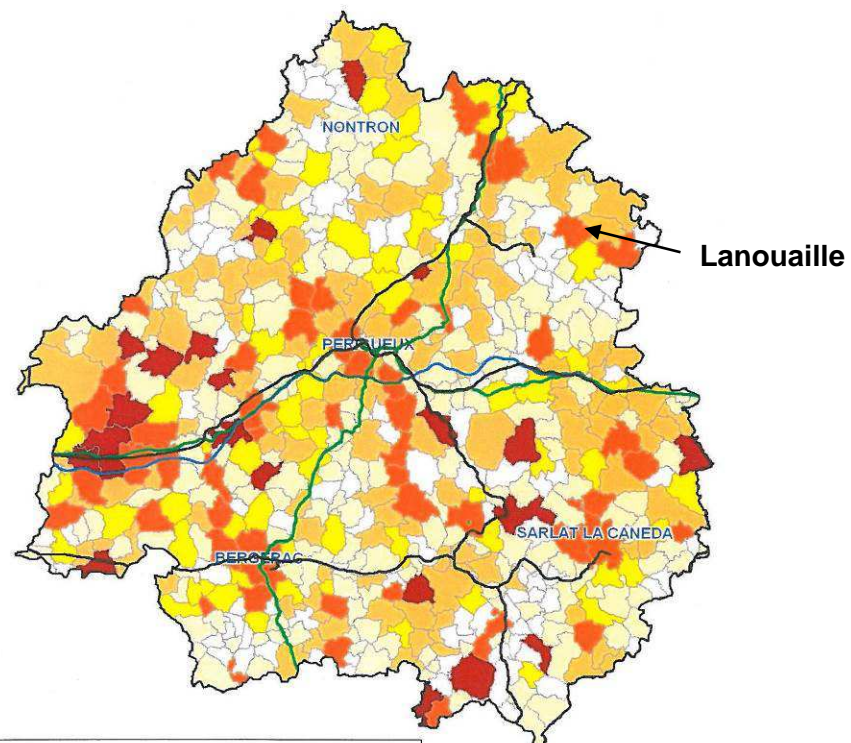


Atlas feu de forêt Dordogne

Carte N° 20b – Surfaces brûlées par commune



Surfaces brûlées par commune (2001-2007)



Atlas feu de forêt Dordogne

13.2 Sécurité routière

La commune est traversée par la RD 704 et la RD 707 classées routes à grande circulation par décret n° 2010-578 du 31/05/2010.

Six accidents ont été recensés sur ces routes entre 2006 et 2011 sur le territoire de la commune.

Le Code des collectivités territoriales donne au Maire les pouvoirs de police, c'est à dire « le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique » (articles L 2212.1 et 2). Le Maire, de par ses pouvoirs de police, prend des arrêtés de circulation : par des arrêtés motivés, il organise la circulation, le stationnement ... (articles L 2213.1 à 6)

Le Code de la route permet aux maires de fixer les limites d'agglomération c'est à dire « l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalés par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou le borde » (article R 110-2).

13.3 Nuisances sonores

RAS.

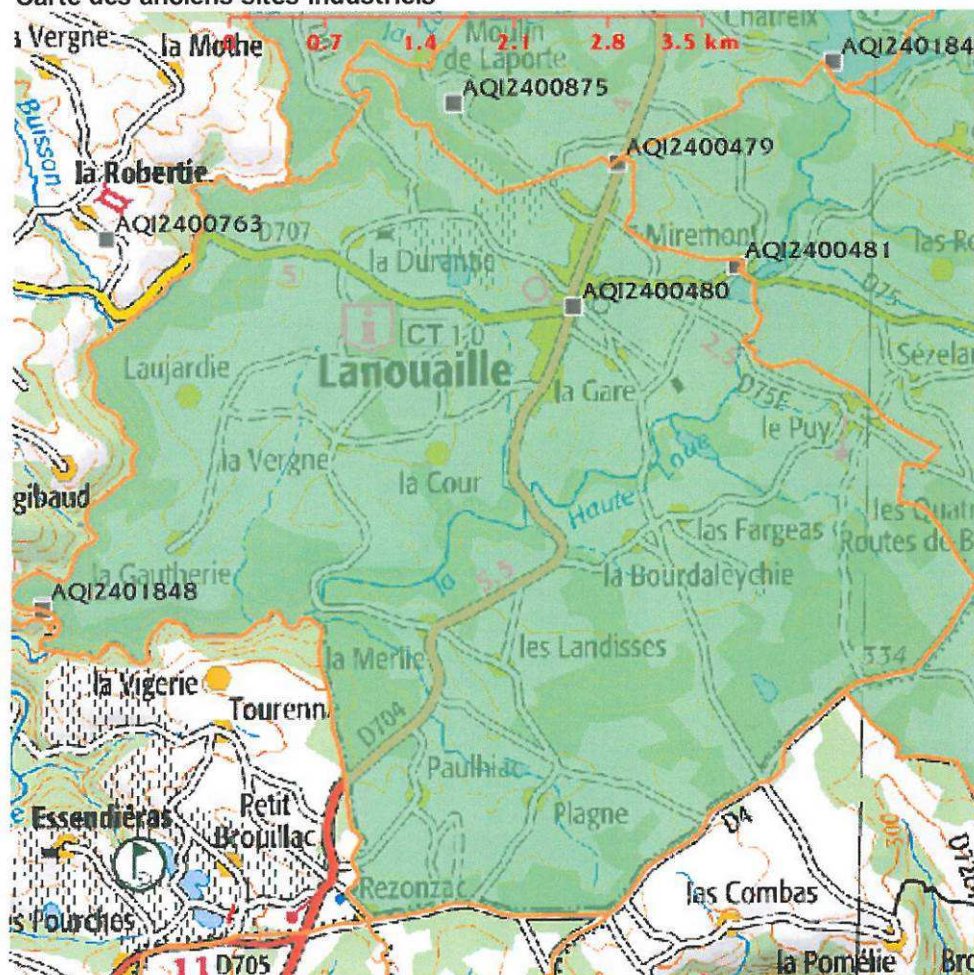
13.4 Recensement des sites et sols pollués

Suivant l'inventaire historique de sites industriels et activités de service du BRGM (bases de données BASOL et BASIAS), trois sites sont inventoriés sur la commune, il s'agit de :

- l'entreprise Lasternas Yves : station-service et Garage (N° AQI2400875)
- l'entreprise Andraud : usine produisant des extraits tanniques à l'usage de la Tannerie et de la Teinturerie. Activité terminée (N° AQI2400481)
- De l'entreprise Bouet Georges : dépôt de liquides inflammables. Activité terminée (N° AQI2400480).

Inventaire historique de sites industriels et activités de service

Carte des anciens sites industriels



Légende

-  Préfectures et sous-préfectures(*)
-  Limite des régions(*)
-  Limites des départements(*)
-  Limites des communes
- Autorisation IGN/BRGM n°8869
-  Sites Basol
-  Sites Basias (XY centre du site)
-  Sites Basias (XY adresse du site)
-  Communes avec sites non localisés
-  Scans IGN
-  Orthophotographies(*)

(*) Couche invisible à cette échelle

Couche interrogeable

Echelle de la carte

1 : 48 238

3^{ième} VOLET
EXPLICATION DES CHOIX RETENUS
EXPOSE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTES
ET IMPACT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE



14 EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

Secteur concerné	Justification	Surface totale en zone U (ha)	Potentiel de développement (ha)
Le bourg jusqu'à Peyre-Noire	<p>La volonté communale est de pouvoir permettre la construction de nouveaux logements dans le bourg tout en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limitant le développement linéaire - réduisant l'impact sur l'espace agricole et naturel - préservant les zones et secteurs humides <p>Projet de création d'un lotissement, avec une maîtrise foncière communale, dans la partie Nord du bourg.</p> <p>Le potentiel de développement dans le bourg correspond à une cinquantaine de lots.</p> <p>A noter la présence de plus d'une vingtaine de logements actuellement vacants dans le bourg.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : La révision de la carte communale permet de réduire sensiblement la consommation d'espace puisque le potentiel de développement a été diminué de 8.7 ha.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Renforcement et extension des réseaux à étudier pour le projet de lotissement communal et création de voies de desserte.</p>	49.6	8.3

	<p><u>Enjeux agricoles</u> : Sur les 8.3 ha ouverts à l'urbanisation, environ 20 % concerne des parcelles exploitées (correspond à 1.9 ha).</p> <p>La révision de la Carte Communale permet de réduire l'impact direct sur l'espace agricole exploité de 4 ha.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : Au niveau paysager le principal enjeu est de stopper le développement linéaire du bourg, notamment le long de la RD 704.</p> <p>Préservation d'une entrée (Est) du bourg, particulièrement sensible au niveau architectural et paysager.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Raccordement à l'assainissement collectif de la quasi-totalité des zones U du bourg.</p> <p>Préservation des zones humides (retour en zone naturelle de 1 ha situés dans la zone humide).</p> <p>Réduction de l'impact sur l'espace naturel de 5.1 ha au total.</p>		
--	--	--	--

Le Bourg Nord

Légende

Nouveau zonage

- Zone U
- Zone Ua

Zonage approuvé en 2012

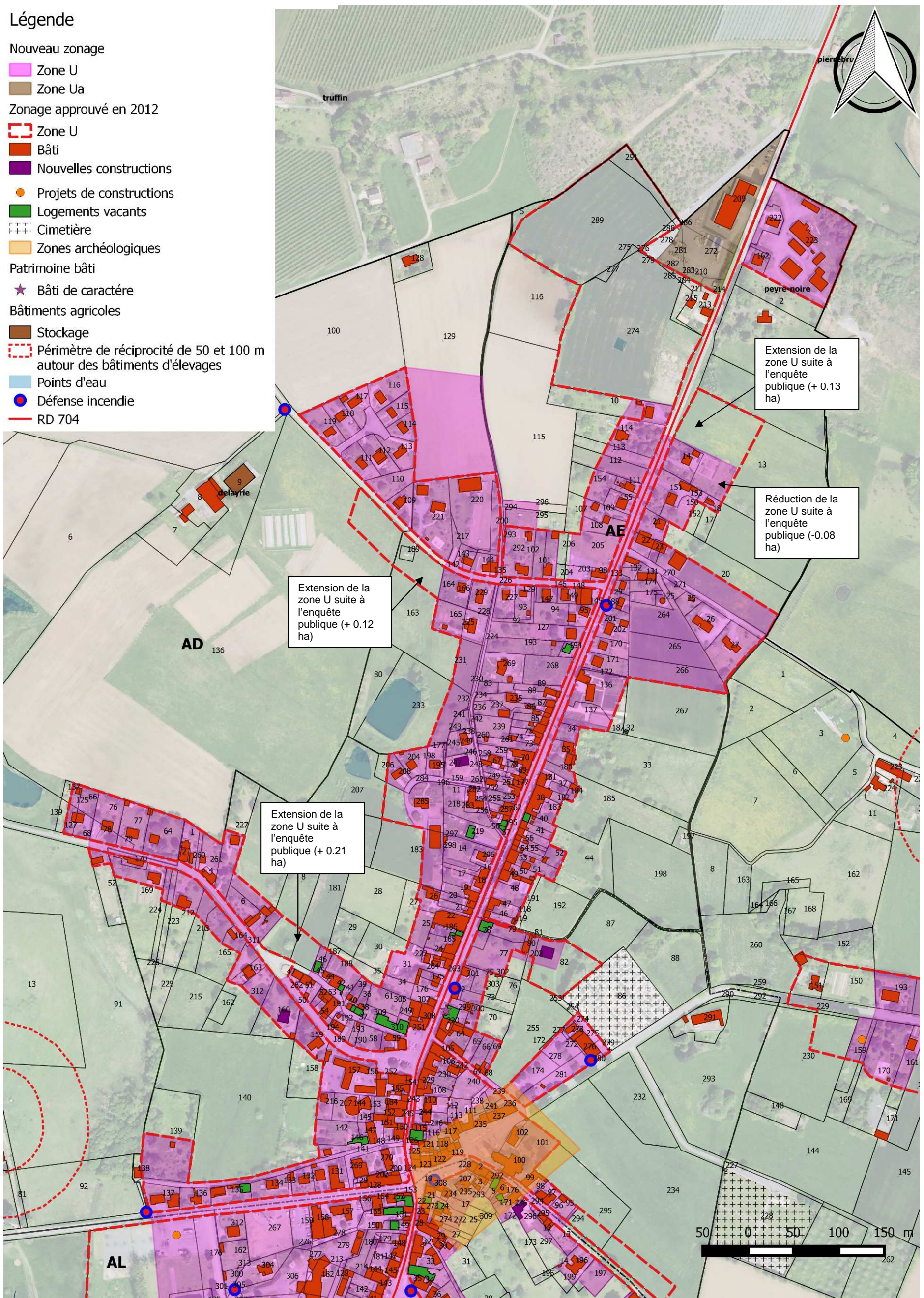
- Zone U
- Bâti
- Nouvelles constructions
- Projets de constructions
- Logements vacants
- Cimetière
- Zones archéologiques

Patrimoine bâti

- Bâti de caractère

Bâtiments agricoles

- Stockage
- Périmètre de réciprocity de 50 et 100 m autour des bâtiments d'élevages
- Points d'eau
- Défense incendie
- RD 704



Légende

Nouveau zonage

Zone U

Zone Ua

Potentiel de développement



Zonage approuvé en 2012

Zone U

Bâti

Nouvelles constructions

Projets de constructions

Logements vacants

Cimetière

Zones archéologiques

Patrimoine bâti

Bâti de caractère

Bâtiments agricoles

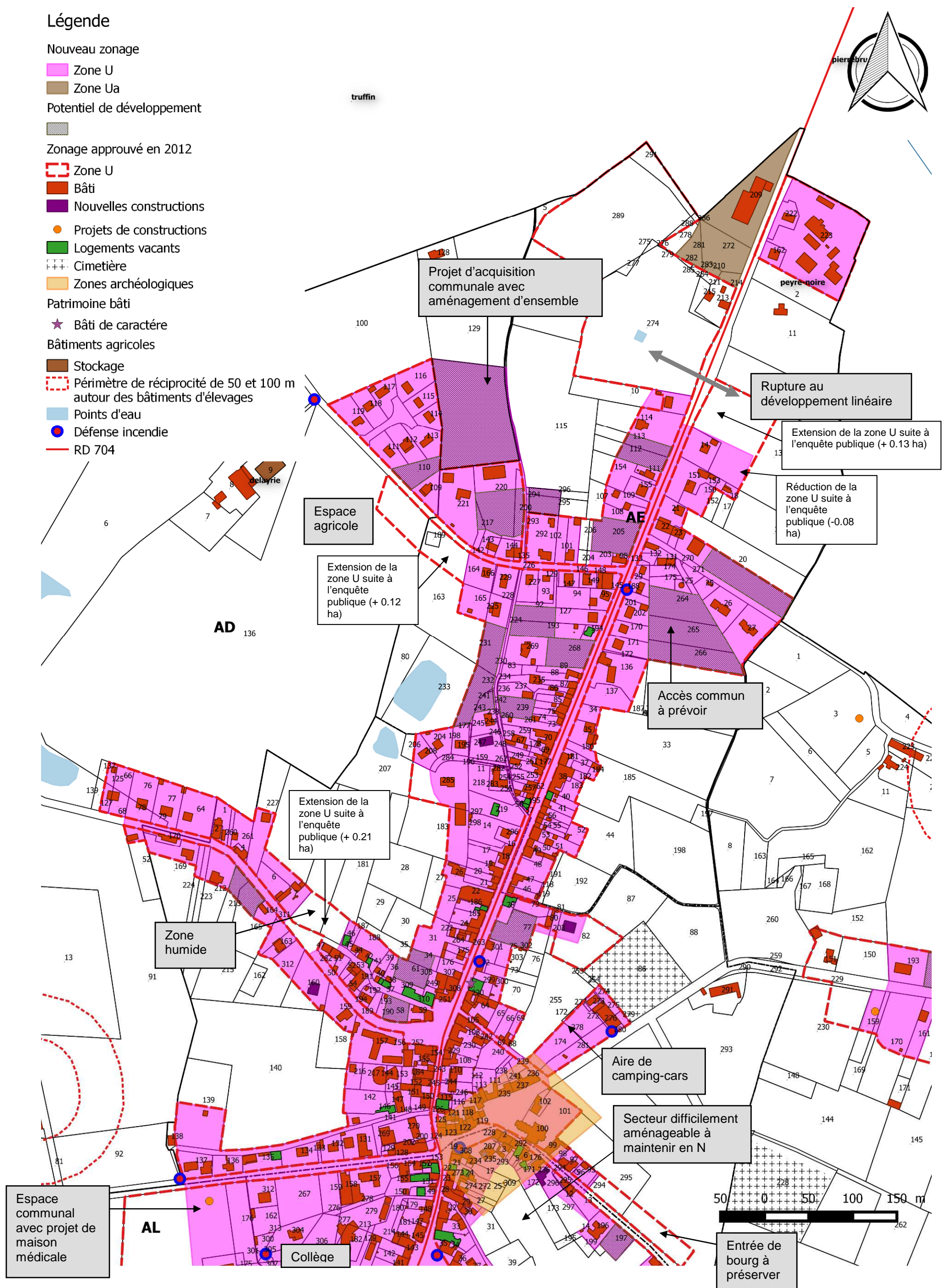
Stockage

Périmètre de réciprocité de 50 et 100 m autour des bâtiments d'élevages

Points d'eau

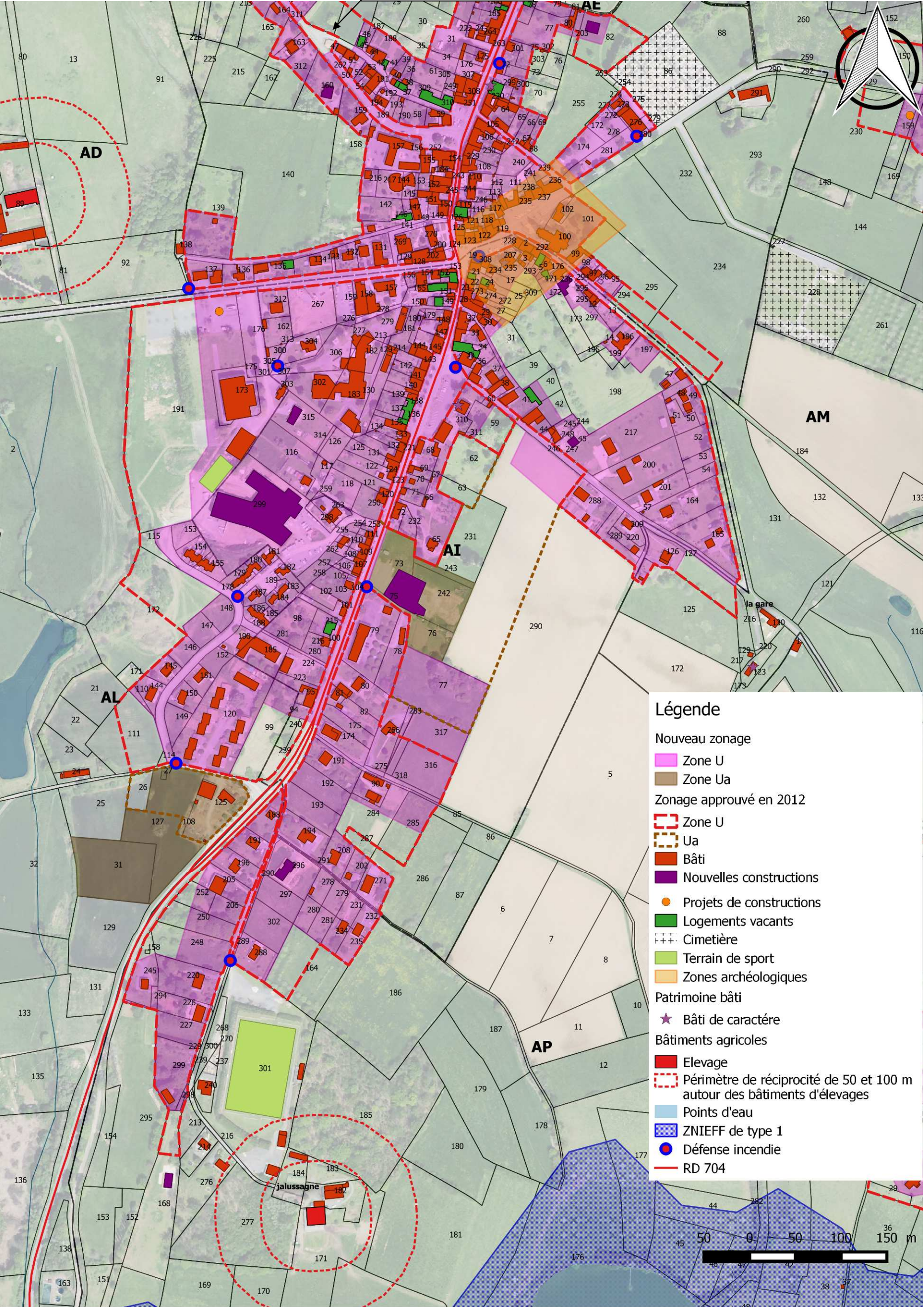
Défense incendie

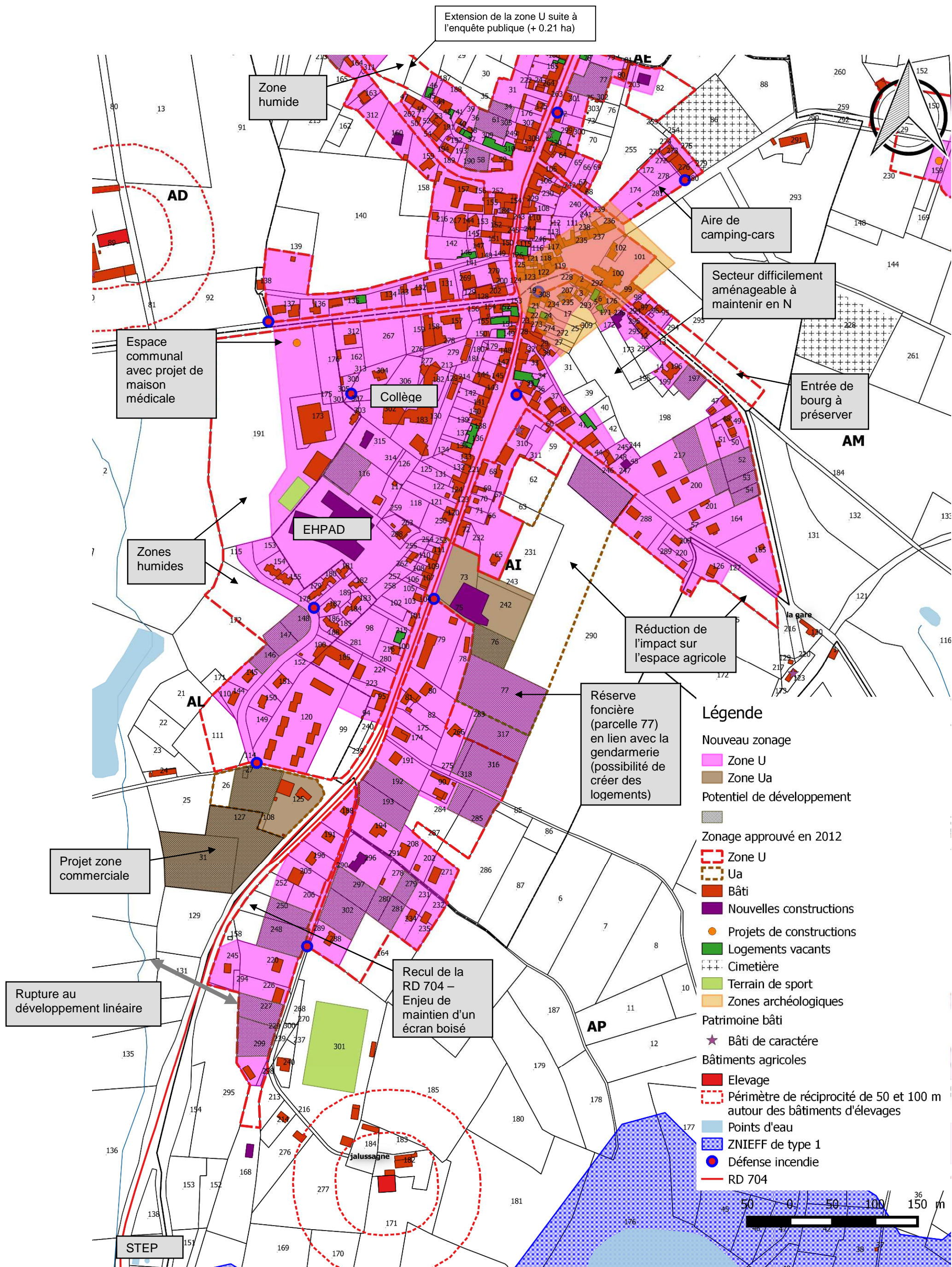
RD 704



Le Bourg Sud

Extension de la zone U suite à l'enquête publique (+ 0.21 ha)





Préconisations d'aménagement pour deux secteurs au nord du bourg

Légende

Nouveau zonage

Zone U

Préconisations d'aménagement

Voies d'accès

Création ou préservation de haies

Nouvelles constructions

RD 704

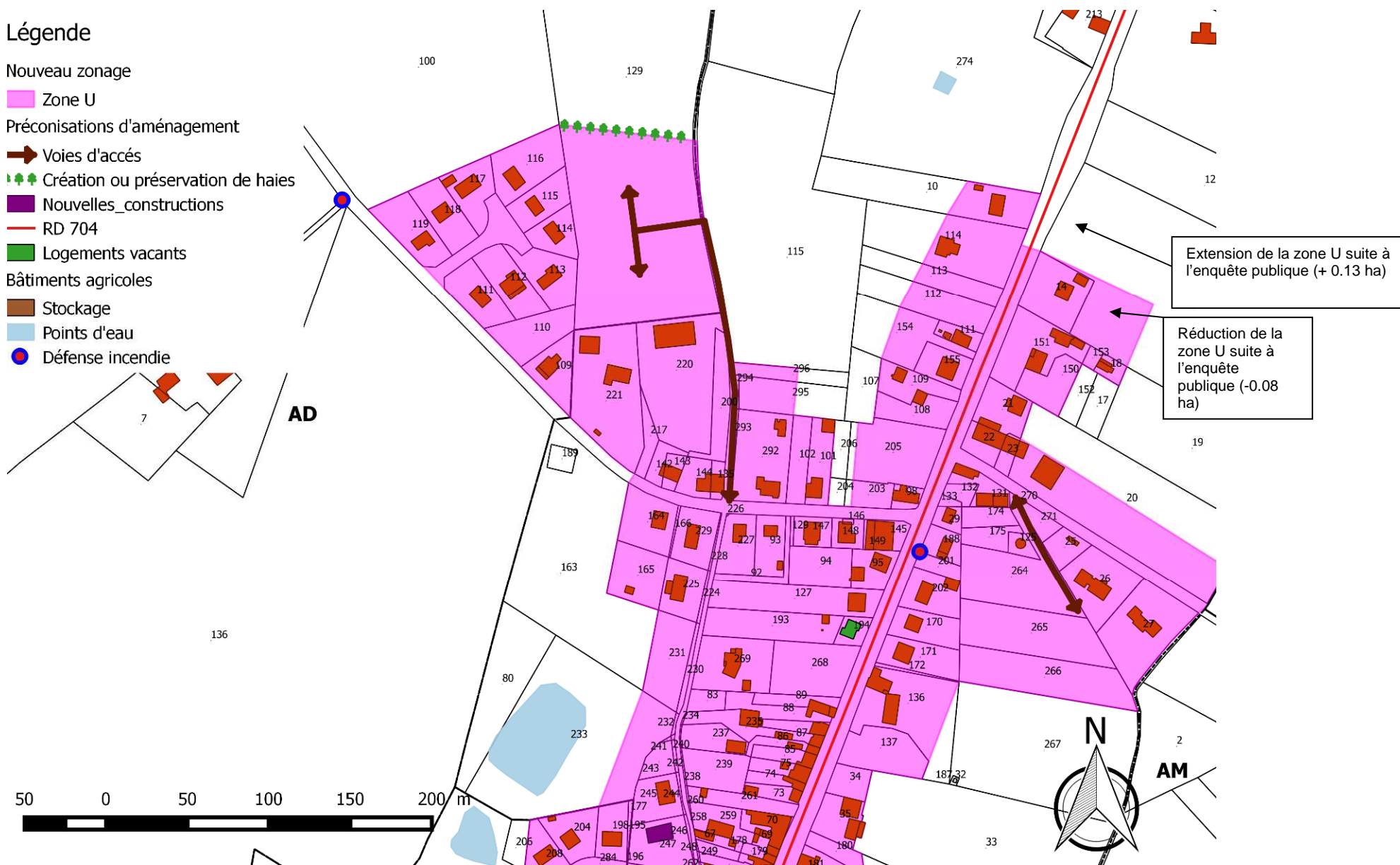
Logements vacants

Bâtiments agricoles

Stockage

Points d'eau

Défense incendie



Le Fonzaud	<p>Evolution sensible de la zone U en se limitant au bâti existant.</p> <p>Possibilité de créer trois nouveaux logements auxquels se rajoutent deux projets dont un en cours.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : La révision de la carte communale permet de réduire sensiblement la consommation d'espace dans ce hameau puisque le potentiel de développement a été diminué de 1.6 ha.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Défense incendie satisfaisante.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Sur les 0.5 ha ouverts à l'urbanisation, 0.2 ha sont exploités.</p> <p>La révision de la carte communale permet de réduire l'impact direct sur l'espace agricole exploitée de 0.4 ha.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : Hameau sans enjeux notables.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Réduction de l'impact sur l'espace naturel de 1.2 ha.</p>	2.6	0.5
------------	--	-----	-----

Légende

Nouveau zonage

Zone U

Potentiel de développement



Zonage approuvé en 2012

Zone U

Nouvelles constructions

RD 704

Projets de constructions

Logements vacants

Cimetière

Zones archéologiques

Patrimoine bâti

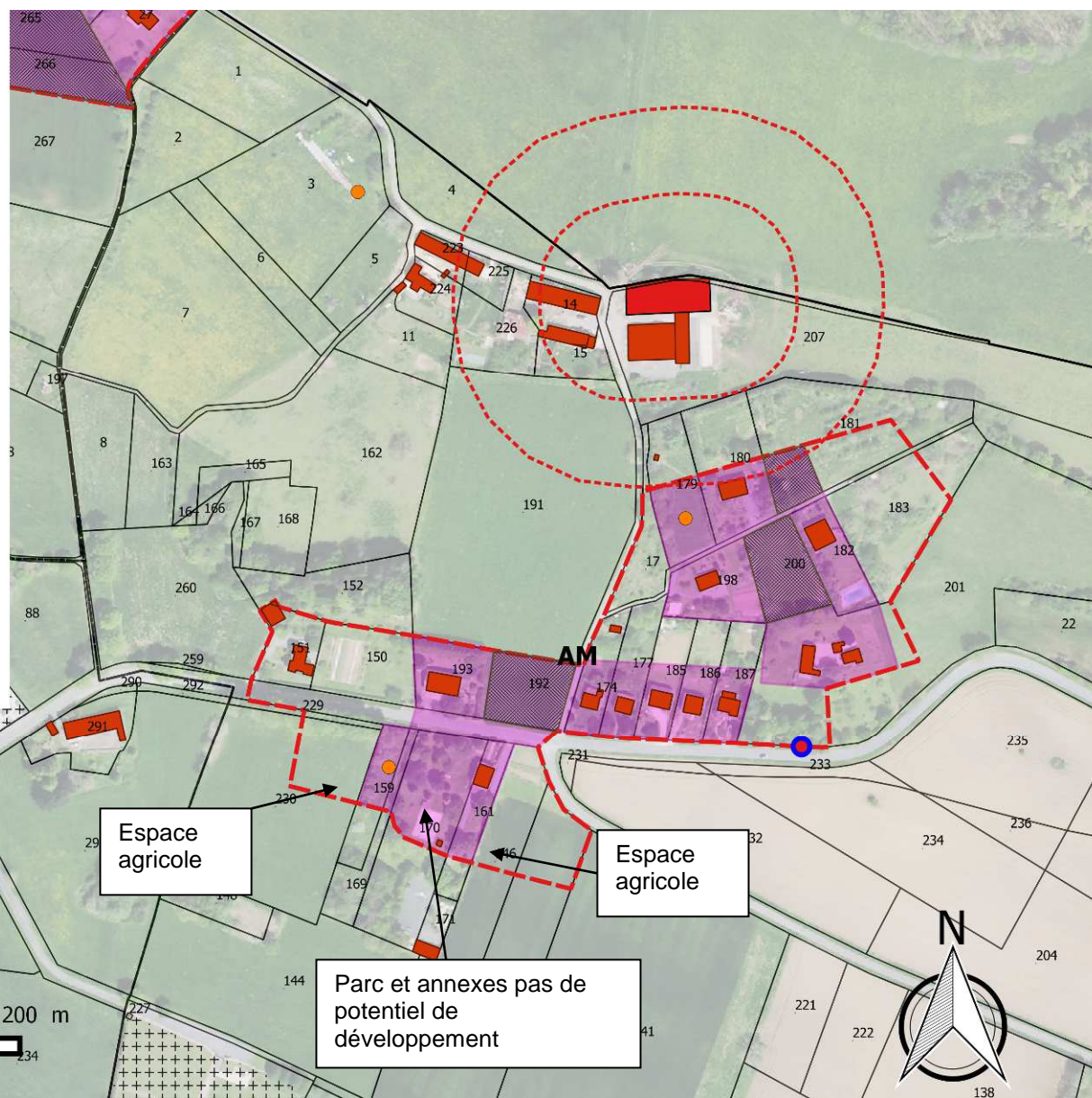
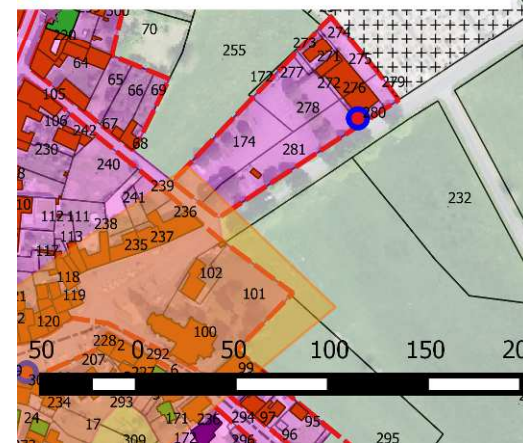
Bâti de caractère

Bâtiments agricoles

Elevage

Périmètre de réciprocité de 50 et 100 m
autour des bâtiments d'élevages

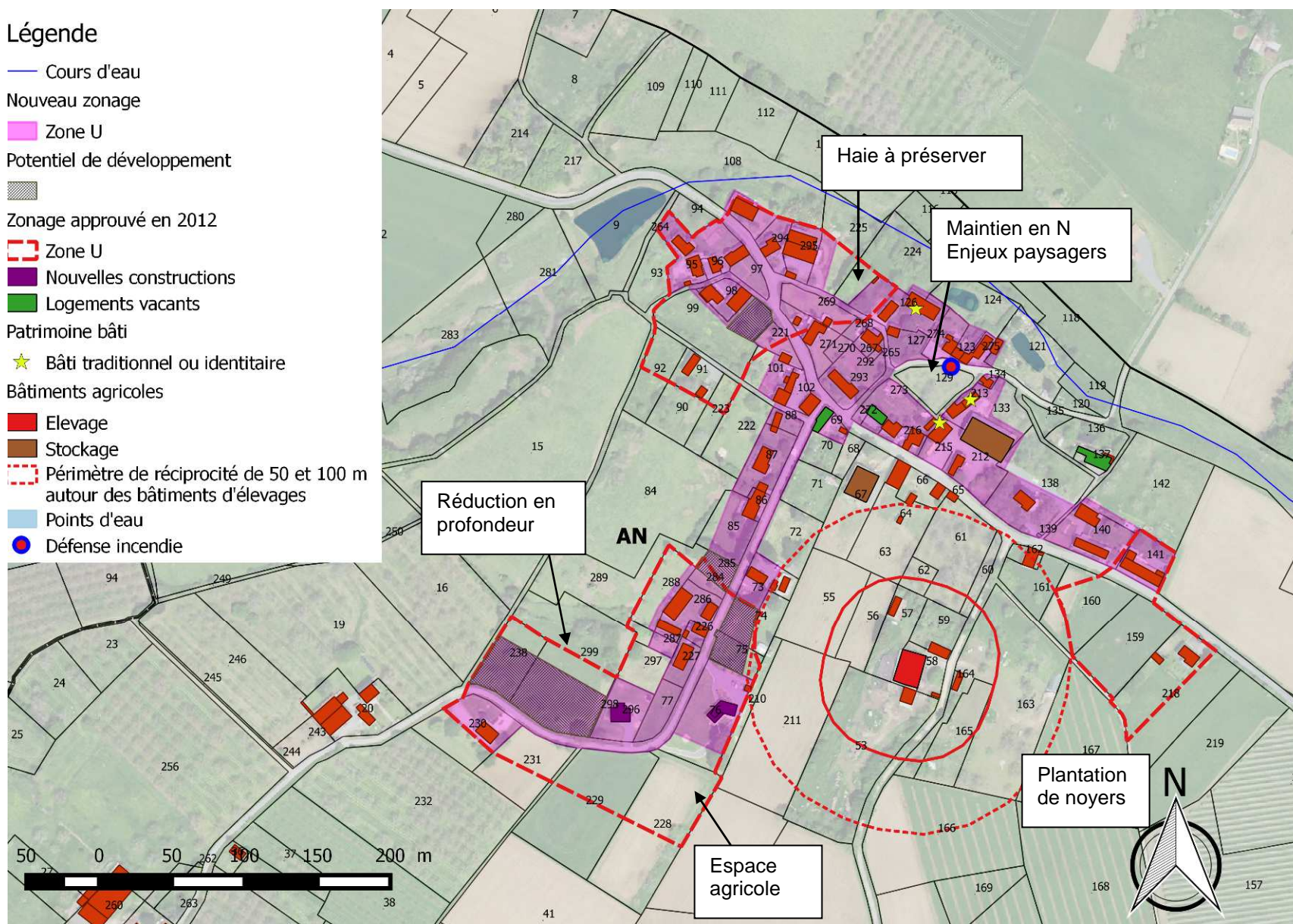
Défense incendie



Le Puy	<p>Tout comme le hameau de Fonzaud, évolution sensible de la zone U en se limitant au bâti existant.</p> <p>Possibilité de créer quatre nouveaux logements.</p> <p>Potentiel de réhabilitation de 3 logements vacants.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : La révision de la carte communale permet de réduire sensiblement la consommation d'espace dans ce hameau puisque le potentiel de développement a été diminué de 1.5 ha.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Défense incendie satisfaisante.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Les espaces ouverts à l'urbanisme ne sont pas exploités.</p> <p>La révision de la Carte Communale permet de réduire l'impact direct sur l'espace agricole exploité de 0.6 ha.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : Maintien en N de la parcelle 129 située au cœur du hameau et entourée de bâti traditionnel de caractère.</p> <p>Enjeux de préservation d'une haie située en limite des parcelles 224 et 225.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Réduction de l'impact sur l'espace naturel de 0.9 ha.</p>	4.4	0.5
--------	---	-----	-----

Légende

- Cours d'eau
- Nouveau zonage
- Zone U
- Potentiel de développement
- Zonage approuvé en 2012
- Zone U
- Nouvelles constructions
- Logements vacants
- Patrimoine bâti
- ★ Bâti traditionnel ou identitaire
- Bâtiments agricoles
- Elevage
- Stockage
- Périmètre de réciprocité de 50 et 100 m autour des bâtiments d'élevages
- Points d'eau
- Défense incendie



Las Fargeas	<p>Evolution sensible de la zone U en se limitant au bâti existant.</p> <p>Possibilité de créer 4 à 5 nouveaux logements.</p> <p>Potentiel de réhabilitation de 2 logements vacants.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : La révision de la carte communale permet de réduire sensiblement la consommation d'espace dans ce hameau puisque le potentiel de développement a été diminué de 2.1 ha.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Défense incendie et réseaux (eau et électricité) satisfaisants.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Pas d'impact sur l'espace agricole.</p> <p>Prise en compte des périmètres de réciprocité de 50 m autour des bâtiments d'élevage.</p> <p>La révision de la carte communale permet de réduire l'impact direct sur l'espace agricole exploité de 0.5 ha.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Réduction de l'impact sur l'espace naturel de 1.6 ha.</p>	2.4	0.6
-------------	--	-----	-----

La Bourdaleychie	<p>Création d'une zone U pour ce hameau très dense avec la présence d'un bâtiment d'élevage en périphérie.</p> <p>Potentiel de développement très limité sur la parcelle 83 et en lien avec le projet de construction d'un bâtiment d'artisan.</p> <p>Pas d'enjeux agricoles, naturels, paysagers ou architecturaux sur la parcelle concernée.</p>	0.7	0.1
------------------	--	-----	-----

Zonage approuvé en 2012

Nouvelles constructions


 Logements vacants

Bâtiments agricoles

 Elevage

 Périmètre de réciprocité de 50 et 100 m
autour des bâtiments d'élevages

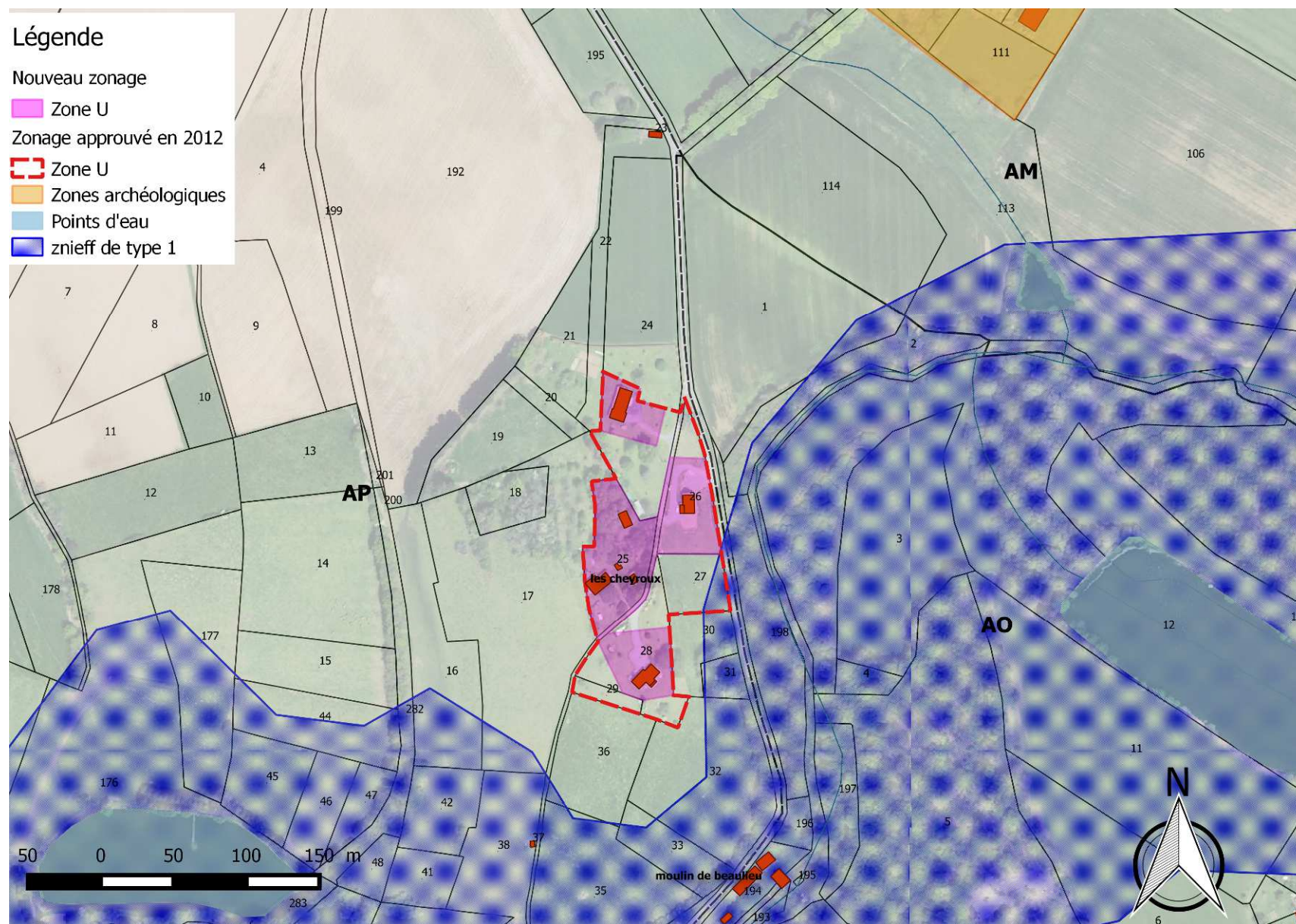
Points d'eau

 znieff de type 1

- Défense incendie



Les Cheyroux	Suppression du potentiel de développement de ce petit secteur bâti. Pas de défense incendie.	0.9	/
--------------	---	-----	---



Les Landisses et Chanteranne	<p>Evolution sensible de la zone U en se limitant au bâti existant.</p> <p>Possibilité de créer 2 à 3 nouveaux logements.</p> <p>Pas de logements vacants.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : La révision de la carte communale permet de réduire sensiblement la consommation d'espace dans ce hameau puisque le potentiel de développement a été diminué de 2.4 ha.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Défense incendie située dans la zone d'activité économique à 300 m environ au nord du hameau. Réseaux (eau et électricité) satisfaisants.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Les parcelles potentiellement urbanisables ne sont pas exploitées.</p> <p>La révision de la Carte Communale permet de réduire l'impact direct sur l'espace agricole exploité de 0.8 ha.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : Les parcelles potentiellement urbanisables ne sont pas boisées.</p> <p>La révision de la Carte Communale permet de réduire l'impact direct sur l'espace boisé de 0.5 ha.</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : Point de vue paysager remarquable depuis la parcelle 305.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Réduction de l'impact sur l'espace naturel de 1.6 ha.</p>	4.3	0.5
------------------------------	---	-----	-----

Légende

— Cours d'eau

Nouveau zonage

Zone U

Zone Ua

Potentiel de développement



Zonage approuvé en 2012

Zone U

Ua

Nouvelles constructions

RD 704

Projets de constructions

Logements vacants

Patrimoine bâti

★ Bâti de caractère

Point de vue paysager

Périmètre de réciprocité de 50 et 100 m
autour des bâtiments d'élevages

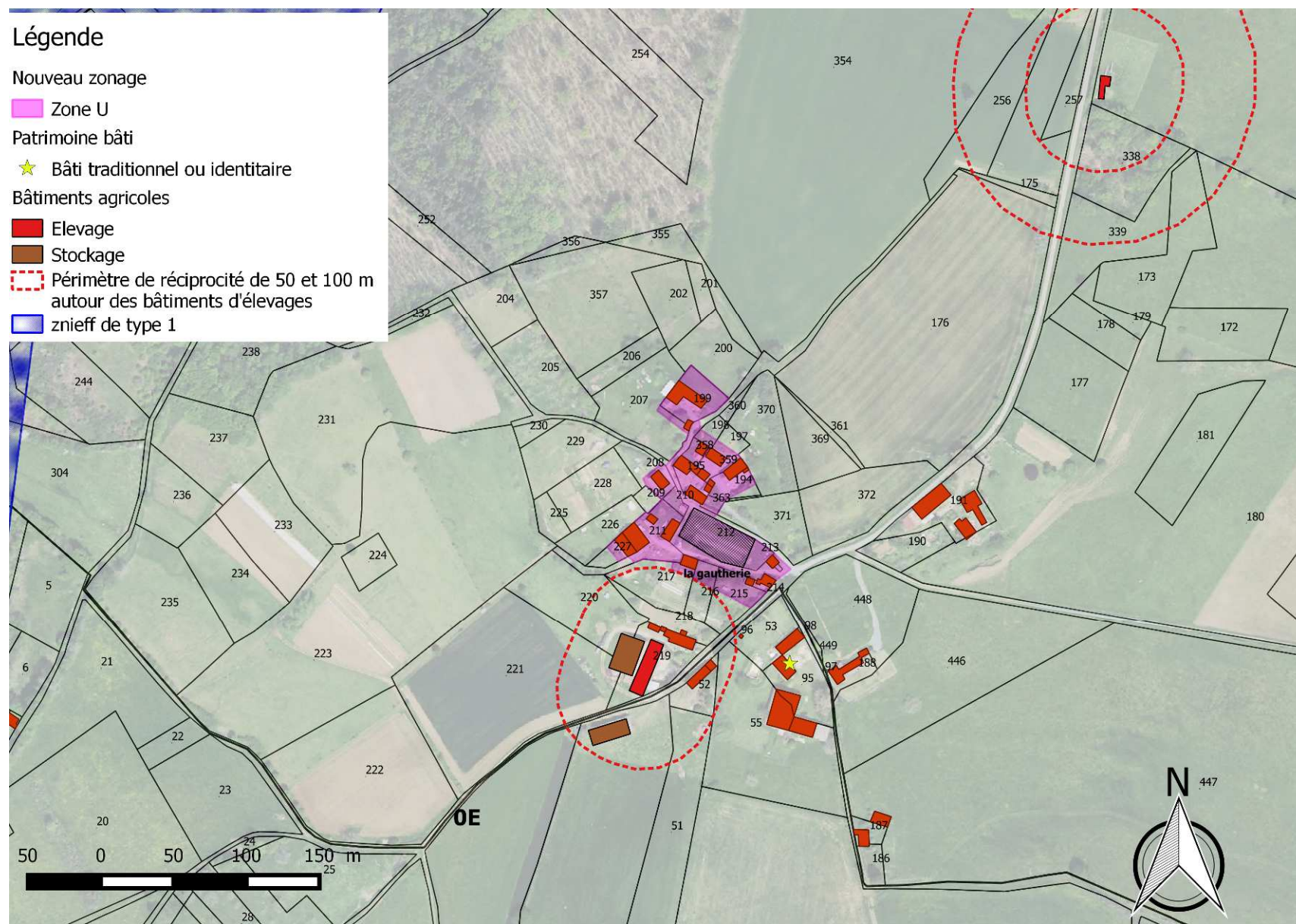
Points d'eau

● Défense incendie



Pauilhac	<p>Pas d'évolution apportée au zonage, si ce n'est une réduction de quelques mètres de la zone U pour qu'elle se situe au-delà du périmètre de réciprocité de 50 m d'un bâtiment d'élevage.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : Potentiel pour deux lots sur les parcelles 266 et 267.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Réseaux (eau et électricité) satisfaisants.</p> <p>Défense incendie à créer.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Sur les 0.3 ha ouverts à l'urbanisation, 0.2 ha sont exploités.</p> <p>Activité équestre en cours de développement dans ce hameau.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : Point de vue paysager remarquable depuis les parcelles 83 et 84.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Non</p>	1.5	0.3
----------	---	-----	-----

La Gautherie	<p>Création d'une zone U pour ce hameau en ouvrant la possibilité d'une construction en densification sur la parcelle 212.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : Potentiel pour 1 lot au cœur du hameau.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Réseaux (eau et électricité) satisfaisants.</p> <p>Défense incendie à créer.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : La parcelle concernée par le projet de construction est cultivée, néanmoins les enjeux agricoles sont faibles du fait de son enclavement dans le tissu urbanisé.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : Hameau homogène avec du bâti de caractère.</p> <p>La construction à venir devra respecter les caractéristiques de l'architecture locale.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Non</p>	0.8	0.1
--------------	---	-----	-----



Laujardie	Création d'une zone U pour ce hameau sans pour autant permettre son développement. Potentiel de réhabilitation d'un logement vacant. Défense incendie à créer pour ce hameau.	0.6	/
-----------	---	-----	---

La Vergne	<p>Réduction sensible de ce secteur en dynamique de développement en se limitant au bâti existant.</p> <p>Potentiel pour 3 lots.</p> <p>Secteur en dynamique de développement avec deux constructions récentes.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : La révision de la Carte Communale permet de réduire la consommation d'espace de 0.9 ha.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Défense incendie et réseaux (eau et électricité) satisfaisants.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Pas de consommation d'espace agricole.</p> <p>Réduction de l'impact sur l'espace agricole de 0.4 ha.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p>Réduction de l'impact sur l'espace boisé de 0.4 ha.</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p>	1.4	0.5
-----------	---	-----	-----

Légende

— Cours d'eau

Nouveau zonage

Zone U

Potentiel de développement



Zonage approuvé en 2012

Zone U

Nouvelles constructions

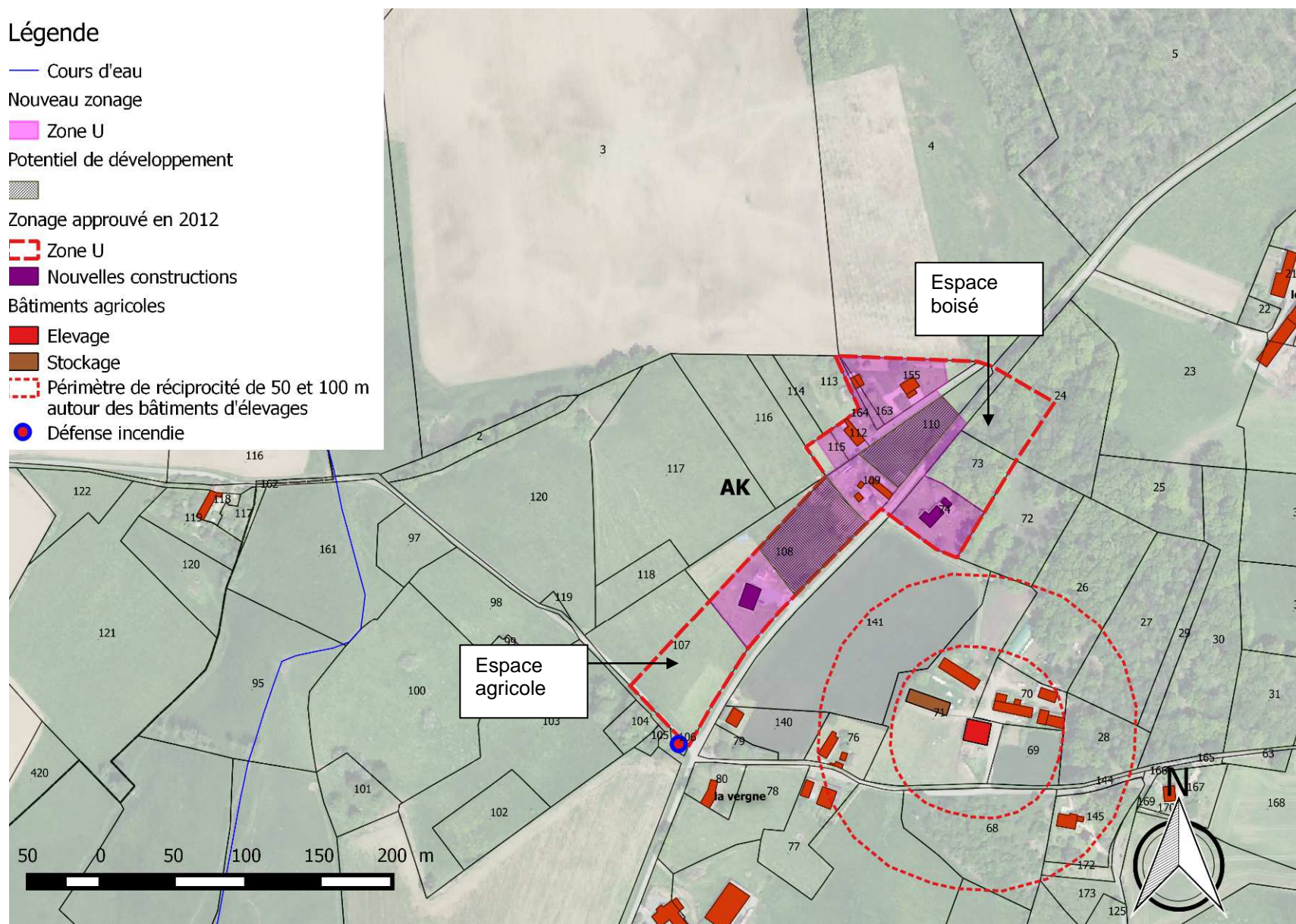
Bâtiments agricoles

Elevage

Stockage

Périmètre de réciprocité de 50 et 100 m
autour des bâtiments d'élevages

Défense incendie

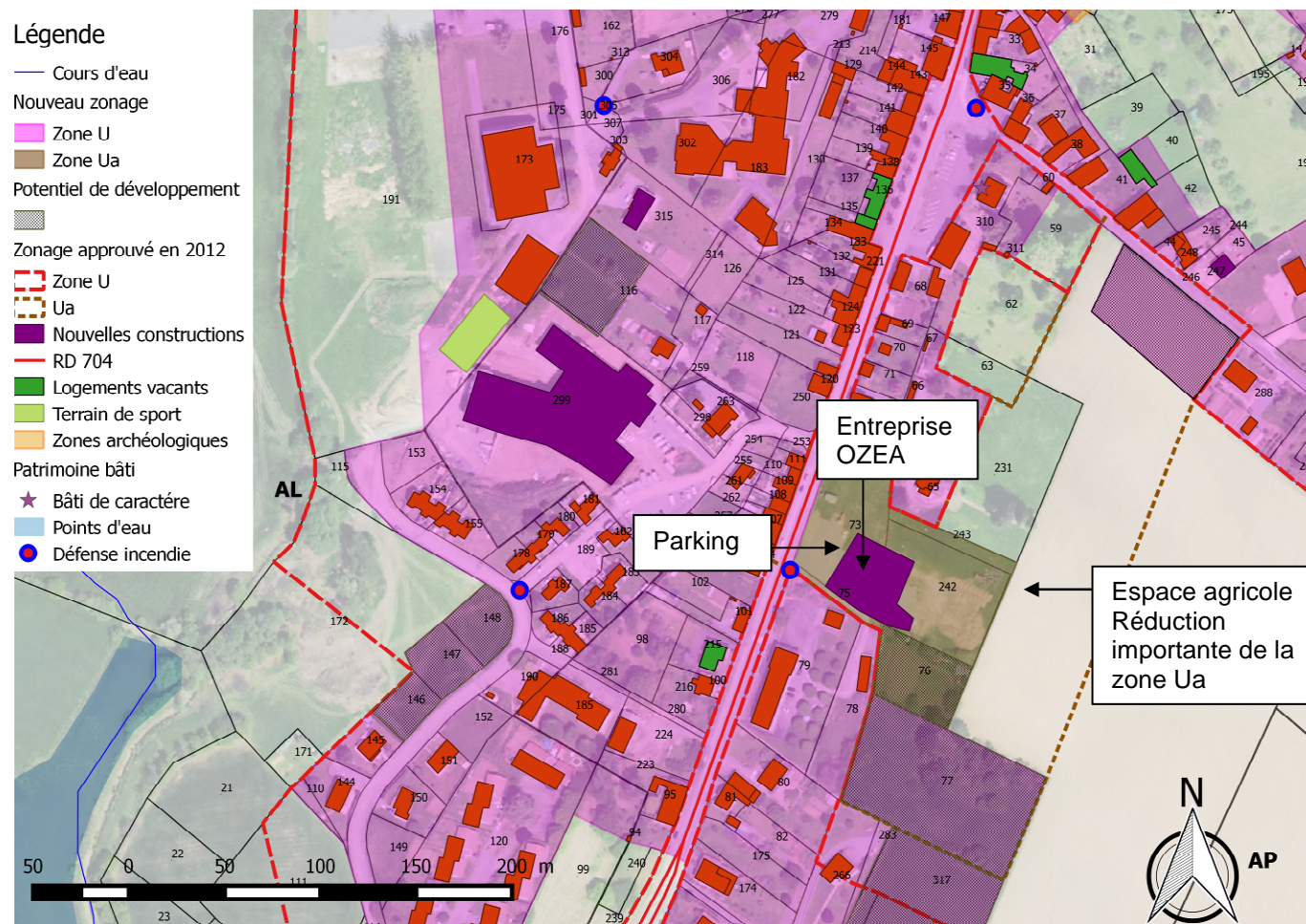


TOTAL	Zone U 69.2 ha	Potentiel de développement 11.4 ha
--------------	--------------------------	--

Le potentiel de développement pour la création de logements porte sur **11.4 ha**. Cette surface est cohérente avec les objectifs de développement et la surface calculée pour la commune de Lanouaille.

Les zones d'activités économiques : 4 secteurs concernés dont 2 dans le bourg.

Zone Ua du bourg centre



Potentiel urbanisable : 0.20 ha.
Compte tenu de l'implantation de l'entreprise OZEA au centre de la zone Ua, le potentiel de développement semble difficilement utilisable par une autre entreprise que celle déjà en place.

Consommation d'espace :
Réduction du potentiel de développement de 1.70 ha.

Impact sur les finances publiques :
Défense incendie et réseaux (eau et électricité) satisfaisants.

Enjeux agricoles : Pas de consommation d'espace agricole cultivé.
Réduction de l'impact sur l'espace agricole exploité de 1.4 ha.
0.3 ha exploités sont passés en zone U.
Enjeux forestiers : non

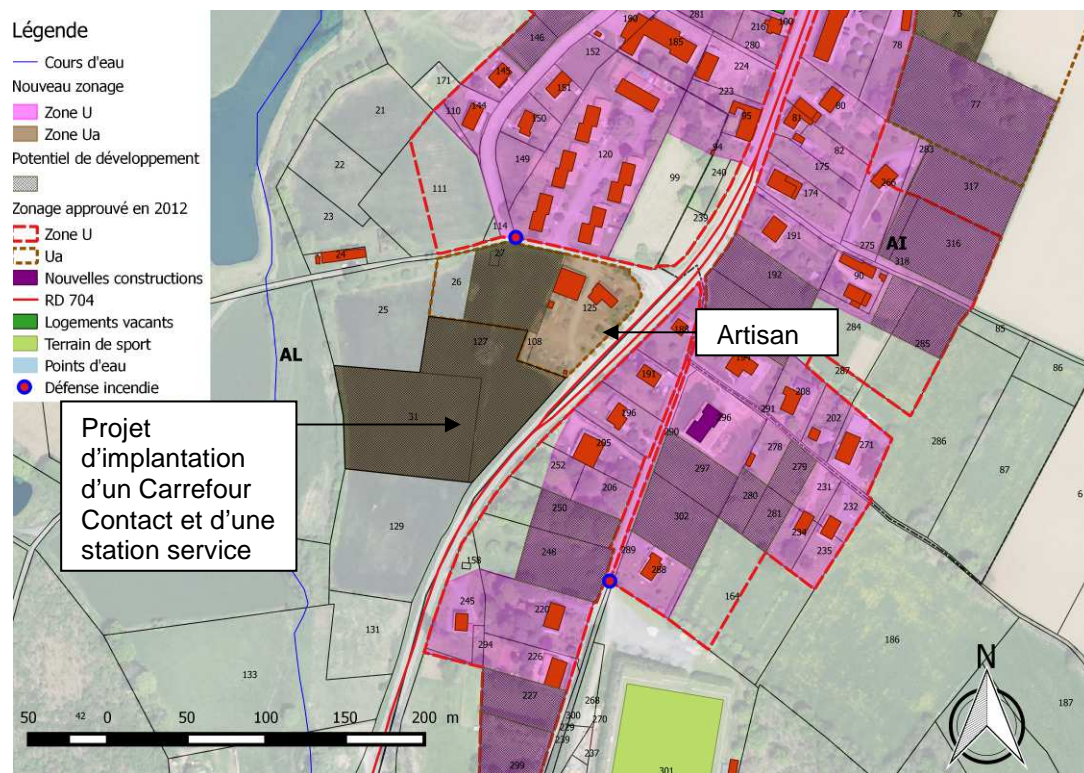
Enjeux architecturaux et paysagers : non

Enjeux sur les espaces naturels : non

Zone Ua de l'entrée sud du bourg

Projet d'implantation d'un Carrefour Contact sur 671 m² de surface de vente au démarrage et avec un objectif d'atteindre 887 m² à moyen terme. Une station-service est également prévue dans le projet.

La zone U a été fortement conditionnée par les disponibilités foncières de ce secteur.



liées au magasin et à la station-service (1 à 2 nouveaux poteaux prévus).

Intégration paysagère : plantations d'arbres prévues sur le parking et à l'arrière du magasin.

Enjeux sur les espaces agricoles et naturels : il s'agit d'une prairie sans enjeu (espace non cultivé). Le projet se situe au-delà de la zone humide.

Nombre de places de parking prévu : 40 à 50 places.

Clientèle visée : L'étude de marché a démontré que le magasin pourra répondre à une clientèle de proximité qui aujourd'hui doit se ravitailler dans 3 zones de chalandise éloignées. A cette clientèle locale pourra se rajouter la clientèle de passage (flux important sur la RD 704 classée route à grande circulation).

Surface concernée par le projet : 1.20 ha de prairies non exploitées.

Accès : tourne à gauche existant depuis la RD 704. Projet d'élargissement (sur 2 m environ) de la voie communale depuis laquelle se fera l'accès au magasin (voir projet d'aménagement ci-après).

Assainissement : possibilité de se raccorder au réseau d'assainissement collectif

Eaux pluviales : possibilité également de se raccorder au réseau existant.

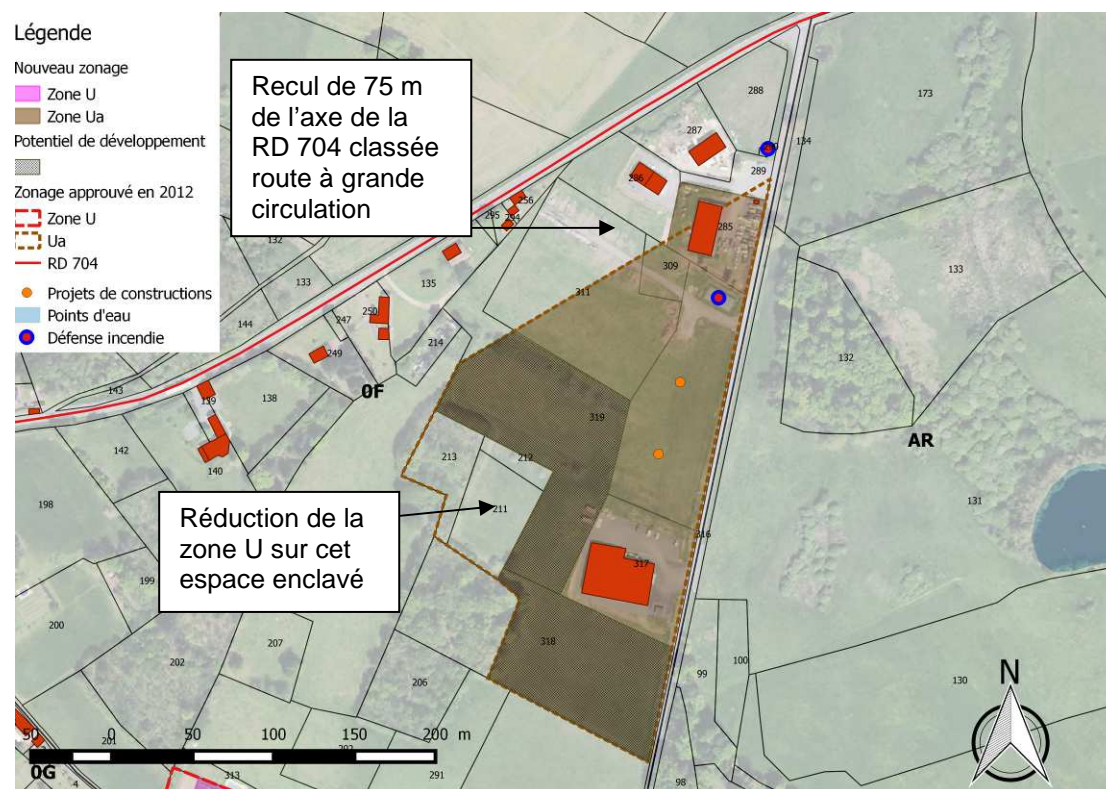
Défense incendie : renforcement prévu à la charge du porteur de projet compte tenu des normes spécifiques



Zone Ua située au nord des Landisses et à proximité de la RD 704

Cette zone d'activité économique est gérée par l'intercommunalité.

Deux projets d'implantation de nouvelles activités sont en cours (correspond aux lots 5 et 6 du schéma d'aménagement ci-après).



Potentiel urbanisable : 1.70 ha.

Correspond à trois lots potentiels (voir schéma d'aménagement ci-après).

Consommation d'espace : Réduction du potentiel de développement de 0.5 ha.

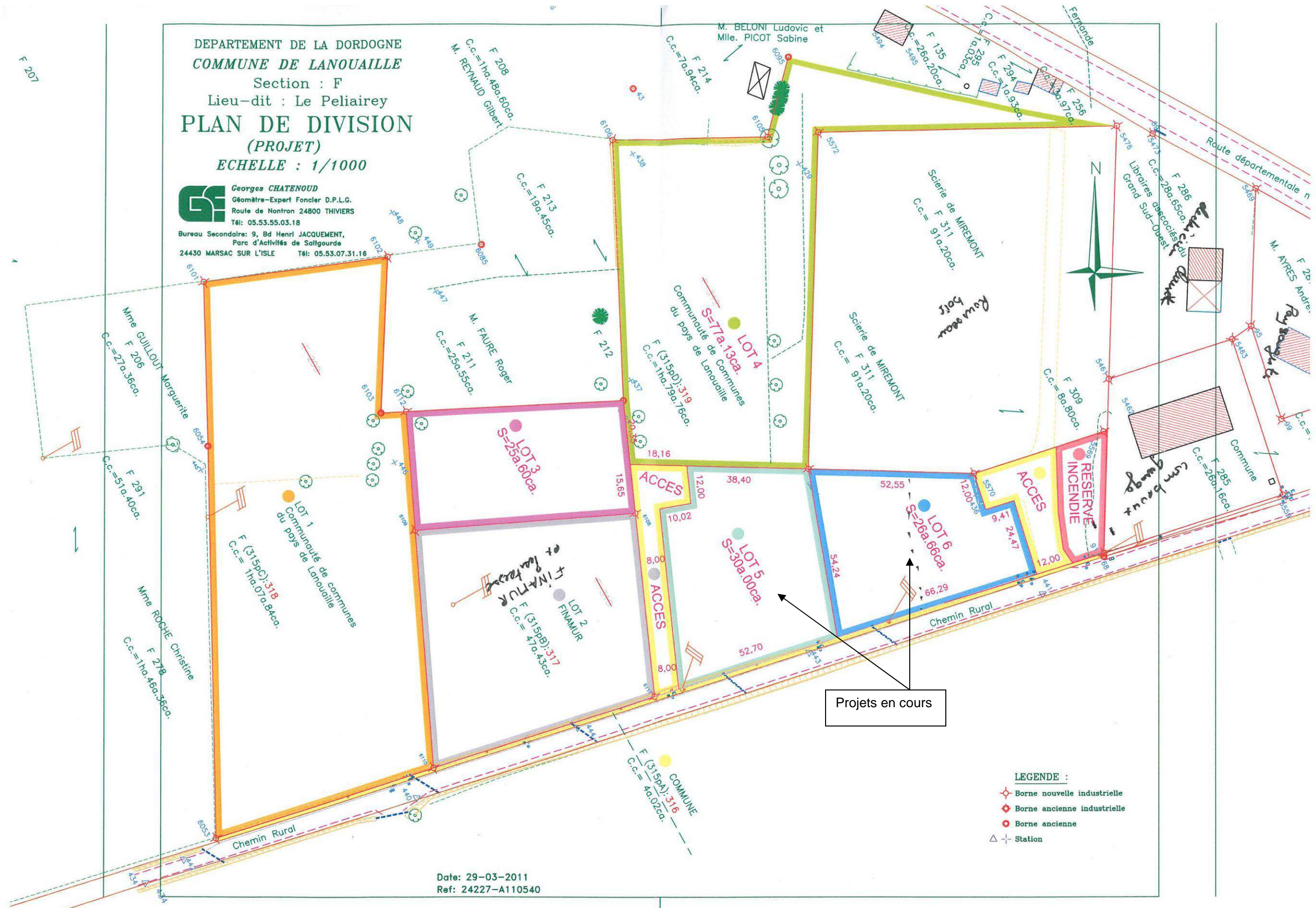
Impact sur les finances publiques : Défense incendie et réseaux (eau et électricité) satisfaisants.

Enjeux agricoles : Pas de consommation d'espace agricole cultivé.

Enjeux forestiers et naturels : non.
Retrait d'un boisement de la zone Ua sur une superficie de 0.2 ha.

Enjeux architecturaux et paysagers : non

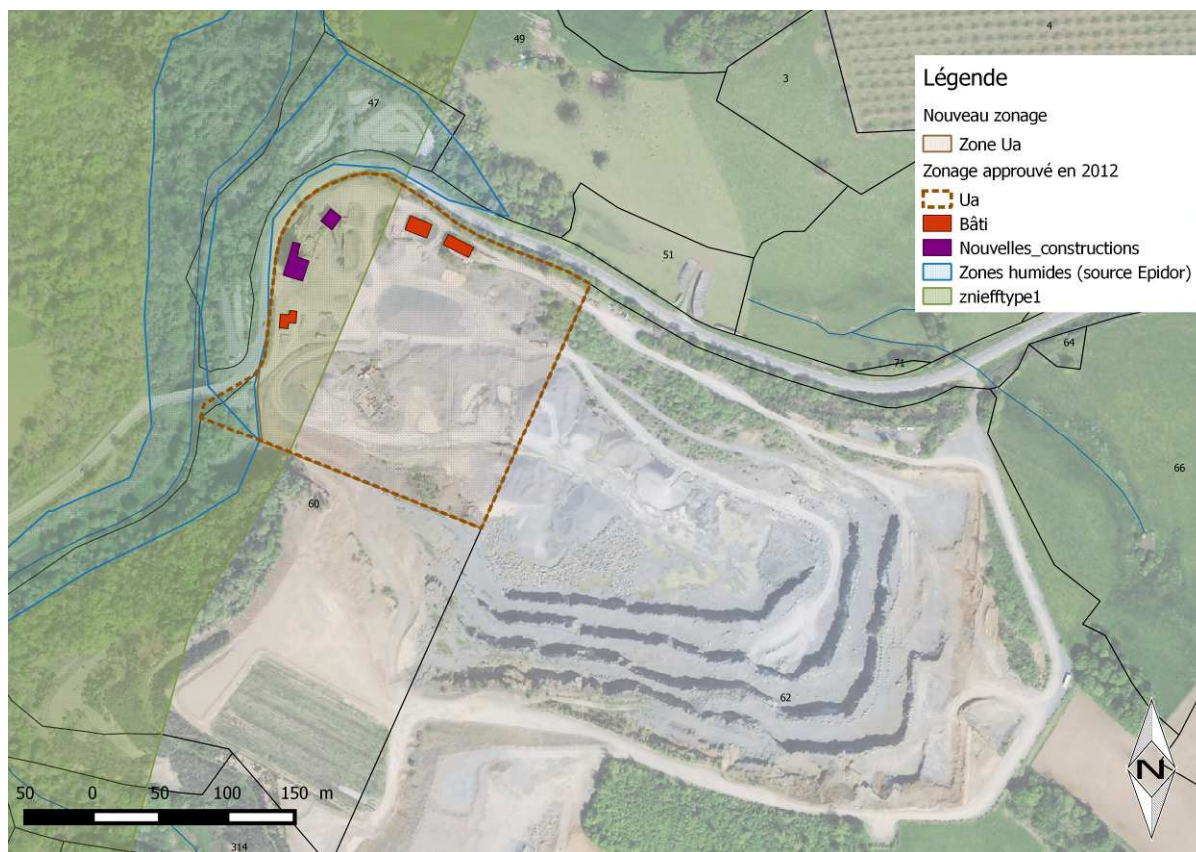
Schéma d'aménagement de la zone d'activité économique intercommunale



Zone Ua liée à la carrière des Gouleys

La zone Ua permet la réalisation des constructions liées à l'exploitation de la carrière.

Le zonage n'a pas évolué si ce n'est une réduction de quelques ares sur la pointe sud-ouest.



Zone Uapv liée au projet d'implantation de panneaux photovoltaïques au sol

Historique du projet et de la première analyse des enjeux environnementaux

Le projet de centrale au sol photovoltaïque de 10 MWc, au lieu-dit La Lande du Courant sur la commune de Lanouaille, a été amorcé en 2010, et présenté au guichet unique de la Direction Départementale des Territoires de la Dordogne, en charge d'un examen collégial préalable des dossiers de ce type. Un avis d'opportunité favorable a été émis le 15 décembre 2010 par la Préfecture, suivi par le lancement d'une étude d'impact sur la zone considérée.

(Source : générale du Solaire)

Résultat des enjeux environnementaux d'après une étude réalisée en 2010-2011 (source générale du Solaire) :

L'aire d'étude du projet est occupée sur près des deux tiers par des boisements. Des landes (lande à Fougère aigle, lande à Brande et Ajonc nain, lande à Bruyère à quatre angles) sont aussi présentes.

L'étude et les observations écologiques ont mis en valeur que les boisements et les friches arbustives sur l'emprise du projet, formés par des taillis essentiellement de châtaigniers, forment un habitat banal d'un intérêt limité. Ils n'ont qu'une valeur floristique. Seul un secteur d'environ 1 ha, occupé par une lande à Bruyère à quatre angles, situé à l'ouest de la zone considérée, a été recensé comme habitat d'intérêt communautaire. De même, les espèces floristiques et faunistiques sont apparues globalement banales, en particulier au niveau des boisements. la lande à Ajonc nain et Brande, la lande à Bruyère à quatre angles et les prairies constituent un territoire de chasse pour le Busard Saint Martin et l'Engoulement d'Europe, sans que ces espèces ne nichent sur le site. L'aire d'étude n'intervient pas dans le fonctionnement écologique des espaces recensés en "ZNIEFF" : la vallée de la Haute Loue au Nord et la vallée de l'Auvézèze au Sud.



-  Aire d'étude rapprochée
-  Lande à Bruyère à quatre angles : Habitat d'intérêt communautaire et zone humide
-  Prairie humide : Zone humide
-  Territoire de chasse du Busard Saint Martin et de l'Engoulement d'Europe
-  Pic noir

Figure 1 - Intérêts écologiques recensés

Le nouveau périmètre retenu

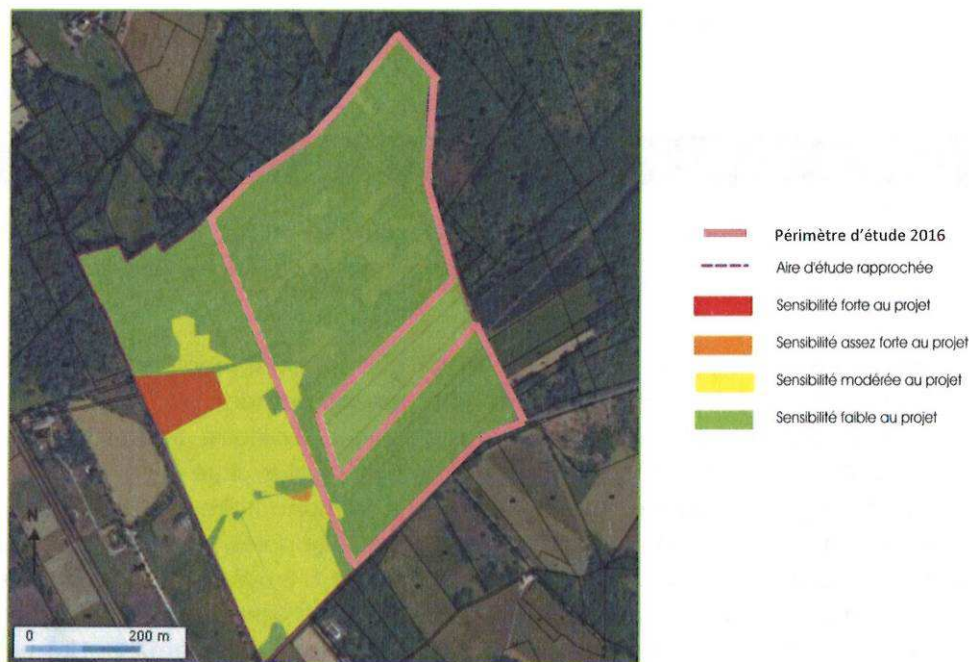
Au regard du constat sur les habitats, sur les espèces et sur la fonctionnalité écologique, la sensibilité du site au projet est apparue globalement moyenne.

Une nouvelle réflexion a conduit à un changement d'assiette du projet de centrale solaire au sol, afin d'éviter les secteurs à forte, assez forte ou moyenne sensibilité recensée (respectivement en rouge, orange et jaune sur la figure 2 ci-après), et de correspondre également à l'évolution de la maîtrise foncière du projet depuis 2010.

Ce nouveau périmètre d'étude, d'une superficie de 20 ha environ, permet de développer une centrale photovoltaïque au sol de puissance globale similaire au projet initial de 10 MWc, et ce sur un terrain où le milieu naturel présente d'après la première étude menée en 2010-11, une sensibilité faible.

Une approche de compensation de boisement a été engagée dès 2011 avec un organisme forestier (La CAFSA) pour pouvoir compenser les surfaces susceptibles de faire l'objet d'une demande de défrichement.

Le périmètre actuel considéré pour implanter la centrale photovoltaïque est illustré sur la Figure 2.



Une étude finalisée en septembre 2016 apporte des éléments précis sur le contexte environnemental du site :

Les chapitres qui vont suivre reprennent les caractéristiques essentielles permettant d'analyser précisément la sensibilité du site sachant que l'étude complète est annexée au présent rapport.

Flore, faune et milieux naturels

Hormis la parcelle de cultures intensives, l'emprise du projet est occupée par des boisements et des landes.

Les boisements sont formés par des taillis, essentiellement de châtaignier, qui peut être accompagné par le chêne pédonculé et le Bouleau verruqueux. Cet habitat possède une faible valeur patrimoniale.

D'autres types de boisements, couvrant une assez faible surface, sont présents : bétulaie mésophile, boisement mixte, plantation d'Epicéas ; ils présentent une faible valeur patrimoniale.

Quelques boisements humides sont aussi à relever : fourrés de Saule roux, taillis de Bouleau et de Saule roux. Ils constituent des zones humides au regard de l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 et possèdent une valeur patrimoniale moyenne.

Les landes sont de plusieurs types :

- la lande mésophile à Fougère aigle et Molinie bleue, de faible valeur patrimoniale ;
- la lande humide à Molinie bleue, zone humide de valeur patrimoniale moyenne ;
- la lande mésophile à Brande et Ajonc nain, habitat d'intérêt communautaire, de forte valeur patrimoniale ;
- la lande humide à Bruyère à quatre angles, zone humide, habitat d'intérêt communautaire, de forte valeur patrimoniale.

A noter la présence de trois mares, qui sont aussi des zones humides.

En limite du site étudié, sur le bas-côté de la route départementale, s'observe une station d'une cinquantaine de pieds de jacinthe des bois, plante protégée au niveau régional. Cette station possède une forte valeur patrimoniale.

La faune présente sur le site est globalement inféodée à trois types de milieux : les boisements, les landes et les zones humides.

On observe le cortège habituel lié à chacun des milieux : il s'agit d'espèces communes à assez communes, mais dont certaines sont protégées :

- cortège des oiseaux sylvoles. A noter que les quelques chênes adultes constituent des gîtes potentiels pour chauves-souris, même si les investigations de terrain n'ont mis en évidence aucune occupation.
- cortège des milieux ouverts, avec notamment (en dehors de la lande mésophile à Fougère), la linotte mélodieuse.
- cortège des milieux humides, avec en particulier au niveau des mares, la reproduction d'odonates (libellules) communes et d'amphibiens : triton palmé, Crapaud épineux et Salamandre commune ; ces amphibiens sont communs, mais protégés.

La plus grande partie de l'emprise du projet présente une faible sensibilité écologique, voire très faible.

Présentent cependant une sensibilité moyenne :

- les boisements humides ;
- la lande à molinie ;
- les mares ;
- les chênes adultes

Présentent une forte sensibilité :

- les deux landes d'intérêt communautaire, lande à Brande et Ajonc nain et lande à Bruyère à quatre angles ;
- la station de Jacinthe des bois.

Voir figures 4A et 4B ci-après.

CARTE DE VEGETATION

FIGURE 4 A

Juillet 2016



CARTE DE SENSIBILITE

FIGURE 4 B

Juillet 2016



Le paysage : enjeux et recommandations proposées

Les vues potentielles autour du site sont considérablement réduites par le jeu des boisements et des lisières forestières existantes.

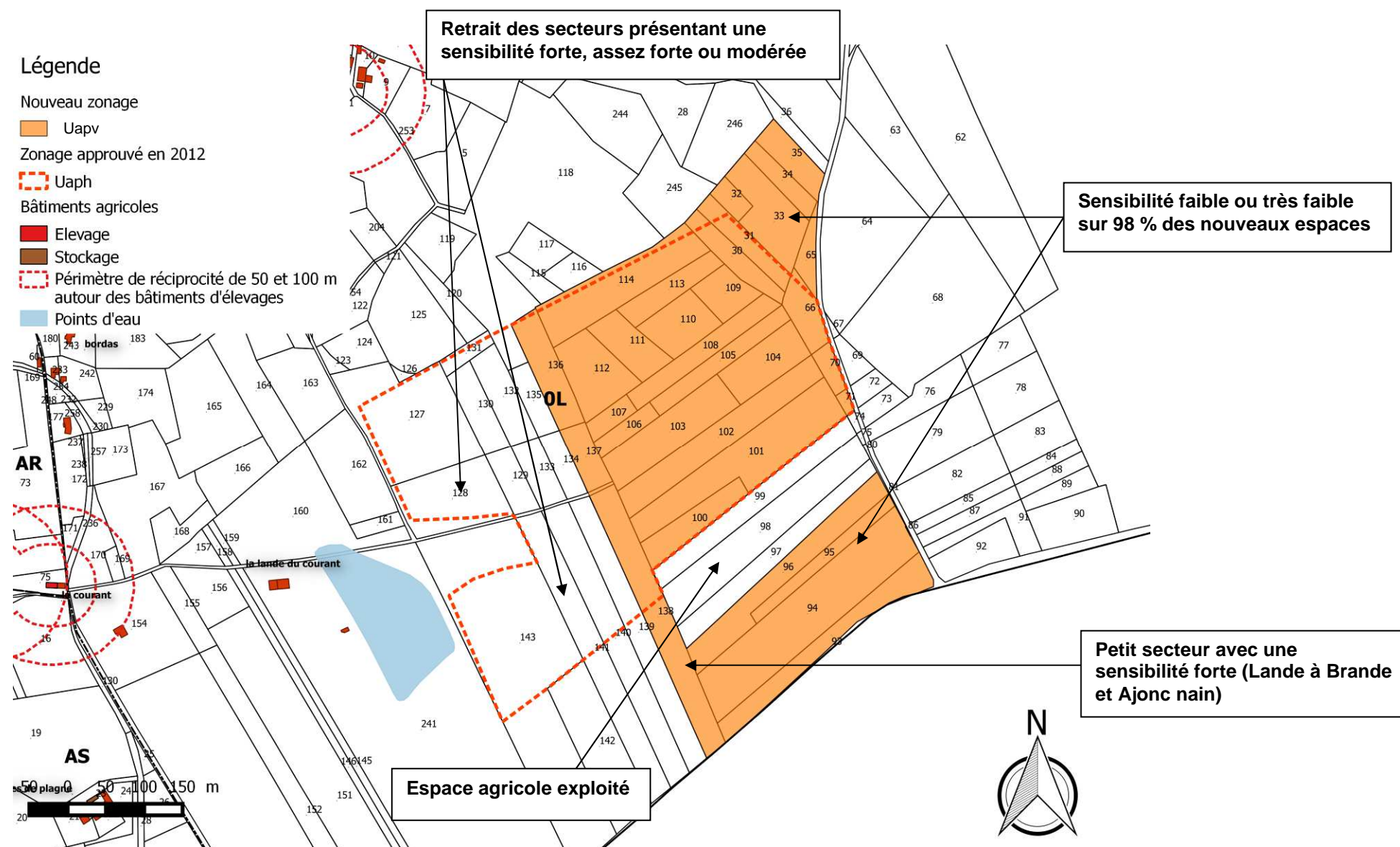
Thème PAYSAGE		Explication de l'enjeu	Niveau de l'enjeu	Recommandations
LE PAYSAGE	<i>Visuel</i>	Perception éloignée 1 à 3 km	NUL	Aucune
		Perception moyenne 500m à 1 km	NUL	Aucune
		Perception forte 0 à 500m	FORT	Couleurs, clôtures, haies
	<i>Usages</i>	Le sentier de randonnée du Puy (VC 207)	NUL	Aucune
		Le sentier de randonnée qui traverse le site sur assiette de chemin privé	FORT	Déplacement du chemin
	<i>Reconstruction du paysage</i>	Bande boisée -/- RD.4	FORT	Traitement des limites
		Transparence -/-Chemin du Puy (VC 207)	FORT	Mise en valeur (clôture, signalétique)
		Lande arbustive	NUL	Aucune

Code rural et forestier

Une partie du périmètre de ce projet étant boisée, sa réalisation nécessitera des opérations de défrichement et fera l'objet d'une demande d'autorisation. Le défrichement permettra notamment d'établir une bande de sécurité coupe-feu de 50m autour de la centrale. Une convention de boisement compensateur privilégiant des essences similaires sera établie avec la CAFSA Dordogne, a minima sur une surface équivalente et prenant en compte le coefficient multiplicateur prescrit par l'administration.

Les opérations de défrichement font partie des opérations énumérées dans le tableau annexé à l'article R 122-2 du Code de l'Environnement.

Le zonage a évolué en fonction des enjeux environnementaux et agricoles ainsi que des disponibilités foncières.



15 SYNTHÈSE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTÉS

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU ZONAGE MODIFIÉ PAR LA RÉVISION

Secteurs	Type d'assainissement	Surface constructible zonage approuvé en 2008 et 2011	Nouvelle surface constructible (ha)
Le bourg	Collectif sauf parcelles vers le château d'eau	17	8.3
Las Fargeas	Individuel	2.7	0.6
Le Fonzaud		2.1	0.5
Le Puy		2	0.5
Les Landisses		2.9	0.5
Pauilhac		0.3	0.3
Le Cheyroux		0.5	/
La Vergne		1.4	0.5
Bourdaleychie		/	0.1
La Gautherie		/	0.1
Laujardie		/	/
TOTAL Zones U		28.9 ha	11.4 ha
Le bourg centre	Collectif	2.30	0.20
Entrée sud du bourg		0.40	1.20
Au nord des Landisses	Individuel	2.6	1.70
Carrière les Gouleys		Pas d'évolution de la zone U qui correspond à l'emprise de la carrière	
TOTAL Zones Ua		5.3 ha	3.1 ha
La Lande du Courant		20.9	19.6
TOTAL Zones Uapv		20.9 ha	19.6 ha

L'évolution du zonage permet de renforcer le développement de la commune dans le bourg au niveau de l'habitat (73 % des zones U pour 59 % en 2011) et de **réduire la consommation d'espace de 21 ha.**

Tableau de synthèse du type d'espace consommé et en comparaison avec la carte communale approuvée en 2008

Secteur concerné	Surface agricole exploitée en 2008 (ha)	Surface agricole exploitée avec l'évolution du zonage (ha)	Surface située dans l'espace naturel en 2008 (ha)	Surface située dans l'espace naturel avec l'évolution du zonage (ha)	Surface située dans le tissu urbanisé, parcs, jardins (ha)
Le bourg	5.9	1.9	7.9 dont 1.2 ha situés en zone humide	2.8	3.6
Las Fargeas	0.5	/	2.2	0.6	/
Le Fonzaud	0.6	0.2	1.3	0.1	0.2
Le Puy	0.6	/	1.2	0.3	0.2
Les Landisses	0.8	/	2 dont 0.5 de bois	0.4	0.1
Pauilhac	0.2	0.2	/	/	0.1
Le Cheyroux	/	/	0.5	/	/
La Vergne	0.4	/	1 dont 0.4 de bois	0.5	
La Bourdaleychie	/	/	/	0.1	/
La Gautherie	/	0.1	/	/	/
Laujardie	/	/	/	/	/
TOTAL Zone U	9	2.4	16.1	4.8	4.2
Le bourg centre	1.7	/	0.4	/	0.2
Entrée sud du bourg	/	/	0.4	1.2	/
Au nord des Landisses	/	/	2.6 dont 0.2 boisés	1.7	/
Carrière les Gouleys	/	/	/	/	/
TOTAL Zone Ua	1.7	/	3.4	2.9	0.2
La Lande du Courant	/	/	20.9	19.6	/
TOTAL Zone Uapv	/	/	20.9	19.6	/
TOTAL Zones U	10.7	2.4	40.4	27.3	4.2

16 IMPACT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE

La mesure de l'impact de la mise en œuvre de la carte commune concerne l'ensemble des zones U.

16.1 Incidences du projet sur l'environnement

Cette partie présente les incidences notables et prévisibles de la mise en œuvre de la carte communale sur l'environnement et leurs conséquences sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement.

L'impact de l'urbanisation sera de deux ordres :

- D'une part, la possible pollution des eaux de surface et des eaux souterraines.
- D'autre part, la consommation d'espace.

16.1.1 Pollution des eaux de surface et souterraines

La construction de maisons d'habitation, à la suite de l'ouverture à l'urbanisation, a pour conséquence la production d'eaux usées domestiques (eaux-vannes et ménagères).

Ces eaux, si elles sont rejetées sans précaution dans le milieu naturel, peuvent causer une pollution des eaux de surface et souterraines.

En outre, l'ouverture à l'urbanisation entraîne l'accroissement des zones imperméabilisées et, par voie de conséquence, des eaux de ruissellement. Cet impact est également à prendre en compte.

Les eaux de surface éventuellement polluées aboutiront aux cours d'eau principaux drainant la commune, à savoir la Haute Loue et la Loue.

Le développement de la commune est pour l'essentiel situé dans le bourg avec des possibilités de raccordement à l'assainissement collectif. Seules quelques parcelles situées vers le château d'eau ne seront pas raccordées.

La station d'épuration est surdimensionnée par rapport aux besoins actuels et futurs et la qualité des rejets est conforme à l'arrêté préfectoral du 17/05/2013.

S'agissant des hameaux, les sols ont une aptitude à l'assainissement autonome moyenne à faible, néanmoins les développements prévus sont peu importants et concernent des parcelles pouvant offrir des conditions d'assainissement satisfaisantes⁴.

Nous pouvons donc conclure que **les choix de développement pour la commune de Lanouaille auront un impact négligeable sur la pollution des eaux de surface et souterraines.**

16.1.2 Incidences du projet sur Natura 2000

S'agissant d'un **éventuel impact direct**, nous pouvons affirmer qu'il est inexistant puisque les zones Natura 2000 les plus proches se situent à 4.2 km environ à l'ouest de la commune.

S'agissant d'un **éventuel impact indirect**, nous pouvons également affirmer qu'il est inexistant car l'ensemble des zones de développement se situe dans le tissu urbanisé ou se limite aux parties déjà urbanisées ce qui permet d'écarter tous risques d'impact indirect par des pollutions éventuelles⁵ sur les espèces protégées.

⁴ Avec une surface prévue de 1 500 m² par nouvelle construction, les conditions d'assainissement individuel sont satisfaisantes pour l'ensemble des zones non raccordables au réseau d'assainissement collectif.

On peut donc conclure que **les choix de développement pour la commune de Lanouaille n'auront aucun impact sur l'état de conservation des espèces et des habitats naturels qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 du tunnel d'Excideuil.**

16.1.3 La consommation d'espace (effet d'emprise) et impact sur l'espace naturel et les réservoirs de biodiversité

La consommation d'espace, appelée aussi « *effet d'emprise* », sera très limitée puisqu'elle ne concerne que 14.5 ha (hors zone Uapv), se répartissant en 11.4 (zone U) et 3.1 ha (zone Ua).

Comparés aux 1 007 ha du territoire communal, les 14.5 ha ouverts à l'urbanisation apparaissent très modestes (1.4 %), même pour une commune rurale.

De plus la révision de la Carte Communale de Lanouaille **permet de réduire l'effet d'emprise de 21 ha (dont zone Uapv).**

La ZNIEFF de type 2 du territoire n'est aucunement impactée par le projet de développement communal.

⁵ Ainsi nous pouvons affirmer que le projet de développement urbain n'aura pas d'incidences directes et indirectes sur l'état écologique des cours d'eau du territoire.

Hormis la zone Uapv, aucun boisement n'est impacté par les zones U de la Carte Communale. Certaines haies présentant un intérêt environnemental et paysager ont été maintenues en zone N (concerne notamment le hameau du Puy et des zones U qui ont été retirées du zonage notamment dans le bourg).

Trois espaces boisés ont été retirés de la zone U pour une superficie de 1.1 ha, il s'agit de boisements situés dans les secteurs de la Vergne, Chanterrane et de la ZAE aux Landisses.

Concernant la zone Uapv, les nouveaux espaces boisés qui sont concernés ne constituent pas des réservoirs de biodiversité majeurs puisqu'ils ont une sensibilité écologique faible ou très faible.

De plus la réglementation du code rural et forestier oblige le porteur de projet à compenser l'impact sur le milieu naturel en replantant des essences similaires a minima sur une surface équivalente et prenant en compte le coefficient multiplicateur prescrit par l'administration.

L'essentiel des zones humides a été préservé (concerne 1 ha dans le bourg).

Le projet de zonage permet de réduire sensiblement les formes de développement linaires qui impactent directement et indirectement l'espace agricole et naturel.

La Carte Communale rejoint également les enjeux du SDAGE et du SAGE, par la préservation du patrimoine naturel et des milieux aquatiques, tel que les zones humides.

En conclusion, l'impact négatif de la consommation d'espace et de son impact sur l'environnement et les réservoirs de biodiversité, peut être qualifié de très faible.

16.2 Incidence du projet de développement de Lanouaille sur l'espace agricole

Le projet de développement du territoire répond à la volonté du renouvellement de sa population et d'accompagner le développement économique du territoire.

Il s'agit bien de maintenir la vitalité de ce territoire rural et de répondre aux besoins des populations actuelles et futures en termes d'emplois et de services.

16.2.1 Impacts directs sur l'espace agricole

Les enjeux de développement territoriaux vont de pair avec la préservation de l'activité agricole **puisque l'impact direct sur l'espace agricole cultivé a été réduit de 8.3 ha, soit une réduction de près de 80 %** de l'impact direct calculé avec le zonage approuvé en 2007-2008.

Au niveau des espaces ouverts, le projet de zonage concerne soit des parcelles situées dans le tissu urbanisé (4 ha) soit des espaces peu exploités ou abandonnés, occupés par des prairies et pour lesquels l'enjeu agricole est faible.

La zone Uapv ne concerne pas des parcelles agricoles exploitées.

16.2.2 Impacts indirects sur l'espace agricole

Les distances réglementaires vis à vis des bâtiments d'élevage et des plans d'épandage ont été respectées.

Le projet de zonage de la Carte Communale réduit sensiblement les possibilités d'urbanisation le long des routes et donc le phénomène d'enclavement de parcelles agricoles et il a été prévu systématiquement un accès direct aux parcelles cultivées.

Le fait de recentrer le développement de l'urbanisme au niveau du bourg permet de limiter les risques de nuisances et évite le phénomène de morcellement de l'espace agricole.

On peut donc conclure que **la révision de la Carte Communale de Lanouaille permet de réduire sensiblement (21 ha) l'impact sur l'espace naturel et agricole, dont 8.4 ha sur l'espace agricole cultivé comportant des enjeux (potentiel agronomique, parcellaire, proximité de bâtiments d'élevage, ...).**

16.3 Incidence du projet de développement de Lanouaille sur l'architecture et les paysages

Une carte communale ne comporte pas de règlement, néanmoins des préconisations sont données pour les secteurs bénéficiant de patrimoine bâti, tels que les hameaux de La Gautherie, Laujardie et le Puy.

Ainsi et pour s'assurer de la bonne intégration des futures constructions, il est demandé que les projets s'implantent harmonieusement au paysage et que les constructions s'adaptent au contexte par leur volumétrie, matériaux et teintes.

Par ailleurs et comparativement au document d'urbanisme approuvé en 2008, les formes de développement linéaires ont été fortement contenues dans le projet de zonage de la carte communale.

S'agissant de la zone Uapv, les vues potentielles autour du site sont considérablement réduites par le jeu des boisements et des lisières forestières existantes

Ces préconisations et évolutions ont un impact positif sur l'architecture et le patrimoine du territoire communal.

17 AUTRES IMPACTS EVENTUELS LIES AUX RISQUES ET NUISANCES

Phénomènes souterrains

Les zones U ne sont pas concernées par ce risque.

Risque incendie de forêt

L'essentiel des secteurs de développement bénéficie d'une protection contre le risque incendie.

Renforcement de certains secteurs à l'étude.

Nuisances sonores

En dehors de l'espace urbanisé, les zones U se situent au-delà de la bande de 75 m de part et d'autre de la RD704 et de la RD707.

Sites et sols pollués

Pas d'incidences sur les choix de zonage.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des servitudes

Annexe 2 : Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1

Annexe 3 : Zones sensibles au niveau archéologique

Annexe 4 : Réseau des eaux usées et réseau des eaux pluviales du bourg de Lanouaille

Annexe 5 : Contrôle sanitaire de l'eau potable – ARS 2015

Annexe 6 : Données forestières

ANNEXE 1 – Tableau des servitudes

Notification des servitudes d'utilité publique en vigueur sur le territoire de la commune LANOUAILLE 24227

I4

Code	Catégorie	Servitude affectant l'utilisation du sol	acte instituant la servitude	Service Responsable	Actes	Plans	Observations
I4	UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS: Energie électrique	- Diverses lignes MT-BT	Conventions amiables: 0	EDFPgx	Non	Non	

Nombre de lignes : 1

22/09/2010


Direction Départementale de l'équipement de la
Dordogne Service Habitat Urbanisme:Bureau
Administratif

1/1

ANNEXE 2 – ZNIEFF de type 1

DIREN Aquitaine

<http://www.aquitaine.ecologie.gouv.fr/basecommunale.php3>

**Direction régionale de l'environnement
Aquitaine**

Accueil | Site du ministère | Site de la Préfecture de Région

Plan du site | Recherche :



Eau et milieux aquatiques | Nature et paysages | Risques et nuisances | Littoral | Développement durable | Education à l'environnement | Evaluation environnementale


Données Communales

Votre recherche était :

- Département : Dordogne
- Commune(s) : LANOUAILLE

1 élément(s) trouvé(s)

Type de zone	Dép	Commune	Nom	Fiche	Carte
Znieff de type 1	24	VALLEES DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE DE LA LOUE EN AMONT D'EXCIDEUIL	LANOUAILLE		

 © Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer

Glossaire | Contact | infos légales | crédits

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique Floristique de la Région Aquitaine

Numéro : 2703 0000

Type : 1

Ancien numéro : 2103

N° SFF : 12829

VALLEES DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE DE LA LOUE EN AMONT D'EXCIDEUIL

Auteur(s) : COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description : 1989

Superficie : 1570 ha

Altitude : 170 - 240 m

Liste des communes concernées par la zone :

24008	ANGOISSE
24158	DUSSAC
24227	LANOUAILLE
24320	PAYZAC
24463	SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL
24519	SARLANDE
24526	SAVIGNAC-LEDRIER

Typologie : (le premier type donné est le type principal)

21	Forêt, bois
15	Cours d'eau rapide
17	Lac, réservoir, étang
18	Marais, tourbière
19	Prairie humide
29	Paroi rocheuse, carrière, grotte, am.

(En périphérie :)

Lithologie :

2	Granites et autres roches plutonique.
6	Sables et alluvions siliceux

(En périphérie :)

Activités humaines :

1	Agriculture
8	Habitat dispersé
2	Sylviculture
17	Autre (préciser)

(En périphérie :)

Mesures :

0	Indéterminée
1	Nul
8	Zone NC
2	Périmètre sensible
17	Parc national, zone périphérique

(En périphérie :)

0 Indéterminée

Statut de propriété :

0	Indéterminé
---	-------------

(En périphérie :)

N.B. : Les informations "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

ANNEXE 3 – Zones sensibles au niveau archéologique

MINISTERE DE LA CULTURE

PREFECTURE DE LA REGION AQUITAINE

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES
CULTURELLES

Service régional de l'archéologie

54, rue Magendie
33074 BORDEAUX Cedex

Bordeaux, le 02 août 2010

Téléphone 05 57 95 02 36
Télécopie 05 57 95 01 25

Objet :

Carte communale / Porter à connaissance de LANOUAILLE

Liste des zones sensibles :

- 1 : Château de Beaulieu : château, Moyen-Age - Période moderne.
- 2 : La Plagne : château, Moyen-Age.
- 3 : Bois de Tuckey : tumulus, Protohistoire.
- 4 : Le Bourg, Eglise Saint-Pierre-Es-Liens : église détruite, cimetière, Moyen-Age.
- 5 : Le Bourg, Place du Comice : ancien cimetière détruit, Moyen-Age - Période moderne.

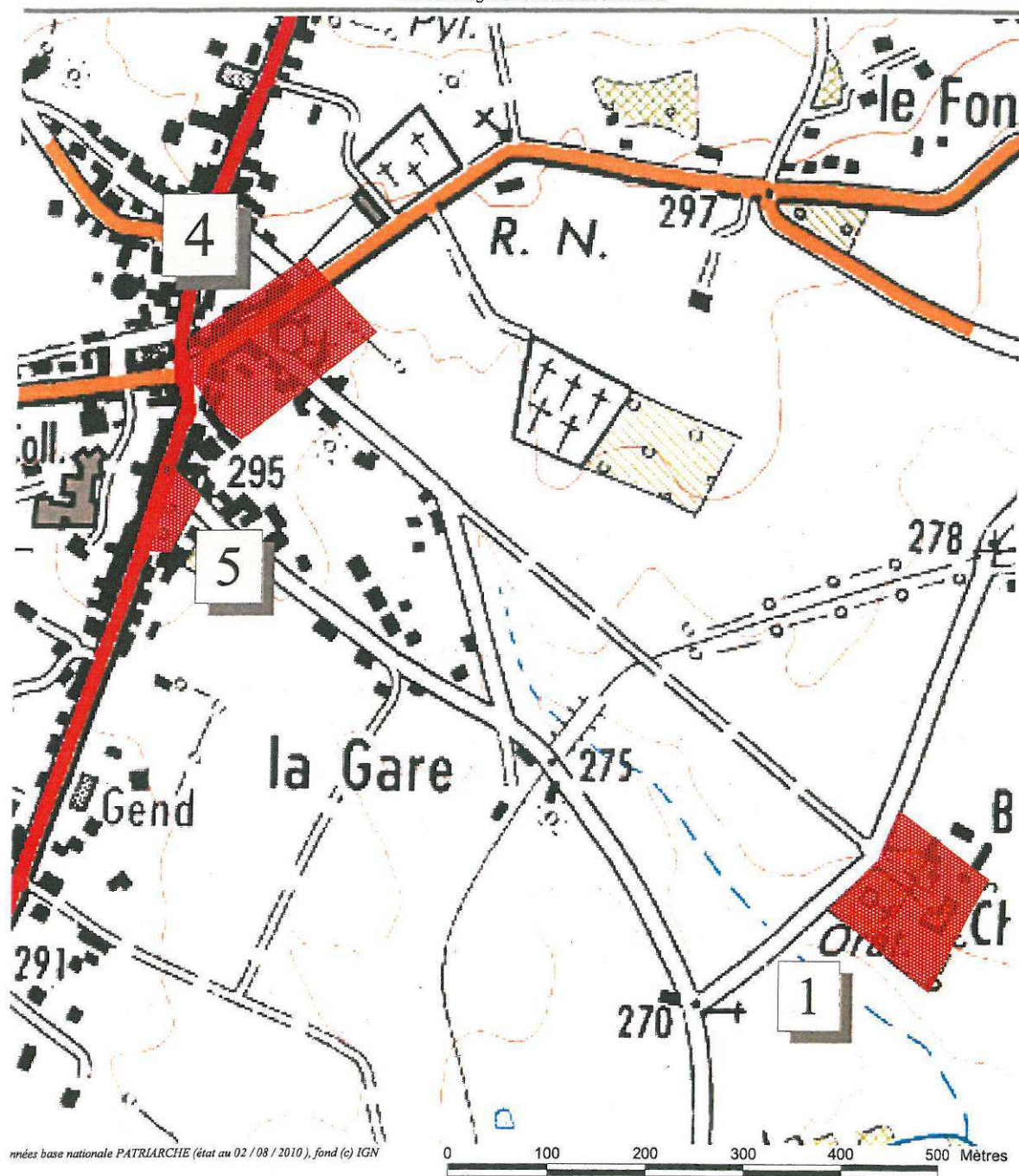
NOTA BENE :

Des vestiges ont été signalés anciennement sans précisions permettant leur localisation : vestiges néolithiques à "La Tuilerie", et un prieuré médiéval à Pauilhac.

Risques de découvertes fortuites.



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE
Direction régionale des affaires culturelles



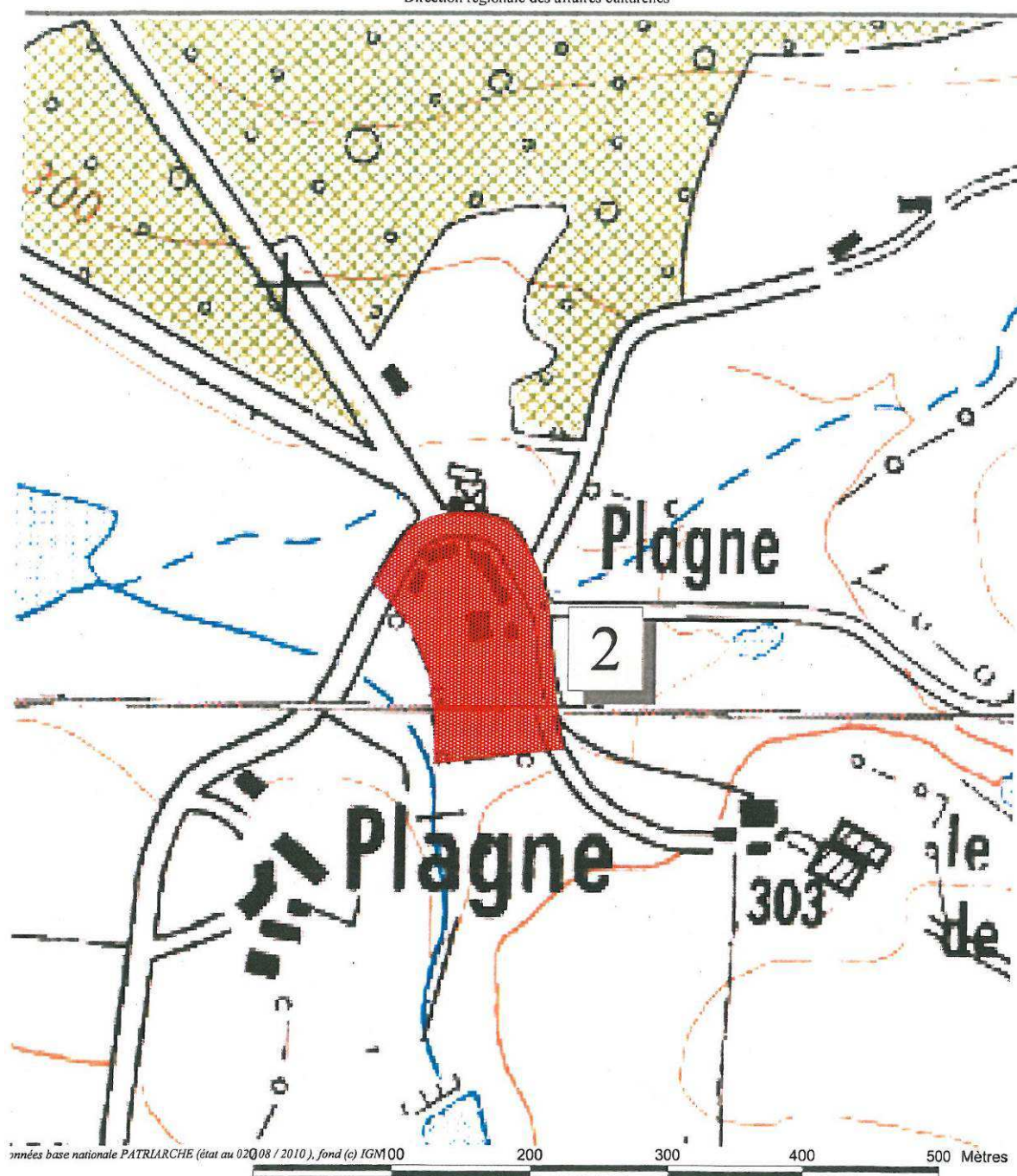
données base nationale PATRIARCHIE (état au 02 / 08 / 2010), fond (c) IGN

Carte Communale
LANOUILLE
Zones archéologiques





PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE
Direction régionale des affaires culturelles

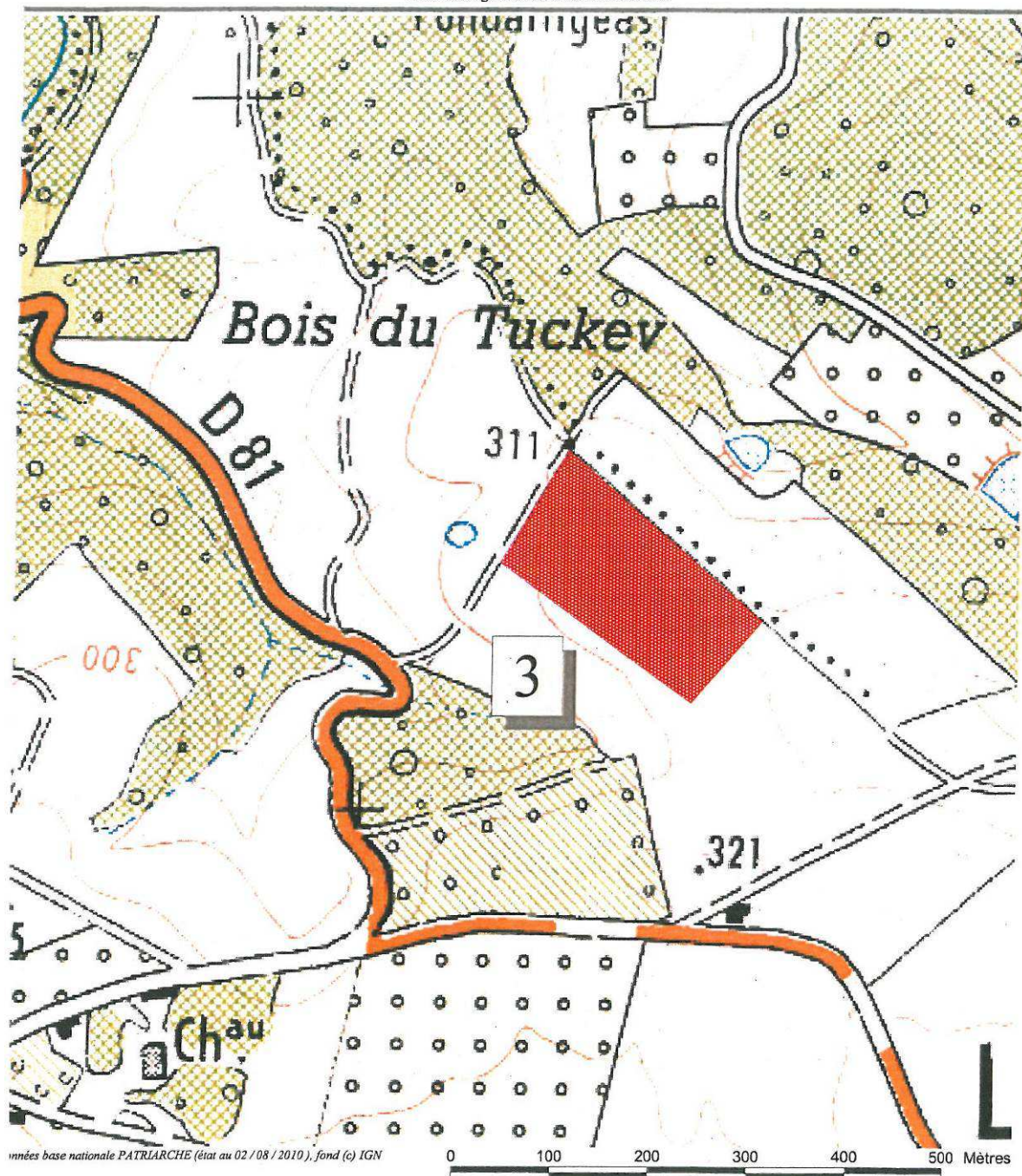


Carte Communale
LANOUILLE
Zones archéologiques



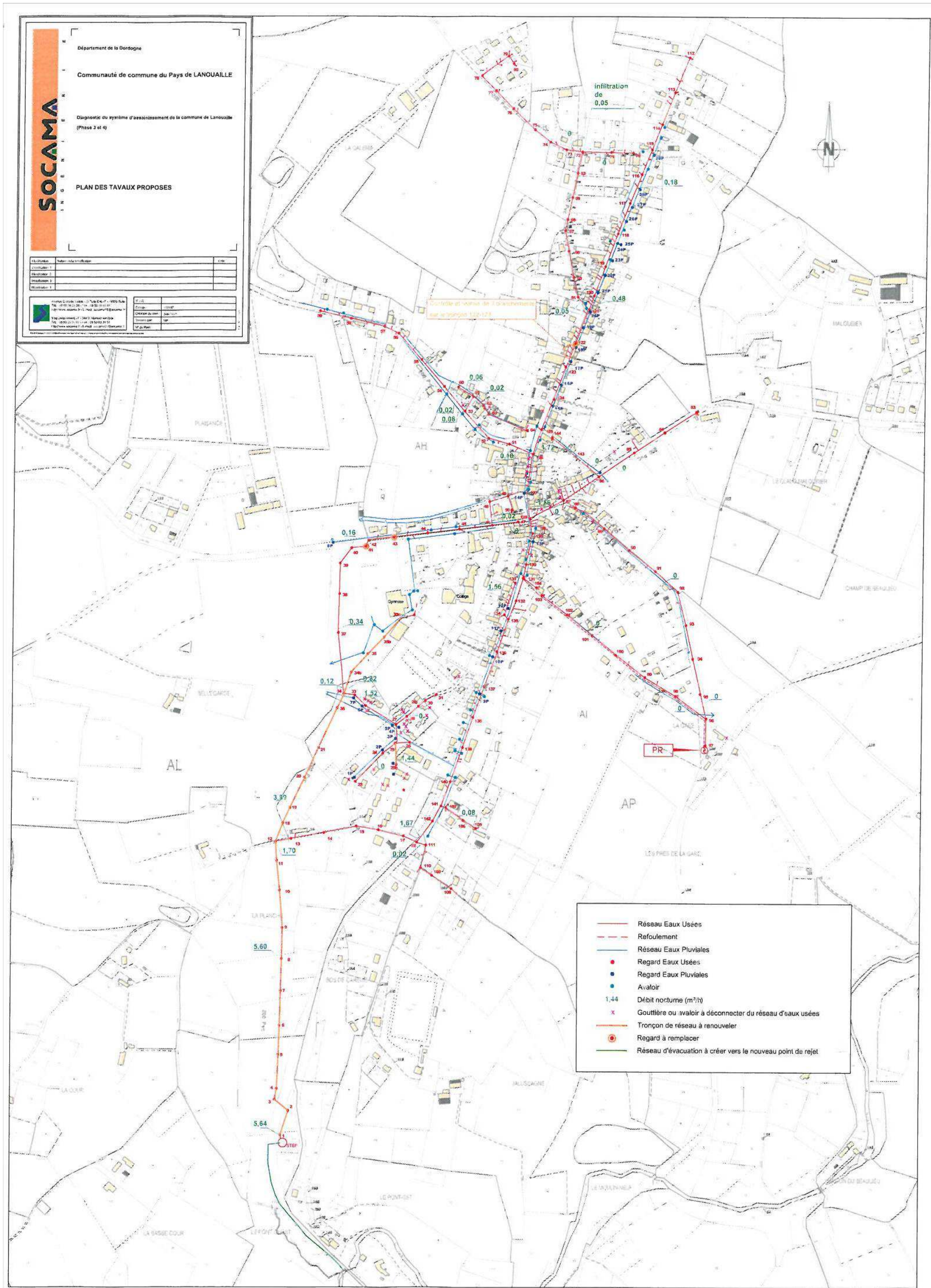


PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE
Direction régionale des affaires culturelles



Carte Communale
LANOUAILLE
Zones Archéologiques

ANNEXE 4 – Réseau des eaux usées et réseau des eaux pluviales du bourg de Lanouaille



ANNEXE 5 – Contrôle sanitaire de l'eau potable – ARS 2015

DAS0516902000



QUALITE DE L'EAU SUR L'UNITE DE GESTION : PAYZAC

SYNTHESE DE L'ANNEE 2015

000284

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable. Cette synthèse prend en compte les résultats des 22 analyses bactériologiques et 23 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, de nouvelles analyses sont réalisées ; des mesures correctives sont demandées à l'exploitant.

Conseils



Laisser couler l'eau quelques minutes avant de la consommer, notamment après une absence prolongée ou en cas de présence de canalisations en plomb à votre domicile.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, ...) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/L : demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels. Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité réglementaire. Valeur maximale relevée : 9,30 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très peu calcaire (Dureté de : 8,02 °F.)

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,01 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

Présence de pesticides sur l'eau distribuée. La teneur maximale mesurée sur l'année a été de : 0,05 µg/l, pour la molécule : ESA metolachlore.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

Réseau alimenté par une prise d'eau dans l'Auveze. Qualité bactériologique conforme aux normes trace de pesticide (esa metolachlore) très en dessous de la norme (0,1 µg/l) par substance individuelle

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : <http://www.esupotable.sante.gouv.fr>

ARS - Délégation Départementale de la Dordogne - Cité Administrative Bat H - 24052 PERIGUEUX - Téléphone : 0553031050 - E-mail : ars-dt24-sant-e-environnement@ars.sante.fr

ANNEXE 6 – Données forestières



Les Services de l'État en Dordogne

Direction Départementale des Territoires de la Dordogne
Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts
Pôle Forêts
Cité administrative
24024 PERIGUEUX CEDEX
Affaire suivie par : Pôle Forêts / Danielle LALOI
email : danielle.laloi@dordogne.gouv.fr
Tél. : 05 53 45 56 42 – Fax : 05 53 45 56 50

Périgueux, le 29/01/2013

DONNEES FORESTIERES A METTRE A DISPOSITION DANS LE CADRE DU PAC

les documents cartographiques sont disponibles sur le site portail des services de l'État
<http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / Agriculture et forêt / Forêt et Bois

RISQUE INCENDIE DE FORETS

OBJECTIF : attirer l'attention des collectivités et particulièrement celles situées dans les zones les plus sensibles au risque, sur l'obligation de prise en compte de ce risque avec une attention particulière à porter notamment sur les interfaces urbain/forêt, le débroussaillage, l'accessibilité pour les secours, la disponibilité en eau pour la lutte...

CARTES : issues de l'atlas du risque incendie de forêts

- Nombre de départs de feux par commune 2001-2007
- Surfaces brûlées par commune 2001-2007
- carte d'aléa (niveau infra communal)
- Nombre d'habitations en zone sensible par commune
- Nombre d'habitations isolées en zone sensible par commune
- Indice synthétique pour les habitations (indice croisant les 2 données précédentes)
- Estimation par commune des surfaces à débroussailler autour des habitations
- Synthèse du risque / approche par grands ensembles géographiques

COMMENTAIRE relatif aux cartes : consultables sous <http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / agriculture et forêts / forêt et bois / urbanisation et risque d'incendie de forêt en Dordogne

Les cartes présentées ont été établies à partir de données dont les niveaux de mise à jour et de précision sont hétérogènes.

Bien que les données soient pour partie représentées à l'échelle communale, leur interprétation doit être faite par grands ensembles géographiques.

La fiabilité de l'information ne saurait être garantie aux niveaux communal ou infra communal.

TEXTES (au titre du droit forestier)

- **Code Forestier / Livre III / Titre IV / Défrichements** notamment article L341-5 alinéa 9 et articles suivants relatifs aux motifs de refus des autorisations de défrichement.

L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :

... 9° A la protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés, contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.

- **Code Forestier / Livre Ier/ Titre III Défense et lutte contre les incendies** notamment articles L134-6 et suivants relatifs au débroussaillage obligatoire.

Rappel : la Dordogne est classée au titre de l'article L133-1 du Code Forestier, territoire réputé particulièrement exposé aux risques d'incendie de forêt. Ce classement induit notamment des obligations concernant le débroussaillage dans les zones sensibles au risque d'incendie de forêt, ces zones étant constituées des bois, forêts, plantations forestières, reboisements, coupes rases, landes et d'une zone périphérique de 200 mètres de large autour de ces formations.

Les obligations de débroussaillage sont décrites à l'article L134-6 du code forestier.

Une approche cartographique de la zone sensible est consultable sous <http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / agriculture et forêt / forêt et bois / une approche cartographique des zones sensibles au risque d'incendie de forêt

Adresse postale : Les Services de l'État – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX

Les obligations légales de débroussaillage et les documents d'urbanisme

L'article L134-15 du code forestier prévoit désormais (ordonnance N°2012-92 du 26/01/2012) que **certaines des obligations légales de débroussaillage soient annexées aux Plans Locaux d'Urbanisme ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu.**

- article L134-15 du code forestier

Lorsque des terrains sont concernés par une obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé à caractère permanent, résultant des dispositions des articles L. 134-5 et L. 134-6, cette obligation est annexée aux plans locaux d'urbanisme ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu.

- article R134-6 du code forestier

Les obligations à caractère permanent qui sont annexées au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu sont celles mentionnées à l'article L. 134-5 et aux 3°, 5° et 6° de l'article L. 134-6.

Ainsi, doivent désormais être annexées aux PLU ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu, les obligations de débroussaillage concernant notamment :

- *les zones urbaines,*
- *les zones d'aménagement concerté (ZAC),*
- *les associations foncières urbaines (AFU),*
- *les lotissements,*
- *les terrains de camping soumis à permis d'aménager (1),*
- *les parcs résidentiels destinés à l'accueil d'habitations légères de loisirs (1),*
- *les terrains bâtis ou non bâtis permettant l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs(1)*

Pour tous ces terrains, le débroussaillage doit être réalisé sur toute la surface située en zone sensible (c'est-à-dire située en forêt ou à moins de 200 mètres d'une lisière boisée). Les travaux sont à la charge du propriétaire des terrains.

Tous les PLU ou documents d'urbanisme en tenant lieu qui n'ont pas fait l'objet d'une adoption définitive avant le 1er/07/2012 doivent désormais comporter une annexe sur laquelle figurent ces obligations de débroussaillage.

En plus de ces obligations qui doivent figurer en annexe du PLU ou du document d'urbanisme en tenant lieu, d'autres obligations de débroussaillage s'appliquent sans qu'il soit obligatoire de les faire figurer en annexe du PLU. Il s'agit des obligations définies par les alinéas 1° et 2° de l'article L134-6 du code forestier :

- Le débroussaillage est obligatoire sur les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres autour de ces constructions, chantiers ou installations et 10 mètres de part et d'autre des voies privées d'accès à ces constructions. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions.
- Pour les trois dernières catégories citées ci-avant relatives à l'hébergement de plein-air (1), les propriétaires sont également soumis à l'obligation de débroussailler une bande de 50 mètres autour de l'emprise de leur établissement (distance mesurée à partir des emplacements ou installations situés le plus en périphérie).

Une information sur l'existence de ces deux types d'obligations, bien que non obligatoire dans le PLU ou le document d'urbanisme, est recommandée.

Le contrôle de l'exécution des obligations de débroussaillage est assuré par le maire (article 134-7 du code forestier).

Adresse postale : Les Services de l'État – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX

DEFRICHEMENT

OBJECTIF : attirer l'attention des collectivités sur le droit relatif à la préservation et au maintien de certains espaces forestiers

TEXTES

Code Forestier / Livre III / Titre IV / Défrichements notamment article L341-5

L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :

- 1° au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ;
- 2° à la défense du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, rivières ou torrents ;
- 3° à l'existence des sources, cours d'eau et zones humides et plus généralement à la qualité des eaux ;
- 4° à la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements de sable ;
- 5° à la défense nationale ;
- 6° à la salubrité publique ;
- 7° à la valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers ;
- 8° à l'équilibre biologique d'une région ou d'un territoire présentant un intérêt remarquable et motivé du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales et de l'écosystème ou au bien-être de la population ;
- 9° à la protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés, contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.

FORETS EXPLOITEES

OBJECTIF : attirer l'attention des collectivités sur l'enjeu de la forêt de production notamment lorsque les investissements publics en faveur de la forêt sont élevés et concernent des surfaces significatives.
Les collectivités doivent aussi être averties de l'éventualité de l'application de l'alinéa 7 de l'article L341-5 du Code Forestier.

CARTES : investissements plan chablis consultables sous <http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / agriculture et forêt / forêt et bois / bilan de la tempête de décembre 1999 (plan chablis)

cartes relatives à la remise en valeur de la forêt sinistrée par la tempête de décembre 1999 (Martin)

- carte des surfaces aidées et tranches de montants engagés pour le nettoyage par commune
- carte des surfaces aidées et tranches de montants engagés pour le reboisement par commune

NB : attention, ces cartes ne reflètent pas la totalité des investissements forestiers. Il ne s'agit que d'une indication relative à la remise en valeur après la tempête Martin de décembre 1999 (surfaces dont la remise en valeur forestière est réalisée ou prévue et montants d'aides correspondants de l'Etat et l'Europe – période de référence 2000-2012).

TEXTES

- **Code Forestier / Livre III / Titre IV / Défrichements** notamment article L341-5 alinéa 7 et articles suivants relatifs aux motifs de refus des autorisations de défrichement.

L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :

7° à la valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers.

FORETS SOUS ENGAGEMENTS FISCAUX

OBJECTIF : rappeler l'existence d'engagements trentenaires de maintien de l'état boisé sur certains espaces forestiers en contrepartie d'avantages fiscaux consentis aux propriétaires lors des successions et donations (régime Monichon) ou au titre de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF). Il y a des conséquences financières pour les propriétaires successifs en cas de rupture de cet engagement.

CARTES : non disponibles à ce stade

TEXTES

- **article 793 du Code Général des Impôts** alinéas 1-3° et 2-2°
- **article 885 D du Code Général des Impôts**

Les terrains forestiers concernés par les engagements relatifs au régime Monichon font l'objet d'une inscription hypothécaire au profit du Trésor Public.

Adresse postale : Les Services de l'État – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX